

Royaume du Maroc



Ministère de l'Éducation Nationale

Direction de l'Éducation Non Formelle

**ASSISTANCE TECHNIQUE ET ETUDES EN APPUI A LA
DIRECTION DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE**

**« Child to Child » et Caravane
de Mobilisation Sociale pour l'Appui à
la Scolarisation**

Rapport de la Mission 10

**EI Mostafa ECH CHOTBI
Expert junior**

juillet 2013

Sommaire

A. Résumé.....	7
B. Présentation.....	10
C. Acronymes.....	11
PARTIE I Contexte, problématique, objectifs et approche méthodologique de la mission.....	12
A. Contexte, problématique, objectifs et approche méthodologique de la mission	13
1. Contexte de l'étude.....	13
2. Problématique de l'étude.....	15
3. Les objectifs de l'étude.....	17
a. Objectif général.....	17
b. Objectifs spécifiques.....	17
c. Approche Méthodologique de l'étude.....	17
i. Etude documentaire.....	17
ii. Investigation de terrain.....	19
iii. Modalités de collecte des données.....	19
iv. Modalités d'analyse des données recueillies.....	22
4. Synthèse.....	22
B. Contexte, objectifs, et modalités de réalisation de « Child to Child » (C2C) ..	23
1. Contexte de Child to Child.....	23
2. Les objectifs de C2C.....	24
3. Modalités de réalisation de l'opération C2C.....	24
4. Synthèse.....	25
C. Contexte et objectifs de la caravane sociale pour l'appui à la scolarisation ..	25
1. Contexte de l'opération.....	25
2. Les objectifs de la « Caravane sociale ».....	25
a. Objectifs généraux.....	25
b. Objectifs spécifiques.....	26
3. Synthèse.....	26
PARTIE II Présentation et analyse des deux opérations.....	27
A. Présentation des données recueillies de l'analyse documentaire de C2C	28
1. L'organisation de l'opération C2C selon les documents.....	28
2. Les instruments utilisés dans le recensement de l'opération C2C.....	29
3. La Supervision et le suivi de la mise en œuvre de l'opération C2C.....	30

4.	Le traitement et l'acheminement des résultats	30
5.	Synthèse.....	30
B.	Analyse des instruments utilisés dans C2C	31
1.	Analyse de la Fiche pédagogique de l'enseignant.....	31
2.	Analyse de la grille de dépouillement des données recueillies	32
3.	Synthèse.....	32
C.	Déroulement de l'opération Caravane sociale selon les documents	32
1.	Au niveau des AREFs.....	33
2.	Au niveau des délégations	33
3.	Au niveau des établissements scolaires.....	34
4.	Synthèse.....	35
D.	Suivi de l'opération de la Caravane sociale	35
1.	Dimensions du suivi.....	35
2.	Synthèse.....	36
E.	L'acheminement des résultats	36
F.	Présentation des résultats des investigations de terrain de C2C	36
1.	Organisation et gestion de l'opération	36
a.	Organisation et gestion de C2C au niveau des AREFs.....	36
b.	Organisation et gestion de C2C au niveau des délégations <i>provinciales</i>	37
c.	Organisation et gestion de C2C au niveau des établissements scolaires primaires 37	
d.	Organisation et gestion de C2C au niveau des établissements du secondaire collégial	37
2.	Déroulement de l'opération C2C.....	38
a.	Déroulement de l'opération au niveau des AREFs	38
b.	Déroulement de l'opération au niveau des délégations provinciales	39
c.	Déroulement de C2C au niveau des établissements scolaires	39
3.	Suivi de l'opération et traitement des résultats	41
a.	Suivi de l'opération et traitement des données au niveau des établissements scolaires.....	41
b.	Suivi de l'opération et traitement des données au niveau des délégations provinciales	41
c.	Suivi de l'opération et traitement des données au niveau des AREFs	42
4.	Synthèse.....	42
G.	Points forts et points faibles de l'opération C2C	43
1.	Les points forts de l'opération C2C	43
a.	Les points forts de l'organisation et la gestion de C2C	43

b.	Les points forts du déroulement de C2C.....	43
2.	Points faibles de C2C	44
a.	Les points faibles de <i>l'organisation</i> de C2.....	44
b.	Points faibles du déroulement de l'opération C2C	45
c.	Points faibles du suivi et du traitement et de l'acheminement des résultats	46
3.	Synthèse.....	46
H.	Propositions d'amélioration de l'opération C2C.....	47
1.	Mesures d'amélioration de l'organisation et de la gestion de l'opération C2C	47
2.	Mesures d'amélioration du déroulement de C2C.....	48
3.	Mesures d'accompagnement du déroulement de C2C.....	49
4.	Mesures d'amélioration du traitement et de l'acheminement des résultats de C2C.....	50
5.	Synthèse.....	50
I.	Déroulement de l'opération de la caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation sur le terrain	51
1.	Organisation et gestion de la « Caravane pour l'appui à la scolarisation »	51
a.	Organisation et gestion de la Caravane au niveau de l'AREF	51
b.	Organisation et gestion de la Caravane au niveau des délégations provinciales.....	51
c.	Organisation et gestion de la Caravane au niveau des établissements scolaires	52
2.	Déroulement de l'opération « caravane ».....	52
a.	Déroulement de l'opération « caravane » au niveau des AREFs	52
b.	Déroulement de la « Caravane » au niveau des délégations provinciales	52
c.	Déroulement de l'opération « caravane » au niveau des établissements scolaires	53
d.	Déroulement de l'opération « caravane » au niveau des élèves eux-mêmes.....	54
3.	Suivi de l'opération Caravane	54
a.	Suivi de la Caravane au niveau des AREFs	54
b.	Suivi de la Caravane au niveau des délégations	54
c.	Suivi de la Caravane au niveau des établissements scolaires	54
4.	Synthèse.....	55
J.	Points forts et points faibles de l'opération Caravane.....	56
1.	Points forts de l'opération Caravane	56
a.	Les points forts de <i>l'organisation et la gestion</i> de la Caravane sociale pour l'appui à la scolarisation au niveau des AREFs, des délégations et des établissements scolaires.....	56

b.	Les points forts du déroulement de la Caravane sociale pour l'appui à la scolarisation au niveau des AREFs, des délégations et des établissements scolaires	56
c.	Les points forts du suivi et du traitement et l'acheminement des données de la Caravane pour l'appui à la scolarisation au niveau des AREFs, des délégations et des établissements scolaires	57
2.	Les points faibles de la Caravane sociale	57
a.	Les points faibles de <i>l'organisation et de la gestion</i> de la Caravane	57
b.	Les points faibles du déroulement de la Caravane	57
c.	Les points faibles du suivi et du traitement et de l'acheminement des résultats de l'opération Caravane	58
3.	Synthèse	58
K.	Les améliorations à apporter à l'opération Caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation	59
1.	Les améliorations à apporter à <i>l'organisation et à la gestion</i> de la Caravane de mobilisation sociale	59
a.	Améliorations à apporter au déroulement de la Caravane	59
b.	Améliorations à apporter au suivi et au traitement des données de Caravane	61
2.	Synthèse	61
PARTIE III	Conclusions et recommandations	62
A.	Conclusions	63
3.	Défis de l'opération C2C	63
4.	Propositions d'amélioration	65
5.	Défis inhérents à l'opération Caravane de mobilisation	66
6.	Propositions d'amélioration selon les opinions des différents intervenants	68
B.	Recommandations	70
PARTIE IV	ANNEXES	75
A.	Tableau des populations interviewées et des modalités de collecte de données des investigations de terrain	76
B.	Thèmes soulevés lors des entretiens de terrain sur : « Child to Child » (à adapter aux différentes populations)	77
C.	Thèmes à soulever lors des entretiens de terrain sur : « Caravane » (à adapter aux différentes populations)	78
D.	Instruments d'enquête	79
1.	Guide d'entretien avec les directeurs des AREFS sur « child to child » et « caravane »	79
2.	Guide d'entretien avec les directeurs des AREFS sur « caravane »	80
3.	Guide d'entretien avec Mrs les délégués sur « Child to Child » et « caravane »	80

4.	Guide d'entretien avec Mrs. les Délégués sur « caravane ».....	81
5.	Guide d'animation du Focus Group.....	81
6.	Guide d'entretien avec les chefs d'établissement sur « Child to Child » et « caravane ».....	83
7.	Guide d'entretien avec Mrs. les chefs d'établissement sur « caravane ».....	84
8.	Guide d'animation du Focus Group : Enseignants	84
9.	Guide d'Animation du Focus Group« Caravane »	86
10.	Guide d'animation du Focus Group : Elèves enquêteurs	87
11.	Guide d'Animation du Focus Group : « Caravane ».....	88
12.	Guide d'animation du Focus Group : « Caravane »	90
13.	Guide de l'entretien avec les personnes ressources C2C.....	91
E.	Référentiel C2C (document de travail pour l'organisation de C2C).....	91
F.	Descriptif de la fiche/grille de l'enseignant	95
G.	Descriptif du questionnaire de l'élève.....	96
H.	Descriptif de la grille du directeur d'établissement.....	99
I.	Tableau récapitulatif réservé à la compilation des résultats du recensement C2C.....	100
J.	Fiche de suivi de l'opération Caravane.....	103
K.	Fiche de suivi de la caravane sociale (traduction)	105
L.	Listes nominative des élèves réinsérés après Caravane	106
M.	Référentiel annuel de Caravane.....	109
N.	Plan d'action Caravane.....	115
O.	Tableur Excel de compilation des inscriptions des élèves de Caravane	119
P.	Grille d'analyse des documents afférents à l'étude.....	121

A. Résumé

Le Maroc a fait d'énormes efforts pour généraliser la scolarisation. Il a réalisé un taux de scolarisation net de 96% selon le Rapport de Suivi de l'Education pour Tous 2012 (UNESCO 2012). Cependant, le Conseil Supérieur de l'Enseignement (SCE) cite le nombre de 900.000 jeunes enfants de moins de 15 ans qui sont en dehors de l'école en 2009. Ce chiffre concerne ceux des enfants qui n'ont jamais été scolarisés, ou ayant abandonné l'école à un certain niveau de leur parcours scolaire. Si dans le niveau primaire, le taux d'abandon a beaucoup baissé, celui de la tranche d'âge de 12 – 15 ans est encore très élevé.

En 1997 La Direction de l'Education Non Formelle (DENF) est créée dans le but de trouver des solutions à ces enfants. Une seconde chance est assurée et proposée à un certain nombre de ceux-là. Mais jusqu'à présent, le phénomène de l'abandon scolaire est toujours présent surtout dans le milieu rural et auprès des jeunes filles.

Les deux opérations Child to Child (C2C) et « caravane sociale pour l'appui à la scolarisation », objets de cette étude, sont deux opérations qui rentrent dans le cadre de l'approche préventive et de l'instauration de la veille éducative pour la lutte contre le redoublement et le décrochage.

« Child to Child », vise la sensibilisation de la communauté et le recensement des élèves déscolarisés et non scolarisés par leurs pairs scolarisés afin de leur proposer encore une seconde fois la chance de regagner le système scolaire.

« La caravane sociale », est une opération de sensibilisation et de mobilisation qui vise à fédérer l'effort de toute la communauté locale (acteurs éducatifs et partenaires), autour de l'école pour faire profiter les enfants non scolarisés et déscolarisés de la scolarisation formelle et informelle.

« C2C » est actuellement (2012-2013) à sa 5^{ème} édition ; la caravane sociale en est à sa 3^{ème}. Pourtant, le phénomène de l'abandon scolaire et de la non scolarisation persiste et connaît encore de l'ampleur surtout pour la catégorie d'âge entre 11 et 15 ans.

L'objectif principal de cette étude, est de dresser un état des lieux relatif à ces deux opérations pour en déceler les points forts et les points faibles et pour leur proposer les améliorations nécessaires.

Pour pouvoir réaliser cet objectif, la méthodologie adoptée a consisté à une étude documentaire qui a concerné d'abord les rapports produits autour de C2C et Caravane sociale et les documents constituant le dispositif de travail des deux opérations ; ensuite des visites d'investigation de terrain ont été effectuées dans les Académies Régionales de l'Education et la Formation de Marrakech Tensift El Haouz et Meknès Tafilalet. Des entretiens individuels ont été menés avec leurs directeurs, deux des délégués provinciaux et des directeurs d'établissements scolaires du niveau primaire et secondaire collégial. Lors d'entretiens de groupe avec les enseignants, des représentants d'ONGs partenaires, des parents d'élèves et des élèves, nous avons utilisé de Focus group.

L'état des lieux des deux opérations montre un écart souvent criant entre la conception initiale de ces deux opérations et leur mise en application sur le terrain.

Pour C2C, qui est dans son essence, une opération de sensibilisation, les démarches s'effectuent presque normalement avant d'atteindre les écoles : des plans d'action

régionaux et provinciaux sont élaborés ; le dispositif de l'opération de recensement est préparé et distribué ; les écoles où aura lieu le recensement sont sélectionnées etc...mais parce que l'opération est devenue routinière, elle passe presque inaperçue : l'on enregistre un manque d'information et de mobilisation au niveau national, régional et provincial autour de l'opération et un manque d'accompagnement médiatique et de suivi. Tout cela serait dû à une absence de budget alloué à cette opération et à une absence de ressources humaines dédiées. Ce manque est vu par les acteurs et partenaires de l'école comme un désintérêt vis-à-vis de l'opération. Ce sentiment se répercute négativement sur l'opération au niveau de beaucoup d'établissements qui perçoivent l'opération comme si elle était une simple obligation administrative. Cela se traduit par un manque d'implication massive des acteurs éducatifs et des différents partenaires et par un manque d'adhésion à l'effort de sensibilisation visé initialement : les séquences de formation du personnel enseignant ne se fait que rarement, les séances de demi-journées réservées à tous les élèves ne se font pas généralement, les activités pédagogiques destinées aux élèves-enquêteurs sont presque inexistantes. Ces derniers sont sélectionnés directement en classe par les enseignants chargés de l'opération et en fonction de leur déclaration de connaître des enfants non scolarisés ou déscolarisés dans leur voisinage. Après quoi, ils partent les recenser. Souvent, ils reviennent avec un nombre très réduit de questionnaires renseignés (de 1 à 3 ou 4). « Les populations à recenser deviennent de plus en plus manquantes » a dit un directeur d'établissement. Les questionnaires sont dépouillés et les résultats envoyés aux délégations puis compilés et acheminés vers les AREFs et la Direction de l'Education Non Formelle. Ce traitement se fait à l'aide d'un applicatif Access qui ne permet pas encore l'utilisation de ces informations pour élaborer une cartographie adéquate. Mais la délégation de Chichawa a pu grâce à l'ingéniosité du responsable provincial chargé de service ENF développer cet outil pour le rendre plus efficace. Des listes d'enfants recensés sont établies. Elles serviront dans la réinsertion de ces enfants par plusieurs moyens : Caravane sociale, cellules de veille, initiatives personnelles des directeurs et des enseignants etc... Un manque à gagner reste à faire pour cette opération que ce soit sur sa réalisation sur le terrain qui doit mobiliser réellement tous les acteurs et tous les partenaires autour de cet effort ou sur les instruments utilisés surtout pour la fiche/guide de l'enseignant et les questionnaires qui doivent être améliorés et comporter une partie pour la décision prise immédiatement après le recensement. Par ailleurs, l'applicatif Access doit être plus maniable pour permettre plus de manipulation des résultats et mieux servir dans l'ENF. Cela veut dire que tous les responsables du local jusqu'au régional peuvent utiliser cet applicatif : d'abord pour saisir les données, ensuite pour pouvoir les traiter et enfin pour en sortir toutes les informations concernant la non scolarisation et la déscolarisation : cartographie locale, provinciale, régionale et nationale et suivi du recensement et des inscriptions etc...

Pour l'opération « caravane pour l'appui à la scolarisation », la situation ressemble beaucoup à celle que nous venons de décrire. Son organisation passe par le même processus : circulaire ministérielle, puis plan d'actions régionaux et provinciaux, ensuite une correspondance aux établissements scolaires de procéder à sa réalisation dans les durées prescrites. La conception de cette opération est bien ficelée. Elle ne laisse presque rien au hasard, le dispositif de réalisation et de suivi est toujours fin prêt : document de référence, plan d'action, fiches de suivi de l'opération, fiches nominatives des élèves réinsérés, listes des enfants non scolarisés ou déscolarisés. Puis le coup d'envoi est donné par l'AREF le jour de la « fête de l'école » par l'ouverture d'un internat ou d'un établissement scolaire. L'occasion est propice pour la distribution des fournitures scolaires gratuites et des

bicyclettes. Un programme de visites dans des délégations et des zones des plus touchées par le phénomène de la non scolarisation ou de l'abandon scolaire. Ces visites sont coordonnées avec les délégations pour que celles-ci participent de même à cette activité. Des tournées dans les souks sont organisées. Elles sont l'occasion d'information et de sensibilisation à l'aide de discussions avec les habitants et les parents d'enfants concernés.

Au niveau des établissements scolaires, souvent l'opération se résume à une demi-journée de sensibilisation : une tente est dressée, une banderole est hissée à l'entrée de l'établissement accompagnée par une multitude de drapeaux nationaux. Des discussions sont lancées entre les parents d'une part et les acteurs éducatifs et les partenaires de l'école de l'autre. Les débats tournent autour de la possibilité qu'offre l'école aux enfants non scolarisés et déscolarisés pour regagner le système scolaire et les différents programmes pédagogiques et sociaux. Ces débats touchent aussi les difficultés d'apprentissage des élèves, des problèmes d'infrastructure au sein des écoles, des failles observées dans la sécurité autour des établissements scolaires et d'autres phénomènes sociaux : délinquance, drogues etc... ; La réinsertion des enfants devient une question continuelle : « à chaque fois qu'il ya des enfants qui ne sont pas scolarisés, le directeur, les enseignants ou l'AMPTE agit en conséquence ».

Le suivi de la part de l'AREF et des délégations, se fait dans les conditions actuelles à l'aide du téléphone et des visites programmées. Au sein des établissements scolaires, les directeurs remplissent le tableau / canevas de suivi de l'opération. le suivi de l'insertion des enfants se fait à l'aide d'une fiche qui observe cette activité selon trois moments : deux en septembre et un dernier en octobre. La compilation des résultats de l'insertion au niveau des délégations et des AREFs s'effectue à l'aide d'un tableur Excel qui présente les proportions des non scolarisés, des scolarisés et des élèves insérés au primaire, au secondaire collégial et qualifiant.

Le manque de budget et de personnel dédié à l'opération est au dire des responsables, la raison principale du manque d'intérêt et d'enthousiasme pour cette opération. En réalité, la réinsertion des enfants se trouve confrontée à une situation difficile à changer bien qu'elle soit en cours : si au niveau primaire, l'offre scolaire en infrastructures d'accueil est assez fréquente. Au niveau collégial, elle souffre d'un manque à gagner encore important. Et c'est ce qui fait de la caravane sociale une opération sans grand impact puisque la catégorie d'enfants non scolarisés et déscolarisés à ce niveau (11 – 15 ans) est encore la plus nombreuse. C'est ce qui justifie le fait que le dispositif dédié à cette opération n'est pas assez investi pour décider de son amélioration dans l'immédiat.

L'analyse que nous avons menée pendant cette enquête, nous a permis de proposer la suggestion suivante : dans les conditions actuelles de la réalisation de C2C au primaire surtout, et de la réalisation de la Caravane, ces deux opérations semblent peu efficaces devant la baisse continue des effectifs des enfants recensés depuis maintenant 4 éditions surtout au primaire et devant l'importance des effectifs des enfants de la catégorie d'âge entre 11 et 15 ans vivant hors de l'école alors qu'ils devaient y être (à cause du manque d'établissements d'accueil surtout). Ce statuquo nous a ouvert la voie devant la proposition de faire de ces deux opérations jusqu'ici distinctes et presque étrangères l'une à l'autre par leur séparation dans le temps, une seule et unique opération, s'intéressant à la sensibilisation contre le phénomène de la non scolarisation et la déscolarisation, au recensement des enfants victimes du phénomène, à leur insertion mais aussi et surtout à leur rétention et à leur offrir une qualité d'apprentissage meilleure et des circonstances de bien-être affectif, de santé et de distraction : c'est-à-dire contribuer à leur garantir plus

d'équilibre socio-pédagogique et plus de droits et de réussite dans la vie. Cette proposition permettra d'étaler l'effort de cette opération unifiée sur toute l'année scolaire en trois moments cruciaux : début, milieu et fin d'année scolaire.

B. Présentation

Le présent rapport traite des deux opérations programmées par la Direction de l'Education Non Formelle dans le cadre de l'approche préventive et de l'instauration de la veille éducative pour la lutte contre le redoublement et le décrochage. Il s'agit de « Child to Child » et de la « caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation ».

« Child to Child » est une opération de recensement des enfants non scolarisés ou déscolarisés entreprise par des élèves poursuivant encore leurs études. Ces derniers sont du niveau de la 6^{ème} année primaire et du secondaire collégial. L'objectif est de sensibiliser tous les acteurs et les partenaires de l'école aux dangers de la non scolarisation pour une fin ultime à savoir : la réinsertion des ces enfants.

La Caravane sociale (c'est comme ça que nous l'appellerons en général dans le texte) a pour objectif essentiel, la sensibilisation et la mobilisation des acteurs et des partenaires de l'école pour réinsérer ces enfants en leur donnant encore la chance d'intégrer le système formel de l'éducation ou l'école de la seconde chance dans le cadre de l'Education Non Formelle.

Les deux opérations concernent les enfants en âge de scolarisation obligatoire qui s'étend de 6 à 15 ans.

Ce rapport comprend trois parties :

La première est réservée pour le contexte de l'étude, la problématique qui l'oriente, ces objectifs et l'approche méthodologique utilisée.

La deuxième partie traite de l'état des lieux des deux opérations : Child to Child et Caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation à travers les résultats obtenus de l'analyse des documents qui concernent ces deux opérations et des instruments formant leur dispositif de travail et de l'analyse des résultats obtenus des investigations de terrain.

Le fil conducteur des ces deux parties est tissé autour de trois questions principales : l'organisation et la gestion des deux opérations, leur déroulement et le traitement et l'acheminement de leurs résultats.

La troisième partie synthétise les conclusions et les recommandations qui orienteront les solutions à trouver pour les défis que rencontrent ces deux opérations dans leur effectuation sur le terrain en particulier.

Une annexe est placée à la fin de ce document pour contenir les documents analysés et les instruments de « Child to Child » que nous avons améliorés. /

C. Acronymes

[...] : ajout personnel de l'expert.

AMPTE : Association des Mamans, des Pères et des Tuteurs des Elèves.

AREF : Académie Régionale d'Education et de formation

C2C: child to Child

CDV: Cellule De Veille

DENF : Direction de l'Education Non Formelle.

EI : Entretien Individuel.

ENF : Education Non Formelle

FG : Focus Group

INDH : Initiative Nationale pour le Développement Humain

MEN : Ministère de l'Education Nationale

OFPPT : Office de Formation Professionnelle et de Promotion du Travail ?

ONEE : Office national de l'Eau et de l'Electricité.

ONG : Organisation Non Gouvernementale

P.O. : Projet d'Etablissement

PP : Délégation Professionnelle

SEAENF : Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation et à l'éducation Non Formelle

UE : Union Européenne.

PARTIE I
**Contexte, problématique, objectifs et approche
méthodologique de la mission**

A. Contexte, problématique, objectifs et approche méthodologique de la mission

1. Contexte de l'étude

Les opérations « Child to Child »(C2C), et « caravane pour la mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation » sont deux opérations qui rentrent dans le cadre de l'approche préventive et de l'instauration de la veille éducative pour la lutte contre le redoublement et le décrochage.

« Child to Child » vise la sensibilisation et le recensement des élèves déscolarisés et non scolarisés par leurs pairs : des élèves encore sur les bancs de l'école, et la mobilisation de tous les acteurs de la communauté locale, afin de leur proposer encore une seconde fois la chance de regagner l'école.

C'est une opération qui contribue à faire jouir les enfants d'un droit fondamental, à savoir le droit à l'éducation. L'engagement du Maroc dans la voie de la garantie de ce droit à cette couche de la population est certain et continu. Il vient d'être réitéré récemment par la dernière Constitution de 2011 qui garantit le droit des citoyens marocains à bénéficier d'une « éducation moderne, accessible et de qualité ». Tous les enfants, ont donc le droit à une éducation de qualité leur permettant d'acquérir les compétences fondamentales de vivre harmonieusement en société, travailler et garantir un revenu décent et continuer à se former si cela est leur souhait. Depuis l'indépendance du Maroc, l'Education accaparait une proportion toujours importante du budget de l'Etat. Ce secteur est placé au centre des efforts entrepris par les différents gouvernements qui se sont succédé. La Charte Nationale de l'Education et de la Formation (1999) est venue en témoigner en insistant sur le rôle de l'éducation dans l'épanouissement et le développement des jeunes. Par ailleurs, le lien n'est plus à démontrer entre l'analphabétisme, la non qualification et le chômage et entre le chômage et la pauvreté. L'Initiative Nationale pour le développement Humain (INDH), a déployé une stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : deux phénomènes vécus surtout par les jeunes et les couches socialement fragiles. Elle met en exergue le rôle de l'éducation dans la lutte contre la précarité et la pauvreté. Sa plateforme 2011-2015, insiste sur le fait que « la formation et l'apprentissage...et l'aide à l'insertion professionnelle » contribuent sans doute à la lutte contre la pauvreté et la précarité. Ce droit de tous les citoyens à l'instruction est mis en pratique via le principe de l'obligation scolaire pour tout apprenant jusqu'à l'âge de 15 ans.

Le Maroc a fait d'énormes efforts pour généraliser la scolarisation. Il a réalisé un taux de scolarisation net de 96% selon le Rapport de Suivi de l'Education pour Tous 2012 (UNESCO 2012). Le Ministère de l'Education Nationale (MEN), ne cesse d'œuvrer et de déployer tous les efforts pour contribuer à réaliser ce but à travers plusieurs stratégies qui viennent s'adapter aux évolutions que connaît la société Marocaine. Cependant, le Conseil Supérieur de l'Enseignement (SCE) cite le nombre de 900.000 jeunes enfants de moins de 15 ans sont en dehors de l'école en 2009. Ce chiffre concerne ceux des enfants qui n'ont jamais été scolarisés, ou ayant abandonné l'école à un certain niveau de leur parcours scolaire. Si dans le niveau primaire, le taux d'abandon a beaucoup baissé, celui de la tranche d'âge de 12 – 15 ans est encore très élevé. Il s'agit de cette tranche d'âge des élèves qui obtiennent leur certificat d'Etudes Primaires (CEP) et qui ne vont pas au collège.

En 1997 La Direction de l'Education Non Formelle (DENF) est créée dans le but de trouver des solutions à ces enfants qui ne vont pas à l'école ou qui abandonnent pour différentes raisons. Une seconde chance est assurée et proposée à un certain nombre de ceux-là. Mais jusqu'à présent, le phénomène de l'abandon scolaire est toujours présent surtout dans le milieu rural et auprès des jeunes filles.

D'après les estimations les plus récentes (CSE 2009) :

- « Le nombre d'enfants en âge d'obligation scolaire qui ne sont pas actuellement à l'école est estimé à 940.000, toutes catégories confondues. Ceci avoisine les 15% de la population concernée ;
 - Le nombre d'enfants de cette même tranche d'âge qui abandonnent l'école au cours d'une année scolaire est estimé à 140.000 (estimation du Conseil Supérieur de l'Enseignement 2009), ce qui alimente chaque année le nombre de ceux sans certificat scolaire et probablement sans les compétences de base ; nous notons que ces enfants rejoignent – et augmentent – le nombre d'adultes analphabètes ».1
- « C2C » est actuellement (2012-2013) à sa 5^{ème} édition ; pourtant le phénomène de l'abandon scolaire et de la non scolarisation persiste et connaît encore de l'ampleur surtout pour la catégorie d'âge entre 11 et 15 ans.

« Caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation », est donc une opération de sensibilisation et de mobilisation qui rentre dans le cadre général de l'approche préventive et de l'instauration de la veille éducative pour la lutte contre le redoublement et le décrochage. Elle est une opération de sensibilisation et de mobilisation qui vise à fédérer l'effort de toute la communauté locale autour de l'école pour faire profiter les enfants non scolarisés et déscolarisés de la scolarisation. La communauté locale visée, comprend tous les acteurs et les partenaires de l'Education: délégations, établissements du primaire et du secondaire collégial, les Associations des pères, des Mamans et des Tuteurs des Elèves (AMPTE), les parents, les élèves, les ONGs partenaires de l'Education Nationale, les autorités locales, les communes locales etc... Le but ultime de cette opération est la réinsertion des enfants de la tranche d'âge de 6 – 15 ans, qui correspond à l'âge de la scolarisation obligatoire.

Ce but est souhaité être réalisé selon des prévisions annuelles qui tablent sur le retour à l'école de 50 % d'enfants non scolarisés et 50 % d'enfants ayant abandonné.

Les activités prévues pour arriver à ce but sont de trois sortes :

- Des activités de sensibilisation et de mobilisation autour de l'école et par les acteurs de l'école qui devraient toucher les élèves et les parents en particulier; des activités organisées par la communauté locale, à savoir : les autorités locales, les élus, le département des affaires Islamiques et les ONGs.
- Des activités de réinsertion qui consistent au retour à l'école des enfants non inscrits de la catégorie d'âge compris entre 6 et 9 ans, et l'orientation de ceux ayant dépassé cet âge vers les structures d'accueil de l'ENF.
- Des activités d'appui et de soutien des élèves ayant regagné l'école. Cet appui est de deux sortes : un appui social qui consiste à pourvoir les élèves nouvellement réinsérés des fournitures scolaires généralisées pour les deux

¹EuropeAid/131202/C/SER/MA

niveaux primaire et secondaire collégial. Puis un appui pédagogique pour accompagner et soutenir les élèves dans leurs efforts à poursuivre les études normalement.

2. Problématique de l'étude

Pour surmonter les défis que les chiffres de la non scolarisation et la déscolarisation montrent, la DENF adopte deux approches complémentaires :

- Une approche de récupération destinée aux enfants qui pour une raison ou une autre n'arrivent pas à bénéficier d'une scolarisation normale en leur proposant un cycle de formation accélérée de trois ans qui abrégera celui du primaire formel qui est de six ans et qui leur donne la possibilité de regagner le système scolaire régulier à la fin de chaque année en passant un test de transition qui s'il est réussi leur donnera le droit à réintégrer le système formel. En 2010-2011, 46 119 enfants ont bénéficié de cette approche.
- Une approche d'accompagnement et de veille éducative dont se chargent les cellules de veille qui doivent être instituées dans tous les établissements scolaires surtout ceux des niveaux primaire et secondaire collégial. Il s'agit de s'occuper des élèves nouvellement insérés dans les classes du système formel du point de vue pédagogique, social et psychologique.

« Child to Child », est donc une opération qui rentre dans le cadre de l'approche préventive. Elle consiste à mener des activités de recensement des enfants non scolarisés et/ou déscolarisés dans les localités dans lesquelles ils évoluent. Cette opération d'enquête est réalisée par des élèves poursuivant encore leur cursus scolaire normal dans les dernières années du primaire ou en collège. Il s'agit donc d'une opération de sensibilisation et de mobilisation puisque en fin de compte, elle vise la réinsertion de ces enfants dans le monde de l'éducation et l'enseignement. Elle est à sa 5^{ème} édition en cette année 2012-2013. L'année scolaire 2006-2007 a connu son lancement pour la première fois en collaboration avec l'UNICEF.

Cependant, les résultats quantitatifs de cette opération ne cessent de baisser, comme le montre le tableau suivant :

Tableau I : résultats du recensement de C2C de 2007 à 2012

	2007		2010		2011		2012	
	nombre	%	Nombre	%	nombre	%	nombre	%
Filles	223.618	51,18%	150.741	49%	68.607	49,8%	60.629	49%
Garçons	213.293	48,81%	144.764	51%	69.158	51%	63.103	51%
Total	436.911		295.505		137.766		123.733	

Les chiffres dans le tableau ci-dessous démontrent que le nombre d'enfants recensés est en baisse continue entre 2006 et 2012. Cette baisse est généralisée : elle touche le nombre total des enfants recensés, le nombre de garçons et de filles. Si en 2007, le nombre total recensé était de 436.911, il n'est que de 123.733 en 2012.

Dans le rapport annuel relatif à C2C pour 2010, « l'opération du recensement a concerné l'ensemble des 16 Académies Régionales d'Education et de formation (AREF). Au total, 7128 écoles primaires et 1605 collèges cibles de la dite opération au niveau des délégations

provinciales. 500 000 élèves de la sixième année primaire et 400 000 élèves de la 1ère année du secondaire collégial se sont entretenus à ce sujet et 70 000 et 94 000 d'entre eux vont participer à la réalisation effective de l'opération de recensement, soit une moyenne de 10 élèves par école et collège participants ».

Dans le rapport de 2012, les résultats ont beaucoup baissé. Le tableau suivant en montre l'ampleur :

Tableau II : la participation à C2C, selon les établissements, les enseignants, les élèves enquêteurs et ceux sensibilisés :

Total d'établissements participant	Total d'enseignants participant	Total d'élèves bénéficiant de la sensibilisation	Total des élèves ayant participé au recensement
4012	8024	300000	40120

En 2012, 15 AREFs ont participé à C2C. Celle d'Oued Dahab Lagouira n'a pas figuré sur la liste ; tandis que seulement 64 délégations parmi les 82 ont réalisé le recensement, soit 78%. Quant au nombre total des établissements qui y ont pris part, il n'est plus que de 4012 contre 8733 en 2007. Cette baisse est valable pour tous les autres paramètres : le nombre d'établissements participant (33,9% de collèges et 46,6% d'écoles primaires seulement), le nombre de bénéficiaires des campagnes de sensibilisation et le nombre d'élèves enquêteurs (rapport DENF 2012).

Le nombre total d'enfants recensés n'est plus que de 123.733 dont 49% de filles. Ceux d'entre eux appartenant au milieu urbain représentent 39% avec 47633 enfants alors que ceux du milieu rural ne sont plus que **76070** dont respectivement 44% et 52% de filles (en 2007, ce nombre était de **196013**).

Quant à la Caravane pour la mobilisation sociale, si cette opération, qui est actuellement à sa troisième édition, a permis la réinsertion annuelle d'un nombre assez important d'enfants non scolarisés et déscolarisés, ces résultats sont en baisse continue comme le montre le tableau comparatif suivant :

Tableau III : total des effectifs des enfants non scolarisé, scolarisés, des effectifs inscrits et ceux réinsérés :

	% de non scolarisés (NS)	Prévisions en Nbre d'élèves	Nbre d'élèves inscrits	Nbre élèves N scolarisés	Nbre élèves réinsérés	% de non scolarisation
<i>Rapport Caravane 2010</i>	1,2% (2009-10)	3591475 (2009-10)	3520377 (30 oct.)	71098 (30oct.10)	17118 (30oct.10)	1,98 % (30oct.10)
<i>Rapport Caravane 2011</i>	5,3 % (2010-11)	1326498 (2011-12)	1270327 (15déc. 2011)	58525 (15déc. 2011)	17227 (15déc. 2011)	4,4% (15déc. 2011)

L'ambition de ce programme était de vouloir réinsérer 30.000 enfants non scolarisés (rapport DENF 2011). Ce nombre n'est pas atteint. Mais il avoisine les 17.000.

L'étude que nous avons menée, consistait à dresser donc un état des lieux relatif à cette opération et à voir quelles sont les améliorations à y apporter.

La problématique qui sous-tend cette étude, tourne donc autour des questions suivantes :

- Quel est l'état des lieux de ce programme ? comment est-il conçu ? et comment est-il effectué sur le terrain ? quelles approches et méthodes utilise-t-il ? quels instruments et quels outils sont déployés pour le mettre en pratique, et comment sont-ils déployés?
- Quels sont les points forts et les points faibles de ce programme?
- Comment les résultats obtenus de ce programme sont traités et acheminés ? et comment sont-ils exploités ?
- Quelles améliorations y apporter pour plus d'efficacité et d'opérationnalité à tous les niveaux : conception, instruments et outils utilisés, mise en pratique et traitement et acheminement des données ?

3. Les objectifs de l'étude

Les objectifs escomptés de cette étude comme ils sont tracés dans les termes de référence relatifs à cette étude sont les suivants :

a. Objectif général

« L'objectif général est d'améliorer l'efficacité de l'ENF en assurant une plus grande couverture des enfants non scolarisés et déscolarisés ».

b. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de cette mission se présentent comme suit :

- Renforcer les opérations « Child to Child » et « caravane » pour assurer un recensement plus large des enfants non scolarisés et déscolarisés et une mobilisation accrue pour les réinscrire à l'école;
- Améliorer les approches et méthodes des deux opérations par une révision des instruments d'enquête, d'un côté, et des moyens de sensibilisation de l'autre ;
- Proposer des améliorations pour le cheminement et traitement des données des deux opérations pour un meilleur suivi.

c. Approche Méthodologique de l'étude

La méthodologie adoptée lors de cette enquête a comporté deux phases : l'une a concerné l'analyse de la situation actuelle du programme « Child to Child » (C2C) et du programme « caravane pour la mobilisation sociale » d'abord, à travers les documents qui s'y rapportent ensuite via les investigations de terrain effectuées à ce sujet.

i. Etude documentaire

Elle a concerné deux sortes de documents :

- d'abord les rapports officiels annuels qui se rapportent à l'opération C2C depuis son lancement en 2006 / 2007. Il s'agit de 4 rapports synthétisant les résultats de

ce programme dans ses 4 éditions effectuées avant celle en cours, en plus des documents formant le dispositif de réalisation de C2C et des correspondances s'y rapportant tels que : les référentiels de C2C, les plans d'action, la fiche / grille de l'enseignant, les questionnaires utilisés lors du recensement etc....(voir tableau ci-dessous ; tableau : IV).

- En plus de ces documents, plusieurs autres rapports, nous avaient été soumis pour consultation. Il s'agit d'autres rapports d'études sur l'Education Non Formelle au Maroc et sur une mission qui est en relation avec celle que nous menons nous-mêmes : la mission 7 qui a pour objet, la mise à niveau du Système d'Information et de Gestion de l'ENF (voir tableau ci-dessous).

Remarque : le lecteur est prié de trouver en annexe P(page 125) une grille d'analyse des documents consultés et / ou analysés en rapport avec les objectifs de l'étude.

Tableau IV : documents consultés pour C2C et Caravane de mobilisation :

Programme	Sources		Technique d'analyse
C2C	Documents officiels Rapports d'études en relation avec l'objet de la mission	RéférentielsC2C Correspondances administratives Plans d'action régionaux, provinciaux et locaux Fiches de référence d'encadrement des enseignants et des élèves enquêteurs. Questionnaire élève primaire et collège Fiches de dépouillement et d'analyse des données des questionnaires. Listes nominatives des élèves non inscrits. EuropeAid 131202 Rapport de démarrage approuvé 01 2013 Mission 7 : Mise à niveau du système d'information et de gestion de l'ENF rapport provisoire. Bilan ENF 2011-12 Régime ENF version pour consultation UNICEF Recensement final Report 01-2013	Analyse des données qualitatives
Caravane		Référentiels Caravane Plans d'action opération caravane Fiche de suivi caravane Exemples d'instruments et de moyens utilisés Rapports annuels sur Caravane Correspondances administratives Fiche de suivi des inscriptions des élèves (primaire, collégial et qualifiant)	Analyse des données qualitatives

		Fiches nominatives d'enfants non scolarisés Listes des élèves réinsérés au primaire et au collégial.	
--	--	--	--

Des personnes ressources ont été consultées pour situer l'opération C2C dans le temps et la portée. Il s'agit en premier lieu du Directeur de la DENF avec lequel nous avons eu un entretien de cadrage de la mission et de son équipe. Ensuite nous avons eu un entretien avec Mme la directrice du pôle : Education à L'UNICEF, étant donné que cet organisme est un partenaire du Ministère de l'Education Nationale et était l'initiateur de ce programme en 2005/2006, à côté de la DENF. Enfin, nous avons mené une large discussion et des concertations avec l'un des consultants ayant travaillé sur ce programme.

ii. Investigation de terrain

L'investigation de terrain a concerné deux Académies régionales de l'éducation et de la Formation (AREFs) à savoir : l'AREF Marrakech Tensift El Haouz et Meknès Tafilalet. Deux délégations dans ces deux AREFs ont été les cibles de notre investigation. Elles sont respectivement : Chichaoua et el Hajeb. La limitation du nombre de ces AREFs à deux, a été dictée par le partenaire européen en fonction du budget alloué à l'étude par la délégation de l'Union Européenne (UE) au Maroc. Quant au choix des deux délégations, il a été fait sur la base de deux critères :

- d'abord, vouloir capitaliser sur des expériences réussies puisque le souci du commanditaire est d'apporter plus d'efficacité au programme C2C (Chichaoua et El Hajeb sont des exemples considérés comme porteurs) ;
- ensuite vouloir collecter des données dans deux topos assez différents l'un de l'autre du point de vue des caractéristiques géographiques, socio-économiques, culturelles etc...
- Il s'agissait dans ces investigations, de nous entretenir avec les acteurs et partenaires ayant travaillé sur C2C, en particulier sur les problématiques qui intéressent le programme : tels que par exemple : l'organisation, la mise en place, le suivi de son déroulement et le traitement et l'acheminement des résultats obtenus de l'opération. L'accent était mis sur les points forts et les points faibles du programme et sur les améliorations à y apporter sur le plan de son déroulement et sur les instruments qui y sont utilisés.

Etant donné la diversité des acteurs et partenaires à interviewer, les instruments utilisés pour collecter les données à ce niveau, étaient choisis en fonction de la nature de ces populations.

iii. Modalités de collecte des données

Les modalités de collecte de données utilisées étaient de deux sortes : les Focus group (FG) et les entretiens individuels (EI) (voir annexe : A).

Le Focus Group ou le « groupe de convergence » ou « de discussion », est une technique d'entretien groupal dirigé, qui permet de réunir des informations sur un sujet donné. Il fait partie des techniques d'enquêtes qualitatives par opposition aux enquêtes quantitatives. Elle permet de :

- «Collecter des opinions, des croyances, des attitudes envers des questions déterminées.

- Vérifier des hypothèses
- Encourager des discussions à propos de sujets particuliers.
- Encourager la participation aux discussions spontanées entre participants.
- Donner l'opportunité au facilitateur de discussion et aux participants de mieux connaître le sujet ou l'objet de la discussion² ».

Puisque le but de nos entretiens était de collecter des opinions sur le déroulement des activités des deux opérations : C2C et Caravane, de relever leurs points forts et leurs points faibles et de collecter des idées sur l'amélioration de ces deux opérations, nous avons jugé que cette technique était bien appropriée à l'objectif.

Les entretiens individuels semi-directifs que nous avons menés avec les responsables sélectionnées : directeurs d'AREFs, Délégués provinciaux et directeurs d'établissements étaient centrés aussi sur ces deux opérations dans leurs deux dimensions : état des lieux des deux opérations et possibilités de les améliorer dans l'avenir. « L'entretien individuel semi-directif est une technique qualitative de recueil d'informations permettant de centrer le discours des personnes interrogées autour de thèmes définis préalablement et consignés dans un guide d'entretien [qui] n'enferme pas le discours de l'interviewé dans des questions prédéfinies, ou dans un cadre fermé...L'entretien semi-directif permet de recueillir des informations de différents types : des faits et des vérifications de faits, des opinions et des points de vue, des analyses, des propositions, des réactions aux premières hypothèses et conclusions des évaluateurs. »³

Ainsi, des entretiens individuels ont été utilisés avec les directeurs des 2 AREFs, les 2 délégués provinciaux et les directeurs des 4 établissements primaires et des 4 collèges visités. Les entretiens avec les directeurs des AREFs et avec les deux délégués provinciaux, consistaient à connaître les points de vue de gestionnaires d'un niveau supérieur de la hiérarchie administrative. Il s'agissait de déceler des éléments de stratégie relative aux deux opérations : leurs visées, leurs points forts, leurs points faibles, les difficultés rencontrées dans leur mise en place, les améliorations à leur apporter etc... Quant aux entretiens avec les directeurs d'établissements scolaires du niveau primaire et secondaire collégial, ils avaient comme but essentiel, la connaissance des manières par lesquelles ces deux opérations sont effectuées sur le terrain : les préparatifs matériels et humains, l'organisation et le déroulement des opérations, leurs points forts et leurs points faibles, le traitement et l'acheminement des données et les améliorations possibles des eux opérations. Ces entretiens ont duré chacun une heure trente minutes en moyenne et se sont déroulé dans une ambiance d'implication et de participation.

Quant aux FG, ils ont été utilisés avec les équipes régionales, provinciales, les enseignants, les membres des CDV, les membres des conseils de gestion, les membres des Associations des Mamans, des Pères et des Tuteurs des Elèves (AMPTE), les ONGs partenaires, les parents d'élèves, les élèves-enquêteurs et les élèves recensés et/ou insérés. Les entretiens avec ces différentes populations avaient comme but de connaître leurs points de vue sur l'organisation des deux opérations au niveau régional, provincial et local, la manière par laquelle elles sont mises en place, leurs points forts et leurs points faibles, les améliorations à y apporter et la manière par laquelle les résultats sont traités et acheminés. Une attention particulière a été donnée aux enseignants et aux élèves-enquêteurs. Il s'agissait de savoir

²Judith SharkenSimon : How to Conduct a Focus Group. www.tgci.com/.../How%20to%20Conduct%20a%20F...

³http://www.eureval.fr/IMG/File/FT_Entretien.pdf

comment ils avaient été préparés à effectuer l'opération C2C, comment ils l'avaient réalisée sur le terrain et quelles sont les difficultés qu'ils avaient rencontrées avant et en cours de l'opération. Une attention particulière aussi a été donnée aux entretiens avec les élèves réinsérés et / ou recensés. Il s'agissait de savoir comment ils avaient été approchés et s'ils avaient été insérés à cause de C2C ou par un autre moyen. Ces entretiens duraient environ une heure et demi chacun en moyenne et ont connu des interactions très productives.

Des guides d'entretien ont été élaborés à cet effet. Ils ont concerné toutes les populations désignées pour les entretiens. (*Un tableau récapitulatif des différentes populations et les méthodes de collecte de données utilisées est mis à la disposition du lecteur en annexe A*)

Le tableau suivant récapitule les différentes populations consultées et les modalités de collecte des données utilisées lors des entretiens avec ces populations.

Tableau V : populations consultées et modalités de collecte des données :

Acteur concerné	Méthode proposée
Directeurs des Académie de Marrakech Tensift el Haouz et de Meknès Tafilalet (2 directeurs d'AREFs)	Entretien individuel
Equipes de travail chargées de la gestion et l'encadrement des programmes: « Child to Child » et « Caravane » + <i>chargés de l'acheminement et traitement des données à l'Académie</i> des deux AREFs(2 de Marrakech + 2 de Meknès)	Focus Group (F G)
Mrs les délégués de Chichaoua et d'El Hajeb (2 délégués)	Entretien individuel (EI)
Comité ou équipe provincial + <i>chargés de l'acheminement et le traitement des données</i> (Chichaoua et El Hajeb) (2 de Chichaoua + 4 d'El Hajeb)	FG
4 Directeurs d'écoles primaires. (2 de Chichaoua + 2 d'El Hajeb)	(EI)
1 Enseignant encadreur, 1 membre du conseil de gestion, 1 membre de la cellule de veille, 1 élu local, 1 représentant de l'autorité locale, 1 représentant d'ONG, 1 père/mère, 1 membre APTE + 1 chargé de l'acheminement et le traitement des données de l'école primaire I + <i>même nombre de l'école II ayant tous participé à C2C et caravane</i> (des deux délégations) (8 de Chichaoua et 12 d'El Hajeb)	FG
Elèves enquêteurs de l'école primaire I et <i>II ayant participé à Caravane aussi</i> (des deux délégations) (10 de Chichaoua et 12 d'El Hajeb)	FG
Elèves recensés et élèves recensés et réinsérés dans école primaire I et II (des deux délégations) (5 de Chichaoua + 3 d'El Hajeb)	FG
4 Directeurs de collèges (des deux délégations) (2 de Chichaoua + 2 d'El Hajeb)	EI
1 Enseignant encadreur, 1 membre du conseil de gestion, 1 membre de la cellule de veille, 1 élu, 1 représentant de l'autorité locale, 1 représentant d'ONG, 1 père/mère, 1 membre AMPTE + 1 chargé de l'acheminement et	FG

le traitement des données du collège I + <i>même nombre du collège II</i> (des deux délégations) (8 de Chichaoua + 12 d'El Hajeb)	
Elèves enquêteurs des collèges I et II <i>ayant participé à Caravane aussi</i> (des deux délégations) (10 de Chichaoua + 7 d'El Hajeb)	FG
Elèves recensés et/ou élèves réinsérés dans collèges I et II (des deux délégations) (5 de Chichaoua + 4 d'El Hajeb)	FG

iv. Modalités d'analyse des données recueillies

L'analyse des données qualitatives était la technique la plus adaptée à l'analyse des corpus de données recueillies lors de ces entretiens ; il s'agissait dans cette analyse de déceler les éléments qui nous permettraient de répondre aux différents questionnements de notre problématique.

4. Synthèse

Le but ultime des deux opérations C2C et caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation est un but de sensibilisation et de mobilisation des acteurs et des partenaires de l'éducation contre le phénomène de la non scolarisation et de la déscolarisation. Elles rentrent dans le cadre du déploiement de l'approche préventive et de l'instauration de la veille éducative pour la lutte contre le redoublement et le décrochage qui est un élément de la stratégie de la direction de l'éducation non formelle. C2C est réalisée via le recensement des enfants non scolarisés et déscolarisés par des élèves scolarisés. La caravane sociale l'est par la mobilisation de la communauté locale en plus de l'école pour trouver une solution de récupération de ces enfants pour qu'ils bénéficient de la scolarisation formelle ou non formelle dans l'école de la deuxième chance.

La présente étude est décidée dans un contexte caractérisé essentiellement par la baisse continue de tous les paramètres de ces deux opérations : enfants recensés, enfants réinsérés, écoles, délégations provinciales et AREFs participantes etc...elle vise la réponse à des questionnements relatifs à l'état des lieux de ces deux opérations, leurs points forts et leurs points faibles, le traitement et l'acheminement de leurs résultats, et les améliorations à leur apporter. Ceci dans le but de « d'améliorer l'efficacité de l'ENF en assurant une plus grande couverture des enfants non scolarisés et déscolarisés ».

Pour approcher ces objectifs, nous avons adopté une méthodologie de deux volets : le premier se rapporte à une étude documentaire se rattachant à quelques documents de références de la DENF et aux instruments et outils utilisés dans les deux opérations. Le deuxième volet concerne les investigations de terrain effectuées dans les AREFs de Marrakech Tensift El Haouz et Meknès Tafilalet, ainsi que deux de leurs délégations et de quelques écoles leur appartenant. Des entretiens avec des personnes-ressources ont été effectués avec des personnes ayant initié (UNICEF) ou travaillé sur les deux opérations.

Les modalités de collecte de données ont été adaptées aux populations cibles : il s'agit des entretiens individuels et des Focus group.

B. Contexte, objectifs, et modalités de réalisation de « Child to Child » (C2C)

1. Contexte de Child to Child

L'opération C2C est née dans le contexte suivant :

- Selon les statistiques du Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation et à l'éducation Non Formelle (SEAENF), citées dans un rapport de l'UNICEF relatif à cette opération même (Rabat, Mars 2006), 1 500 000 enfants dans l'âge de la scolarité obligatoire (6 à 15 ans) ne sont pas scolarisés.
- En 2003-2004, des milliers d'enfants ont quitté l'école primaire sans finir le cycle, soit un taux d'abandon de 6,65 % par an.
- L'abandon scolaire ainsi constaté, coûte beaucoup aux ménages et à l'Etat qui investit lourdement dans le secteur de l'Education.
- L'Initiative Nationale pour le Développement National (INDH) est lancée, (Discours royal du 18 Mai 2005). Elle incite à orienter davantage d'efforts vers ceux qui sont le plus privés de leurs droits.
- La lutte contre l'abandon scolaire est devenue donc une question d'ordre stratégique pour le gouvernement marocain.
- L'opération C2C est initiée en collaboration avec l'UNICEF. Un atelier de conception est organisé les 28 et 29 septembre 2005 à rabat.
- C2C « constitue [donc] l'une des activités majeures de l'axe de la stratégie du gouvernement en matière d'alphabétisation et de l'Education Non Formelle (ENF) relatif à la sensibilisation et à la mobilisation autour de la problématique des enfants non scolarisés et déscolarisés »⁴
- Elle est aussi une contribution à l'effort complémentaire mené en amont de l'abandon scolaire, qui consiste à renforcer la qualité de l'éducation.
- C'est une opération qui contribue à faire réjouir les enfants de leurs droits à l'éducation, à la participation et à la protection.
- Quand le plan d'urgence est lancé (2009-2012), l'opération C2C retrouve son élan dans le cadre du projet E1P5 du Ministère de l'Education Nationale (MEN) relatif à la lutte contre le redoublement et le décrochage scolaire.
- Maintenant que le plan d'urgence n'est plus, la transition dans la réalisation de C2C vers d'autres personnes peut être, doit en souffrir.
- Actuellement, C2C rentre dans le cadre de l'approche préventive et de l'instauration de la veille éducative pour la lutte contre le redoublement et le décrochage.
- Elle est à sa 5^{ème} édition en cette année 2012 / 2013.

Et :

- ✓ Parce que les enfants sont souvent plus capables de toucher leurs pairs les enfants que les adultes,
- ✓ Parce qu'un enfant est plus en mesure de raconter à un autre enfant son « histoire » propre,

⁴Ministère de l'Education Nationale, SEAENF, Rapport relatif à C2C, Rabat, Juillet 2007

L'opération C2C, est conçue dans le sens de permettre à des enfants de s'entretenir à propos de la problématique de l'abandon scolaire et de la possibilité de regagner l'école s'il y a lieu. Ainsi, des enfants scolarisés vont à l'encontre d'autres enfants non scolarisés vivant dans un contexte commun à eux tous pour les recenser d'abord et ensuite pour énumérer les raisons qui les ont privés d'être à l'école et aussi pour voir avec eux les conditions qui leur permettraient d'y revenir.

L'entretien se fait à l'aide d'un questionnaire conçu pour cette fin. Il comprend trois parties :

- *une première partie*, relative à des informations d'ordre personnel (nom, prénom, âge, sexe, niveau scolaire à l'abandon etc...)
- *une deuxième partie*, qui relate 22 raisons qui seraient les causes de l'abandon
- *Une troisième partie*, qui présente les conditions pour lesquelles l'enfant pourrait revenir sur les bancs de l'école.

2. Les objectifs de C2C

L'objectif principal de l'opération est « de mobiliser tous les acteurs et les partenaires de l'éducation autour du droit à l'éducation pour tous ».

Ce que déclinent les objectifs spécifiques suivants :

- « mobiliser les enfants, les enseignants, les employeurs, les collectivités locales, la société civile en général, les décideurs sur le droit à l'éducation,
- diagnostiquer les causes de la non scolarisation/déscolarisation des enfants,
- contribuer au cadre de référence, approche, outils de l'Education Non Formelle,
- renforcer l'exercice du droit à la participation (Enfants citoyens),
- renforcer la confiance des adultes envers les enfants (capacités) »⁵.
- « Mener une opération de recensement des enfants non scolarisés et déscolarisés.
- Elaborer une cartographie opérationnelle de la non scolarisation et la déscolarisation pour orienter les programmes de l'ENF
- Mobiliser le potentiel local pour trouver des solutions à la problématique des enfants non scolarisés et déscolarisés en les réinsérant dans le système formel ou informel de l'Education Nationale ou les appuyer dans le programme de l'accompagnement scolaire. »⁶

3. Modalités de réalisation de l'opération C2C

L'opération C2C qui est devenue actuellement une opération de routine et qui figure désormais dans l'arrêté ministériel relatif à l'organisation de l'année scolaire, est passée par les 3 phases suivantes :

Une phase expérimentale, une phase d'extension et une phase de généralisation. Ces trois premières phases ont fait l'objet chacune d'un rapport à part. L'opération dans son aspect actuel est celle relative à la phase de généralisation, et qui a été réalisée au cours des six premiers mois de l'année 2007. Depuis ce temps, l'on continue à travailler sur la base de la conception et de l'organisation décidées à la suite de cette phase qui concerne l'ensemble

⁵ DENF, Rapports C2C 2011 en Arabe

⁶ DENF, Rapports C2C 2012 en Arabe

des 16 Académies Régionales d'Education et de formation (AREF) à une différence près ; C'est que la journée de lancement de l'opération de recensement organisée pour lancer cette opération de généralisation et qui a réuni les acteurs nationaux, régionaux et provinciaux et le partenaire principal de cette opération qui est l'UNICEF, et qui avait donné à l'opération un éclat jamais inégalé, ne se fait plus.

4. Synthèse

Le contexte de l'initiation par l'UNICEF de C2C, se caractérise par la parution de chiffres alarmants à propos du nombre d'enfants de la tranche d'âge de 6 à 15 ans non scolarisés et déscolarisés auxquels l'on se doit de trouver des solutions pour bénéficier de la chance de regagner encore l'école. Il fallait donc entreprendre l'effort pour sensibiliser autour du phénomène et recenser ces enfants pour pouvoir les réinsérer. Ce contexte est consolidé par l'instauration de l'INDH qui incite à orienter davantage d'efforts vers ceux qui sont le plus privés de leurs droits y compris les enfants. Le plan d'urgence du MEN (2009/12), est l'occasion pour renforcer cette opération au sein du projet E1P5.

L'objectif principal de C2C est donc : « de mobiliser tous les acteurs et les partenaires de l'éducation autour du droit à l'éducation pour tous ». C2C est généralisé à tout le territoire marocain. Il s'agit de recenser les enfants de la tranche d'âge comprise entre 6 et 15 ans hors de l'école, par les élèves de la 6^{ème} année du primaire et de la première année du collège via des entretiens directifs à l'aide de questionnaires.

C. Contexte et objectifs de la caravane sociale pour l'appui à la scolarisation

1. Contexte de l'opération

La caravane de la mobilisation sociale est une opération instaurée par la DENF après la phase de généralisation de l'opération C2C en 2010 dont l'un des objectifs est de recenser les enfants non scolarisés et déscolarisés. C2C permet de connaître le nombre d'enfants non scolarisés et déscolarisés. Il permet aussi la détermination des causes de leur situation et les conditions qui les aideraient à regagner l'école. Donc, après le recensement la question s'est posée : que faire pour ces enfants qui ont encore l'âge de la scolarité obligatoire (6 – 15 ans) pour les faire revenir en classe ou les y inscrire s'ils n'ont jamais été inscrits? Les structures formelles et informelles existaient déjà. Mais cela n'est pas suffisant. Un effort supplémentaire est nécessaire pour rendre compte de l'occasion qui est offerte pour cette catégorie d'enfants : réintégrer le système formel ou regagner l'école de la deuxième chance. Des conditions complémentaires pouvaient être décidées pour eux : appui social, pédagogique et autre....

2. Les objectifs de la « Caravane sociale »

Les objectifs assignés à cette opération tels que décrits dans le document de référence de la DENF sont les suivants :

a. Objectifs généraux

- Mettre fin au phénomène de l'abandon scolaire et à ses méfaits.

- Mobilisation et sensibilisation les différents intervenants quant aux dangers de l'abandon scolaire et surtout la non scolarisation.
- La sensibilisation à l'obligation scolaire et à la nécessité de la rendre effective.
- Maîtriser le nombre d'enfants non scolarisés et déscolarisés et connaître les causes de leur abandon ou de leur non scolarisation.
- Œuvrer à réinsérer le plus grand nombre parmi eux qui ont encore l'âge de l'obligation scolaire.

b. Objectifs spécifiques

- Organiser des rencontres avec les différents acteurs pour trouver des solutions au phénomène de l'abandon scolaire.
- Faire revenir à l'école 50% au moins des déscolarisés, en leur offrant le retour à l'école formelle, à l'école de la deuxième chance ou la formation professionnelle.

3. Synthèse

Le contexte de la « caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation » est marqué par l'obtention des résultats du recensement des enfants non scolarisés et déscolarisés via l'opération Child to Child. Un effort supplémentaire est nécessaire pour rendre compte de l'occasion qui est offerte pour cette catégorie d'enfants : réintégrer le système formel ou regagner l'école de la deuxième chance. Des conditions complémentaires pouvaient être décidées pour eux : appui social, pédagogique et autre.... L'objectif principal de cette opération est de sensibiliser et de mobiliser la communauté locale pour leur permettre de regagner encore le système scolaire.

PARTIE II
Présentation et analyse des deux opérations

A. Présentation des données recueillies de l'analyse documentaire de C2C

1. L'organisation de l'opération C2C selon les documents

Dans l'état actuel des choses et selon les documents qui nous ont été soumis, la modalité principale de mise en œuvre de l'opération de recensement C2C s'effectue de la manière suivante :

- Une circulaire ministérielle accompagnée d'un document de travail est adressée par la DENF aux différentes AREFs (annexe 5 : référentiel C2C).
- Le document de travail comprend les éléments suivants :
 1. *le contexte de l'opération* : il s'agit d'un rappel du contexte de C2C qui rentre dans le cadre du projet relatif à la lutte contre le redoublement et l'abandon scolaire.
 2. *Ses objectifs*, qui sont surtout des objectifs de sensibilisation et de mobilisation et de rappel des droits des enfants à la scolarité et à la participation. :
 3. *Les opérations programmées* : ses opérations sont présentées dans un tableau à double entrée qui présente d'un côté l'opération à effectuer, les activités qui s'y attachent, la manière par laquelle cette activité doit se dérouler, la date de mise en application et la partie responsable de l'effectuation et d'un autre coté, les phases de mise en application.
 4. *Les populations-cibles* : dans les populations cibles, l'on distingue entre :
 - *Les populations cibles directes* qui sont les élèves et les enfants non scolarisés
 - *Les populations-cibles indirectes* qui sont : les acteurs scolaires et les partenaires de l'école.
 5. *Les résultats escomptés* : les résultats attendus visent deux dimensions : la participation à la sensibilisation et ensuite le recensement lui-même.
 6. *Le résultat n° trois*, consiste en la communication et la mobilisation autour du décrochage. en insistant sur :
 7. *Mettre à disposition* les moyens nécessaires à l'opération pour : organiser les campagnes de sensibilisation, assurer les activités de formation et l'opération de recensement.

Chaque AREF reprend ce plan d'actions (annexe E : plan d'action) en usant de cette même nomenclature (voir tableau ci-dessus) en fixant les dates de mise en œuvre qui lui conviennent sans pour autant outrepasser les dates de début et de fin de l'opération préconisées par la DENF, puis elle l'envoie aux délégations.

Après quoi, il est préconisé que chaque délégation reproduise ce plan d'actions sur celui de l'AREF en suivant la même disposition que celle élaborée par la DENF et le fait parvenir aux établissements scolaires qui fixent les dates de mise en œuvre de l'opération suivant un échéancier qui leurs sont convenables. Dans les établissements scolaires, cette activité est supervisée par la cellule de veille au sein de l'établissement. Ainsi la CDV tient une réunion et décide des actions et des dates de réalisation de l'opération et décide aussi de(s) l'enseignant(s) coordinateur(s) de l'opération qui va s'occuper d'exécuter les différentes activités de C2C.

Quand l'opération est close, les résultats doivent être compilés et acheminés vers la délégation provinciale qui elle-même compile les résultats de tous les établissements participant et les envoie à l'AREF qui achemine les résultats de toutes les délégations vers

le service central, après traitement suivant un tableau de récapitulation qui reproduit la grille de dépouillement utilisée à la base par l'enseignant en charge du traitement des données. Un rapport de synthèse est élaboré au niveau de la DENF à Rabat.

2. Les instruments utilisés dans le recensement de l'opération C2C

L'enseignant en charge de l'opération, dispose d'une fiche/guide pour la préparation d'activités pédagogiques à propos de la non-scolarisation et la déscolarisation et l'entraînement des élèves pour mener à bien l'entretien qu'ils sont sensés diriger quand ils seront en face des enfants à recenser. Cette fiche souligne les objectifs de l'opération, les activités pédagogiques à mener avec les élèves qui sont au nombre de trois: la première se fait en classe et en groupe, la deuxième s'effectue individuellement par chaque élève tandis que la troisième se fait à la maison, en famille avec les amis ou avec les voisins. A signaler que dans la fiche/grille destinée au niveau secondaire collégial il y a quelques éléments qui ne figurent pas dans celle destinée au niveau primaire à savoir : la manière par laquelle l'élève doit effectuer l'entretien et la technique du jeu de rôles pour s'entraîner à renseigner le questionnaire.

Au verso de cette fiche/grille figure un canevas de dépouillement des questionnaires ramenés par les élèves enquêteurs. Elle contient trois tableaux : l'un réservé à la compilation des résultats, le deuxième aux différents détails du cumul des raisons qui sont derrière la non scolarisation ou la déscolarisation des enfants recensés et enfin un dernier tableau relate les facteurs qui aideraient ces enfants à regagner l'école. (Voir traduction de la fiche/grille en annexe G)

L'élève-enquêteur quant à lui, dispose d'un jeu de questionnaires pour collecter les informations demandées auprès des enfants déscolarisés ou non scolarisés enquêtés. Ce questionnaire renferme des items demandant des informations d'ordre personnel relatives aux parents de l'élève enquêté, des informations le concernant lui-même : (Nom, sexe, âge, niveau scolaire atteint, s'il a déjà fréquenté une école ou non, depuis combien de temps il a quitté l'école, les raisons de son abandon ou de son non inscription à l'école) ; de même qu'une liste de 22 causes d'abandon scolaire ou de non scolarisation et 5 items sur les conditions à mettre en œuvre pour que les enfants hors de l'école y reviennent en plus du nom, du sexe et de l'âge de l'élève enquêteur.

Le questionnaire réservé au niveau collégial diffère sur quelques détails de celui destiné au niveau primaire. Il contient des données qui correspondent à quelques spécificités relatives surtout à l'offre d'accueil : internat, octroi de bourse, moyens de transport. (Voir traduction en annexes : G)

Au directeur de l'établissement, il est demandé d'établir un rapport qualitatif suivant une grille dont les éléments aident à décrire le déroulement de l'opération, les résultats du recensement, les difficultés rencontrées dans sa réalisation et les propositions relatives à son amélioration. Cette grille, une fois remplie, est traitée au niveau de chaque délégation et AREF ; ses informations sont compilées et acheminées, puis un rapport est élaboré et acheminé à la DENF. (Voir traduction de cette grille en annexe : H)

En plus de la participation des enfants au recensement, en tant qu'acteur principal dans l'opération, des enseignants et des directeurs d'écoles, les parents d'élèves, les membres des conseils de gestion, les élus et les représentants de la société civile sont invités à contribuer efficacement à ses différentes phases.

3. La Supervision et le suivi de la mise en œuvre de l'opération C2C

La supervision et la mise en œuvre de l'opération de recensement aux niveaux des AREF, des délégations et au niveau du terrain devra passer par les étapes suivantes :

- « La constitution de comité de supervision, d'encadrement et de suivi de l'opération aux niveaux régional, provincial et local,
- La détermination des établissements cibles de l'opération pour chaque délégation,
- La formation des équipes locales au niveau de chaque délégation,
- La réalisation des activités pédagogiques dans chaque école,
- La collecte de données concernant l'opération de recensement par les enfants des établissements cibles,
- L'exploitation des données collectées au niveau de chaque école,
- L'exploitation des données collectées au niveau de chaque délégation,
- L'exploitation des données collectées au niveau de chaque AREF,
- L'envoi des résultats, des fiches d'exploitation des données collectées et des rapports qualitatifs établis dans les écoles, les délégations et les AREF, à la Direction de l'Education Non Formelle à Rabat. »⁷

4. Le traitement et l'acheminement des résultats

La compilation des données se fait par le moyen d'un tableau récapitulatif unique que l'on utilise au niveau des établissements scolaires lors du dépouillement des questionnaires, au niveau des délégations et des AREFs. Il est intitulé selon qu'il traite des données du milieu rural, urbain ou des données globales. (Il est reproduit en annexe : I).

Le traitement des données se fait à l'aide d'une application Access qui permet de compiler toutes les informations relatives au contenu statistique contenu dans les questionnaires.

5. Synthèse

Selon les documents de référence de C2C, cette opération est organisée en suivant les étapes proposées par la DENF aux AREFs qui doivent établir un plan d'action proposé aussi aux délégations provinciales. Celles-ci sélectionnent les établissements qui effectueront l'opération sur la base de l'importance du phénomène de la non scolarisation et la déscolarisation. Puis les instruments du recensement sont distribués et un jour J est fixé pour la réalisation du recensement. Il s'agit de questionnaires et de fiches pédagogiques et de dépouillement des données contenues dans ces questionnaires.

La supervision est attribuée aux coordinateurs des délégations et des AREFs qui sont chargés aussi de la compilation des informations retenues au niveau des établissements scolaires à travers le dépouillement des questionnaires et le traitement et l'acheminement des résultats.

⁷ MEN, DENF, Rapport général C2C 2007, p. 11

B. Analyse des instruments utilisés dans C2C

1. Analyse de la Fiche pédagogique de l'enseignant

Les remarques les plus pertinentes à propos de cette fiche sont:

- L'intitulé de cette fiche ne met pas en exergue le contenu de l'activité prévue. Il parle de la non scolarisation et la déscolarisation en général sans les relier à C2C.
- L'objet de cette activité tel que décrit ici ne renvoie pas directement aux objectifs escomptés de l'opération C2C puisqu'il parle de la non scolarisation et de la déscolarisation en général. Lors de notre investigation de terrain, des élèves-enquêteurs du primaire ne savaient pas qu'il s'agissait de « l'opération C2C » bien qu'ils ont dit qu'ils y avaient participé. Il est donc proposé l'énoncé suivant : « l'opération C2C et la réinsertion des enfants non scolarisés et déscolarisés ».
- La même remarque peut être faite à propos des 2 objectifs de cette activité ; d'abord ils ne sont pas attachés à l'opération C2C ; ensuite leur formulation manque d'opérationnalité.
- La rubrique « questions pour orienter les discussions », mérite d'être remplacée par des « éléments de discussion autour de la question de la non scolarisation et la déscolarisation en rapport avec C2C ».
- A propos de l'énoncé : « chère élève (fille), cher élève (garçon), il n'a pas lieu d'être introduit ici puisque la fiche est destinée à l'enseignant. C'est à supprimer donc.
- Par ailleurs, les deux questions proposées méritent d'être discutées :
- La 1^{ère} (connaissez-vous des enfants de 6 à 15 ans qui ne sont pas scolarisés et qui devraient l'être ?) est loin d'être introductrice. Elle est spécifique, puisqu'elle traite du droit de l'enfant à l'éducation qui est un droit assez spécial.
- La 2^{ème} question (que peut-on faire pour eux) est bonne, mais placée prématurément ici.
- Les trois activités proposées suscitent les remarques suivantes :
- Activité n° 1 : « tracer un plan du village ou du quartier de résidence et établir une liste de tout ce qui facilite ou entrave l'accès à l'école » etc... est certes une activité de formalisation qui pourrait placer l'élève dans une situation de réflexion à propos des causes de la non scolarisation. Mais si elle est compatible avec le niveau du primaire, elle ne l'est pas avec celui du secondaire collégial parce que l'élève à ce niveau est capable d'imaginer et de rappeler ces connaissances à propos du sujet. Il n'a donc pas besoin de tracer ce plan. Cette activité lui semblerait inadaptée. En plus, cette activité est proposée au groupe classe en tant qu'activité groupale sans consignes de faisabilité. La forme de l'exercice est discutable aussi puisque la parole s'adresse à l'élève alors que la fiche est une proposée à l'enseignant.
- Activité n° 2 : la consigne – cette activité est un dialogue entre toi et les enfants qui ne vont pas à l'école ; utilise le questionnaire pour mener ce dialogue- veut que l'activité soit réalisée individuellement. Il y'a comme une inadéquation entre l'objectif et la consigne.

- Activité 3 : « ouvre un dialogue en famille, chez toi, avec tes amis et avec les habitants puis après en classe pour trouver des solutions au problème de la non scolarisation » est la consigne proposée pour cette activité. Mais vu l'âge des enfants du primaire, des possibilités qui leur sont offertes pour aller trouver d'autres habitants du quartier, des amis et des membres de la famille etc... cette activité est presque impossible à réaliser.
- La remarque qui est annoncée après ces trois activités, et qui stipule que « après s'assurer de l'atteinte des objectifs de ces activités » (tel que !) ne montre pas ce que doit faire l'enseignant pour s'assurer de la réalisation de ces objectifs.

A la suite de ces remarques, une fiche/grille de l'enseignant est proposée. Elle répond à notre avis aux objectifs de son utilisation par les enseignants dans leurs activités pédagogiques préparant les élèves à bien effectuer l'opération de recensement.

2. Analyse de la grille de dépouillement des données recueillies

La grille réservée au dépouillement des questionnaires et au traitement des données à tous les niveaux : établissements scolaires, délégations et AREFs, a la capacité de recevoir ces données par rapport à tous les items du questionnaire. Elle semble adéquate à l'objectif attendu. D'ailleurs, tous les enseignants et les administrateurs auxquels j'avais posé la question quant à l'opérationnalité de cette grille, n'avaient manifesté aucune critique à son propos. Ils disaient ne pas rencontrer de problèmes à ce niveau.

Remarque : il s'ensuit des remarques soulevées à propos de la fiche/grille de l'enseignant et des questionnaires destinés aux élèves-enquêteurs, la proposition d'amélioration de ces documents que le lecteur trouvera attachés à ce rapport.

3. Synthèse

Les instruments utilisés dans le recensement comprennent essentiellement: les fiches pédagogiques de l'enseignant, les questionnaires des élèves-enquêteurs, et les grilles de dépouillement des données. La remarque essentielle qui concerne la fiche pédagogique de l'enseignant se rapporte au fait qu'elle comporte des intitulés et des activités qui ne font pas allusion à l'opération C2C dans son rapport au phénomène de non scolarisation et de déscolarisation. Des améliorations y ont été apportées. Quant au questionnaire, la plus importante amélioration le concernant se rapporte au fait que la décision prise à l'encontre de l'enfant recensé doit être prise immédiatement après le recensement en invitant les parents à contacter le directeur de l'établissement concerné pour discuter de la réinscription de leurs enfants. Les coordonnées de contact du directeur leur sont proposées. Les autres instruments sont jugés opérationnels et pratiques et ne nécessitent pas d'amélioration.

C. Déroulement de l'opération Caravane sociale selon les documents

Les préparatifs de l'opération Caravane débutent au mois de Juillet de chaque année. Le plan d'action réservé à C2C contient déjà l'activité relative à l'organisation de la Caravane sociale (voir tableau récapitulatif des opérations en Annexe E). Mais un document qui tient lieu d'un référentiel, est conçu spécialement pour la caravane et envoyé aux AREFs (voir annexe : M). Il décrit les différentes phases de déroulement de la caravane sociale.

Voici ces principaux moments tels que décrits dans ce référentiel :

1. Au niveau des AREFs

Une fois la note ministérielle est reçue, une réunion au niveau de l'AREF est organisée par le chef de centre de la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'Education non formelle. Elle met autour de la table, les chefs de service de l'ENF des différentes délégations et les équipes chargées de l'opération pour discuter de son organisation, de sa mise en place, de son suivi et des moyens mis à la disposition pour la réalisation de cette activité. Un plan d'action est élaboré sur le modèle même de celui élaboré à la DENF. Il comprend les opérations à effectuer, la manière de les mettre en application, les dates de réalisation et détermine le responsable de l'opération et le niveau concerné : AREF, délégation ou établissement scolaire.

Il est ensuite suivi d'une réunion présidée cette fois-ci par le Directeur de l'AREF pour la validation du plan d'action, la préparation et la mise à disposition des moyens de communication de sensibilisation et de mobilisation pour l'opération. L'effort est encore déployé pour coordonner avec les autorités territoriales : le wali de la région, les gouverneurs afin de mettre en application la circulaire N° 141 faisant foi de la convention avec le Ministère de l'intérieur. Le plan d'action est leur est proposé pour solliciter leur contribution.

La coordination est encore effectuée avec les autres partenaires à savoir : la délégation des affaires Islamiques, les ONG, la presse et les autres intervenants. Ces activités sont programmées pour la période du 15 au 31 juillet.

A la rentrée scolaire, le coup d'envoi de la caravane est donné par le directeur de l'AREF dans une des circonscriptions les plus touchées par le phénomène de la non scolarisation et l'abandon scolaire : présentation du plan d'action régional en présence des délégués, des chefs d'établissement scolaires, les APTE, les autorités locales et les différents acteurs concernés. Le coup d'envoi de l'opération est donné par l'ouverture d'un internat, d'un réfectoire et par la distribution des fournitures scolaires, des bicyclettes etc...

Des activités de ce genre sont organisées par la suite dans toutes les autres circonscriptions selon un programme préétabli. Des visites aux établissements scolaires sont programmées. Ces activités ont lieu entre le 5 septembre et 20 octobre.

2. Au niveau des délégations

Un plan d'action est élaboré. Il calque dans la forme celui de l'AREF. Puis une réunion est tenue. Elle regroupe l'équipe provinciale autour d'un exposé sur les indicateurs de l'abandon scolaire dans la province et les moyens mis à la disposition de la délégation pour mettre en place cette opération. Le dispositif de cette opération est rappelé et/ou distribué encore. Des détails sur les moyens réservés à l'appui social tels que : les fournitures scolaires (opération : 1 million de cartables), les bicyclettes à distribuer, programme « Tissir » pour l'aide aux familles les plus démunies etc...

Au début de l'année, un courrier est adressé aux chefs d'établissements pour lancer l'opération de sensibilisation et de mobilisation au sein des établissements scolaires pendant la période du 5 septembre au 20 octobre. L'accent est mis sur le suivi et l'accompagnement de l'opération d'inscription et de réinsertion au jour le jour.

3. Au niveau des établissements scolaires

Il est demandé aux chefs des établissements de déterminer les zones d'intervention pour la Caravane sociale et de répartir les tâches de contact et de mobilisation entre les équipes d'intervention formées au niveau de ces établissements pour contacter les familles où il y a des enfants non scolarisés ou déscolarisés afin de leur offrir la possibilité de regagner l'école. Il est souhaitable que ses équipes coordonnent leurs efforts avec les autorités locales. Les écoles doivent distribuer à l'occasion de la rentrée scolaire les fournitures scolaires et les différents moyens d'appui aux enfants récupérées et à tous ceux qui sont dans le besoin. Par la même occasion, les internats doivent ouvrir pour accueillir les élèves internes. Cette campagne est ouverte jusqu'au mois de novembre de chaque année. Vers la moitié du mois d'octobre les directeurs des établissements scolaires doivent envoyer leurs rapports contenant les résultats des différentes activités entreprises.

« La première année l'opération a eu un succès foudroyant, il y avait un budget dédié; actuellement on fait ce qu'on peut »

Les zones les plus touchées par le fléau sont fixées et des équipes formées dans les établissements. Elles sont chargées de rendre visite aux familles pour sensibiliser les parents à propos du retour de leurs enfants non scolarisés ou déscolarisés à l'école. Cette activité doit se dérouler en coordination avec les autorités locales. Après quoi, un rapport des résultats est élaboré selon un canevas proposé et envoyé. Ces résultats doivent être acheminés vers les délégations qui établissent leurs rapports. Ceux-ci sont envoyés aux AREFs, qui doivent elles aussi les compiler et les acheminer à la DENF au plus tard le 20 octobre. Enfin, un rapport national est élaboré auprès de la DENF à Rabat.

Les phases de déroulement de la caravane sont comprises dans un tableau inséré dans un plan d'action dont les principaux éléments sont décrits comme suit (voir les détails en annexe : N) :

Ce tableau comprend 5 colonnes et 13 lignes. Les colonnes spécifient les opérations à effectuer, les modalités d'exécution, les durées/dates de réalisation et le responsable de la réalisation de l'opération. Ces opérations concernent les trois niveaux d'intervention : régional, provincial et local.

Les opérations concernent : les réunions à tenir par les équipes régionales et provinciales, la validation des plans d'action régionaux, la préparation et la mise à disposition du dispositif de mise en application de la caravane, la coordination avec les différents partenaires surtout les autorités locales, le lancement de l'opération et le suivi de celle-ci à tous les niveaux : régional, provincial et local.

Les modalités de réalisation, concernent surtout la préparation des plans d'action, les contenus des campagnes de sensibilisation et de mobilisation, la détermination de l'apport des différents partenaires, la délimitation des zones d'intervention et le suivi de la réalisation des activités.

Les dates de réalisation sont annoncées dans la colonne 5. Pour l'année scolaire 2012/2013, la durée de la caravane s'étend du 15 juillet au 10 Novembre 2012, toute tâche comprise.

Le suivi de la mise en place de l'opération de Caravane se fait à l'aide d'un canevas à remplir aux différents niveaux : régional, provincial et local.

4. Synthèse

Selon les documents de référence de la caravane sociale, une fois la note ministérielle reçue, une réunion au niveau de l'AREF est organisée par le chef de centre de la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'Education non formelle. Un plan d'action est élaboré sur le modèle même de celui élaboré par la DENF. A la rentrée scolaire, le coup d'envoi de la caravane est donné par le directeur de l'AREF dans une des circonscriptions les plus touchées par le phénomène de la non scolarisation et l'abandon scolaire par l'ouverture d'un internat, d'un réfectoire et par la distribution des fournitures scolaires, des bicyclettes etc...ces activités sont démultipliées au niveau des DP et des établissements scolaires participants. Elles ont lieu entre le 5 septembre et le 20 octobre de l'année scolaire.

D. Suivi de l'opération de la Caravane sociale

1. Dimensions du suivi

Le suivi de l'opération Caravane sociale concerne deux dimensions :

- Une dimension première qui s'intéresse au déroulement de l'opération en elle-même : opérations, activités, réalisations, etc...
- Une dimension seconde qui s'intéresse aux résultats obtenus et qui sont concrétisés par le nombre d'enfants récupérés à travers cette opération et par les autres moyens : contacts directs, C2C etc....

Ainsi, le suivi de la réalisation de l'opération Caravane sociale pour l'appui à la scolarisation en tant que telle, se fait à l'aide d'une fiche/canevas qui comprend trois parties :

- une partie (A) réservée à l'AREF et qui observe les mesures à entreprendre, la mise en application de la convention signée avec le Ministère de l'intérieur et les moyens à utiliser pour la sensibilisation et la mobilisation sociales.
- Une deuxième partie destinée aux délégations provinciales et qui relate les mesures de coordination et de participation des différents partenaires surtout les gouverneurs, les élus, le département des affaires Islamiques les ONG etc..., en plus de la délimitation des zones à toucher par les activités de la Caravane.
- Une partie réservée à la manière par laquelle les différents partenaires vont participer et aux différents activités et moyens de sensibilisation tels que : les banderoles, les flyers, les émissions radiophoniques etc... (voir annexe : J)

Quant aux résultats de la caravane, ces derniers sont concrétisés par la réinsertion des enfants non scolarisés et déscolarisés. Pour enregistrer ces enfants, une liste nominative destinée à cette fin est élaborée. Elle comprend 5 colonnes qui traitent du n° d'ordre de ces élèves, leurs noms et prénoms, leurs sexe, leur niveau scolaire, et leur situation de réinsertion : non déscolarisé / non scolarisé.

En bas de la fiche, une case est réservée au total de ces élèves et une autre au nombre de filles et de garçons parmi ce total.

Cette fiche est la même pour les deux niveaux : primaire et secondaire collégial (voir annexe : K).

Les inscriptions des élèves récupérés elles-mêmes sont enregistrées ; leur suivi se fait à l'aide d'un tableur Excel qui « observe » ces inscriptions selon trois moments : le 12 et le 30 septembre puis, le 20 octobre (pour 2012/2013). Ce suivi concerne les trois niveaux scolaires : primaire, secondaire collégial et qualifiant. Il prend en considération la proportion de la non scolarisation selon le niveau scolaire, les effectifs prévisionnels des enfants, le nombre d'enfants inscrits, le nombre d'enfants non scolarisés et le pourcentage des élèves non scolarisés. Ensuite, le tableur rend compte de la scolarisation et l'inscription des élèves au début de chaque niveau scolaire : primaire, collégial et qualifiant. Une dernière colonne enregistre l'effectif des élèves inscrits selon leur statut de non scolarisé ou déscolarisé.

2. Synthèse

Le suivi de la caravane sociale suit une double dimension : une dimension première qui s'intéresse au déroulement de l'opération en elle-même : opérations, activités, réalisations, etc...Et une dimension seconde qui s'intéresse aux résultats obtenus et qui sont concrétisés par le nombre d'enfants récupérés à travers cette opération et par les autres moyens : contacts directs, C2C etc...ce suivi se fait à l'aide d'un tableau récapitulatif des activités à mener et les partenaires qui en sont responsables..

E. L'acheminement des résultats

L'acheminement des résultats suit le parcours suivant :

- Les fiches de suivi qui enregistrent les opérations et les activités effectuées aux niveaux des écoles, des délégations et des AREFs, sont renseignées au sein des établissements scolaires, puis compilés au niveau des délégations puis au niveau des AREFs et acheminées à la DENF à rabat.
- Les listes nominatives des élèves réinsérés sont gardées auprès des établissements scolaires. Une copie est envoyée hiérarchiquement. Un rapport national est élaboré au sein de la DENF.

F. Présentation des résultats des investigations de terrain de C2C

1. Organisation et gestion de l'opération

a. Organisation et gestion de C2C au niveau des AREFs

Sur le terrain, le déroulement de l'opération C2C, se passe comme suit :

A la réception de la circulaire ministérielle de la DENF, une réunion est tenue. Elle est présidée par le chef de centre de la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF de l'AREF. Elle réunit : les chefs de service de l'ENF des différentes délégations afférentes à l'AREF ou les coordinateurs de l'opération, pour débattre des moyens mis à la disposition de l'opération tels que les questionnaires, les fiches/ grilles pédagogiques, les grilles de dépouillement, l'application informatique destinée à la saisie des données etc...puis un

débat est ouvert pour discuter des difficultés rencontrées lors de l'opération de l'année d'avant et la manière par laquelle elle pourront être surmontées. Un plan d'action régional est élaboré et validé pendant une seconde réunion. Les fonds nécessaires à la duplication du dispositif seront transférés aux délégations en fonction du nombre prévu d'établissements participant.

b. Organisation et gestion de C2C au niveau des délégations provinciales

Cette année (2013), l'on s'est contenté d'inviter à la délégation les directeurs d'établissements sans les enseignants (!), car « l'opération est devenue routinière et les directeurs savent comment procéder actuellement ». On « passe en revue » le questionnaire, puis on enchaîne par la distribution du plan d'action, du planning des opérations, des questionnaires et des fiches de dépouillement. L'activité de formation pour les directeurs et les enseignants prévue à cette occasion n'est plus programmée. A El Hajeb, et au dire du chef de service de la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF, cette réunion est élargie pour contenir d'autres services tels que : la vie scolaire, les ressources humaines et « d'autres fonctionnaires : les conseillers en orientation et les inspecteurs », mais le programme de la réunion est le même : présentation du plan d'action de la délégation. Après quoi, les directeurs des établissements participant sont invités à une réunion en compagnie des enseignants coordinateurs de l'opération C2C, à laquelle participent également des cadres de la planification et de l'orientation, des représentants des associations des parents et tuteurs des élèves (AMPTE) et quelques inspecteurs. Un exposé sur l'opération est présenté. Puis le dispositif documentaire est distribué aux directeurs des établissements présents.

c. Organisation et gestion de C2C au niveau des établissements scolaires primaires

Au niveau des établissements scolaire primaires, et quand il y a des personnes motivées qui adhèrent à la question, l'opération débute généralement par une réunion de la CDV à laquelle les représentants des écoles de tout le secteur scolaire. « Un seul enseignant » en général est désigné pour chaque école participante. Parfois c'est un habitué qui se charge de l'opération en tout (le coordinateur de C2C). Il doit être en charge d'une classe de la dernière année du niveau primaire parce que ce sont les élèves de ce niveau-là qui vont faire le recensement. Cet enseignant explique le contenu du questionnaire aux élèves volontaires qui sont généralement sélectionnés sur la base de leurs déclarations à propos de la connaissance d'enfants non scolarisés. Cette explication est prolongée par le passage en revue des 22 facteurs influençant le décrochage contenus dans le verso du questionnaire ainsi que des 5 raisons supposées faire revenir l'enfant recensé sur les bancs de l'école. Les questionnaires seront distribués à ces élèves pour leur montrer la manière par laquelle les items du questionnaire doivent être manipulés. Les élèves enquêteurs garderont ces questionnaires pour les utiliser pendant le recensement.

d. Organisation et gestion de C2C au niveau des établissements du secondaire collégial

La préparation de C2C ne diffère pas beaucoup de ce constat. Dans les établissements où les choses sont considérées comme sans beaucoup d'importance, et quand le courrier ministériel est là, le coordinateur de l'opération va dans les classes de 3^{ème} et 2^{ème} collège surtout et sélectionne les élèves participant à partir de leur connaissance d'enfants non scolarisés. Généralement ces derniers sont des anciens élèves qui avaient quitté l'école. Le

questionnaire est expliqué dans son contenu et dans sa manière de faire. La tâche n'est généralement pas très compliquée : une partie importante des élèves-enquêteurs a l'habitude de faire ce travail. Les questionnaires sont distribués. Les élèves feront le recensement le week-end d'après, car ils sont généralement des internes qui profitent de leur sortie pour aller enquêter auprès des enfants non scolarisés. Parfois même, c'est le surveillant général qui procure aux enquêteurs les listes des anciens élèves qui ne viennent plus au collège ; parmi ces élèves, il y'en a ceux mêmes qui partaient et revenaient plusieurs fois. Par contre lorsque l'établissement est motivé, les choses suivent plus ou moins le cheminement tracé dans le document de travail décrit plus haut. La CDV et le conseil de gestion se réunissent. Le coordinateur est désigné ou reconduit. Dans ce cas-là, le coordinateur de l'opération est quelqu'un qui adhère au projet aussi ; il manifeste plus d'intérêt et fait de l'effort pour sensibiliser un peu les élèves en discutant la question de l'abandon scolaire en classe. Généralement c'est un enseignant dévoué à la question ; (dans l'un des collèges visités, l'enseignant en charge de C2C participe pour la quatrième fois à l'opération par manque de remplaçant). Un rappel des items du questionnaire est fait pour les élèves n'ayant jamais participé à l'opération. Les questionnaires sont distribués. Un entraînement à bien mener l'entretien est orchestré avec un effort d'entraînement à l'argumentation. Dans un établissement de niveau collégial, un jeu de rôles enquêteur/enquêté est organisé. Une remarque est faite : la majorité des enquêteurs dans l'un des collèges visités étaient des filles. « Elles sont plus sérieuses et plus assidues et font le travail demandé ». C'est dans ce même établissement que parmi les enquêteurs, il y avait des élèves de 1^{ère} année du collégial. Ceux-là avaient participé à C2C quand ils étaient au primaire.

2. Déroulement de l'opération C2C

a. Déroulement de l'opération au niveau des AREFs

Le déroulement de l'opération C2C au niveau des AREFs semble être affecté par la venue à terme du plan d'urgence en 2012 qui a rendu incertaine la transition du projet E1P5 vers une situation normale. Ce projet fonctionnait en dehors des structures habituelles. Quand il a cessé d'exister, les anciens responsables chargés de l'opération ne sont plus forcément eux-mêmes désignés comme responsables actuellement. Ce qui a créé un certain désordre dans le cours des choses que l'on essaye de résoudre par le tâtonnement dans certains cas. A Marrakech, par exemple, le chef dudit centre n'a été chargé de l'opération C2C, que le 27 Mars 2013, c'est-à-dire à peine quelques jours avant le lancement officiel de l'opération. L'ancien responsable est affecté dans une des délégations de la ville. Il détient encore tout le dossier. Ce qui rend l'affaire difficile au chef de centre actuel qui se voit contraint de partir à zéro, faute d'archives. C'est dire que la capitalisation sur ce qui est déjà fait est incertaine, voire impossible bien que nécessaire. Cette situation a fait que l'une des six délégations de la région n'a pas été présente à la réunion de lancement. Sa participation à l'opération est condamnée alors que pour une deuxième délégation, cette participation reste probable. Le cas de Marrakech semble ne pas être unique. Pour les responsables de l'ENF à Meknès, ce passage forcé du plan du projet E1P5 à la situation actuelle a rendu difficile l'uniformisation des deux opérations : C2C et Caravane pour l'appui à la scolarisation. C'est pour cela que chaque région se comporte selon ce dont elle dispose de ressources humaines surtout. Quant aux ressources financières, elles posent vraiment problème, car si le plan d'urgence assurait les fonds parce que C2C en faisait partie,

actuellement la visibilité manque. Des subventions existent, mais y avoir accès nécessite toute une gymnastique. « C'est pour cela que des AREFs ont laissé tomber les deux opérations : C2C et caravane faute de budget ». En général, l'appui financier pose problème, bien que des subventions de la DENF soient affectées aux régions. « Mais elles restent insuffisantes ».

b. Déroulement de l'opération au niveau des délégations provinciales

Ce manque d'uniformisation observé au niveau des AREFs, impacte la manière d'organiser et de mettre en place C2C au niveau des différentes délégations aussi. Dès réception de la circulaire ministérielle, l'habitude pendant la période couvrant le plan d'urgence (2009/2012), était de préparer un plan d'action après concertation avec les différents services provinciaux : la planification et la carte scolaire. Puis une réunion était provoquée avec les directeurs des établissements scolaires accompagnés chacun d'un enseignant qui sera chargé de l'opération C2C. Une restitution des résultats de C2C de l'année d'avant est effectuée pour plus de sensibilisation. Cette réunion était l'occasion de discuter des points forts et des points faibles de l'opération. Puis l'on passait à la distribution des questionnaires et des autres documents formant le dispositif de travail, aux établissements scolaires en fonction du nombre prévu d'enfants à recenser. Ce n'est donc plus le cas, puisque l'opération en cette année 2013 est réduite à son strict minimum comme nous avons vu dans le paragraphe des préparatifs.

c. Déroulement de C2C au niveau des établissements scolaires

Le déroulement de l'opération au niveau des établissements scolaires commence par la sélection des élèves-enquêteurs pour effectuer le recensement prévu. La plupart de ces élèves disent avoir été sélectionnés directement par leur professeur qui n'est pas toujours un enseignant d'histoire et de géographie pour le collège, et comme le stipule le document de référence. Parfois, c'est un professeur de français, d'arabe, ou d'éducation Islamique. Ils sont sélectionnés parce qu'ils connaissaient des enfants non scolarisés et surtout des déscolarisés. La plupart de ces élèves hors de l'école avaient abandonné lorsqu'ils étaient en 2^{ème} ou en 3^{ème} années collège. Puis après, le questionnaire leur est expliqué et la manière par laquelle le renseigner leur est montrée. Le jour J du recensement au niveau de chaque délégation est fixé. Ce jour J n'est plus le même pour toutes les AREFs et pour toutes les délégations comme auparavant. Les établissements scolaires avaient demandé de fixer eux-mêmes ce jour en fonction des circonstances locales. Les élèves enquêteurs disent qu'ils n'étaient pas très nombreux : entre 5 et 7 dans la plupart des cas. Ils recensent chacun, 1 à 3 enfants en moyenne. Généralement, ils les approchaient hors de chez eux. Ils ne voyaient pas leurs parents dans la plupart des cas sauf pour les filles qui avaient à côté d'elles leurs mères. Si quelques garçons travaillaient déjà, les filles pour beaucoup d'elles, « restaient chez elles à attendre un mari ». En général, les enquêteurs étaient assez bien accueillis, mais quelques rares fois, ils étaient sujets à des harcèlements voire même agressés verbalement ou autre. Quelques-uns des déscolarisés déversaient sur eux leur mécontentement et critiquaient à travers eux l'école etc... par contre, d'autres exprimaient leur regret d'avoir quitté l'école prématurément et renouvelaient leur souhait de vouloir y revenir. En général, ceux-là ne sont pas nombreux : pour beaucoup d'entre eux, puisque les facteurs qui étaient à l'origine de leur abandon n'ont pas changé, ils ne pourraient pas revenir. Parmi ces facteurs, il y'a l'éloignement du collège du lieu d'habitation, le mauvais traitement de la part des enseignants à leur égard, l'incapacité pour les parents de payer les

frais des études et autres frais, le refus des parents, le manque de sécurité etc...l'école pour beaucoup d'entre eux « n'a plus la cote parce que les études ne mènent plus à rien ».

Ces jeunes élèves étaient-ils accompagnés ? Très rarement par leurs enseignants, faute de temps et pour d'autres raisons aussi. « De loin » a déclaré un instituteur. Donc les élèves se rendaient tout seuls ou parfois accompagnés d'un ami, d'une sœur, ou même d'un père parce que celui-ci connaissait le père de l'enfant à interviewer. Une enseignante de collège s'est contentée de renseigner les questionnaires en agissant seule en classe en se servant des informations que lui donnaient les élèves « enquêteurs » d'après ce qu'ils savaient sur les enfants qu'ils devaient aller retrouver là où ils devaient être (sic !). Les élèves enquêteurs n'avaient pas eu de problèmes de la part des autorités qui étaient avisées par la délégation ou par l'école même. Socialement parlant, il n'y a pas eu de problèmes aussi : « ce sont les filles qui allaient voir les filles et vice versa » a déclaré l'un des directeurs. Mais parfois des problèmes d'insécurité se posaient : morsure de chien, jet de pierres de la part d'un inconnu...le problème d'assurance reste donc posé.

Pour les élèves de sixième primaire, l'expérience C2C ne diffère pas beaucoup de celle vécue par leurs homologues du collège. Ils sont sélectionnés par l'enseignant en charge de la sixième, sur la base aussi de l'existence d'enfants non scolarisés dans la proximité. Dans l'une des quatre écoles primaires visitées, tous les élèves des deux classes de sixième ont été informés de l'opération. Le problème de l'abandon scolaire a été discuté. Mais la séquence pédagogique du dessin du plan du quartier ou du Douar telle que décrite dans la fiche /guide de l'enseignant n'a pas eu lieu. Pour un des enseignants « cette séquence ne convient pas à la campagne ». Les élèves sélectionnés ont bénéficié d'une séquence d'entraînement au renseignement du questionnaire comme dans presque toutes les autres écoles. Le nombre d'enfants interviewés était très réduit : 1 à 2 dans la plupart des cas. Le nombre de ceux parmi eux qui ont manifesté leur souhait de retourner à l'école était presque nul. L'un des directeurs a déclaré que « les élèves qui décrochent ne sont plus nombreux ». Les élèves enquêteurs ne sont pas accompagnés par leurs maîtres. Un enseignant avait même annoncé « qu'il se sentirait gêné si l'on lui demandait d'accompagner les élèves enquêteurs ». L'un des directeurs interviewés a déclaré que « les élèves déscolarisés refusent de rencontrer à nouveau les enseignants ». Alors les élèves-enquêteurs y vont à plusieurs ou accompagnés par leurs amis. Ils disent avoir été accueillis favorablement. Seule la mère était là aussi parfois.

Leur appréhension du questionnaire semble sans problème ! Ils disent trouver le questionnaire facile. Mais l'un des élèves de sixième primaire était incapable de le lire. Et d'autres élèves lisaient mal son contenu. Leur argumentatif était limité : « l'école est bonne, on y joue et on y fait beaucoup de choses... »

Un enseignant a déclaré que « les élèves avaient reçu les questionnaires au soir, puis 24 heures après, les documents étaient déjà sur mon bureau ». C'était pour dire que les élèves connaissaient les enfants qui généralement sont du voisinage, des amis, des proches etc...d'ailleurs, l'un des directeurs interviewés, a déclaré que « ces deux dernières années, nous nous sommes focalisés sur les déscolarisés ». Ceux-là mêmes sont majoritairement connus des enquêteurs et facilement joignables.

Dans tous les cas, une fois les questionnaires sont remis à l'enseignant coordinateur de l'opération, ils sont dépouillés et les résultats compilés et remis au directeur de l'établissement qui les remet à son tour à la délégation accompagnés d'un rapport sur l'opération. Ainsi prend fin l'opération pour tous les participants ! Une élève avait annoncé :

« on ignore ce qu'on fait de ces questionnaires et des données qu'ils contiennent ; quant à nous, on ne revoit jamais ces enfants à qui nous avons donné l'espoir de revenir à l'école... ». D'ailleurs, une élève a rapporté qu'un enfant recensé lui avait lancé cette critique : « y'aurait-il du nouveau ou est-ce que vous êtes en train de vous moquer de nous ? ».

Les élèves recensés et réinsérés quant à eux étaient peu nombreux lors de nos visites. La plupart de ceux qui nous ont été présentés avaient regagné l'école par le biais des directeurs d'établissements, l'AMPTE, des enseignants, de la CDV, etc...c'est-à-dire hors opération C2C. Ils ont le sentiment que jamais ils ne quitteront l'école sans un diplôme supérieur. Par contre, l'un de ces élèves réinsérés a même participé à C2C cette année. D'autres élèves ont eu de bons résultats après leur retour. La plupart d'entre eux ont de grands rêves : devenir des hommes et des femmes importants dans la vie, des cadres supérieurs etc...

Si le schéma général est tel que décrit ici, la réalisation de C2C reste une question de personnes; lorsqu'il ya des personnes motivées : directeurs d'AREFs, délégués provinciaux, directeurs d'établissements scolaires, membres de la CDV, des coordinateurs etc... les choses vont assez bien. Si non, l'opération est expédiée au quotidien d'une manière routinière.

3. Suivi de l'opération et traitement des résultats

a. Suivi de l'opération et traitement des données au niveau des établissements scolaires

L'opération C2C se passe dans toutes ses étapes sous la supervision du directeur de l'établissement et la CDV. Le directeur s'enquiert informellement de l'avancement de l'opération. Il remet les questionnaires et les fiches pédagogiques à l'enseignant coordinateur de l'opération puis les reçoit de celui-ci quand ils sont renseignés et dépouillés. Le traitement de ces résultats suit le cheminement suivant : les questionnaires sont dépouillés par le coordinateur dans un récapitulatif situé au verso de la fiche / guide de l'enseignant. Puis ces données sont compilées et remises au directeur de l'établissement qui les remettra au service de la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF de la délégation. Les questionnaires sont gardés dans les établissements scolaires pour pouvoir y revenir si l'on a besoin de détails sur la situation précise d'un enfant recensé.

b. Suivi de l'opération et traitement des données au niveau des délégations provinciales

Le service provincial de la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF de la délégation supervise le déroulement de l'opération par le moyen du téléphone. Parfois des visites des établissements sont organisées par ce service. Les fiches ayant reçu la compilation des données relatives à chaque établissement arrivent sporadiquement dans le service concerné au niveau de la délégation. Généralement c'est le directeur de l'établissement qui les y fait parvenir. Là aussi, les résultats de toute la délégation sont compilés sur la fiche de récapitulation qui suit le même modèle utilisé par les établissements scolaires. C'est le service ENF concerné qui se charge de cette compilation à l'aide d'un applicatif Access.

c. Suivi de l'opération et traitement des données au niveau des AREFs

Le suivi de C2C au niveau des AREFs se fait généralement par téléphone. Parfois, des contacts physiques sont effectués lors des visites organisées dans des délégations provinciales ou dans des établissements scolaires programmés. C'est le centre pour la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'éducation non formelle qui s'en charge. Quant au traitement et à l'acheminement des résultats, il suit la procédure suivante : les résultats compilés au niveau des délégations provinciales sont envoyés à l'AREF où ils seront traités et compilés avec les résultats des autres délégations. Puis un rapport est élaboré, après quoi, le tout est envoyé à la DENF. Mais si le dépouillement se fait à la main dans les établissements scolaires, les délégations provinciales, les AREFs et la DENF disposent actuellement d'une application informatique Access, avec les mêmes récapitulatifs, bien sûr. Cet applicatif est « l'apanage personnel d'un inspecteur qui loue annuellement ce service au ministère, ce qui nous met à son merci chaque année : quand il est payé, l'applicatif est activé, si non on attend... » critique un responsable au niveau d'une AREF.

4. Synthèse

Les investigations de terrain ont montré que :

L'organisation et la gestion de l'opération C2C qui est maintenant à sa 5^{ème} édition démontre fort bien qu'il s'agit d'un système qui est assez rôdé, voire même qui est en train de vieillir précocement. Au niveau des AREFs, l'organisation suit son cours routinier : établissement d'un plan d'action régional reproduisant celui proposé par la DENF. Une réunion avec les services provinciaux concernés est tenue. Les instruments et les outils de travail sont distribués.

Au niveau des DP, ce même plan d'action est retenu. Des dates sont parfois modifiées en fonction des conditions de chaque province. Les directeurs d'établissements concernés sont conviés à une réunion - où l'on se suffit de la distribution du dispositif de travail - qui jadis était l'occasion de présentation des résultats de la session précédente aussi. Au niveau des établissements scolaires, un enseignant-coordonateur de l'opération est désigné ou reconduit du dernier épisode de C2C. Les fiches pédagogiques et les questionnaires lui sont remis. C'est que l'on est à un écart assez important de ce qui est prescrit théoriquement : les demi-journées de formation en faveur des directeurs d'établissement et des enseignants coordinateurs au niveau des AREFs et des DP ne sont plus programmées. Le jour commun de la réalisation de l'opération n'est plus retenu ; chaque délégation et même chaque établissement choisit le sien.

Quant au déroulement de l'opération sur le terrain, celui-ci s'effectue à son minimum. Les enseignants participant à l'opération sélectionnent les élèves-enquêteurs en fonction de leur connaissance d'enfants non scolarisés ou déscolarisés. Les questionnaires leur sont distribués et des explications de la manière par laquelle ils doivent les instruire sont fournies. Le jour J, quand ils partent sur le terrain, ils sont rarement accompagnés. Mais ils se débrouillent pour aller voir 2, 3 ou 4 à 5 enfants avec lesquels ils s'entretiennent pour instruire les questionnaires. Au niveau des AREFs et des DP, l'on se contente d'un suivi faible à cause du manque de moyens adéquats pour le faire convenablement.

Une fois les questionnaires ramenés, ils sont dépouillés et remis aux directeurs d'établissements qui eux-mêmes établissent un rapport sur l'opération suivant un canevas

préétabli et remettent les résultats ainsi obtenus aux DP accompagnés de leurs propres rapports.

D'un point de vue global, l'activité est ternie par la routine journalière et l'on regrette la première édition où toutes les instances avaient participé au lancement de l'opération et où il y'avait des subventions et des indemnités pour tous les participants.

G. Points forts et points faibles de l'opération C2C

1. Les points forts de l'opération C2C

a. Les points forts de l'organisation et la gestion de C2C

- Au niveau des AREFs, des délégations provinciales et des établissements scolaires, l'opération qui est maintenant à sa cinquième édition ne pose plus de problème d'organisation et de gestion, sauf lors de la transition du plan d'urgence à l'état actuel où des perturbations ont eu lieu (voir plus haut).
- L'élaboration des plans d'action au niveau des AREFs et des délégations provinciales est devenue une question de routine. Les opérations et les activités programmées surtout au niveau des délégations sont plus ciblées : l'on agit plus sur les milieux où le phénomène de la non scolarisation et la déscolarisation est plus important.
- La préparation et la mise à disposition du dispositif nécessaire à l'opération ne posent plus de problèmes puisque depuis quelques années, ce sont les délégations provinciales elles mêmes qui s'en occupent.
- La coordination avec les acteurs et les partenaires concernés est devenue plus fluide et plus facile à gérer par l'effet de l'habitude.
- La communication entre les différents niveaux hiérarchiques est simplifiée surtout qu'il existe des facilités de communication (flotte téléphonique).

b. Les points forts du déroulement de C2C

L'opération C2C, permet d'obtenir :

- La mobilisation directe des acteurs de l'éducation en lien direct avec l'opération : directeurs d'AREFs, délégués provinciaux, directeurs d'établissements en ce qui concerne l'organisation, la mise en application et le traitement et l'acheminement des données relatives à C2C.
- La sensibilisation et parfois la mobilisation des différents partenaires de l'Ecole : autorités locales, départements partenaires, AMPTE, ONGs, parents d'élèves etc...
- La sensibilisation, la conscientisation et la mobilisation des directeurs d'établissements participants pour plus de vigilance envers le phénomène de l'abandon scolaire. Les différents responsables sont de plus en plus conscients de l'acuité du phénomène du décrochage et de l'importance des approches préventives.
- La sensibilisation et la mobilisation des enseignants et des élèves participant à l'opération de recensement. Les CDV là où elles sont plus actives et adhèrent à

l'opération, font des efforts dans le sens de la rétention ou la réinsertion des élèves. Les élèves-enquêteurs et des élèves réinsérés sont de plus en plus « immunisés » contre les dangers d'abandonner l'école.

- La sensibilisation et la responsabilisation de quelques parents d'enfants, surtout les mamans qui assistent à l'opération de recensement quand les jeunes élèves enquêteurs passent voir et recenser leurs enfants chez eux. En plus de ceux-là, il y a les employeurs chez qui les enfants non scolarisés ou déscolarisés travaillent.
- Responsabilisation des élèves (contre l'infantilisation de ceux-là même, avant). Engouement des élèves-enquêteurs pour l'expérience. Le choix d'élèves brillants pour enquêter, a un effet positif sur les parents au rural surtout au primaire.
- L'obtention de données assez précises sur les enfants non scolarisés : nombre, localités, raisons de non scolarisation et les conditions de leur retour à l'école. Les élèves déscolarisés sont devenus facile à repérer. L'actualisation de la base des données relative aux non scolarisés est devenue possible.
- Maîtrise des facteurs de la non scolarisation et la déscolarisés en plus de la connaissance des conditions de retour des enfants non scolarisés.
- Une cartographie des non scolarisés et des déscolarisés est devenue possible et parfois même réalisable et réalisée (exemple de Chichawa).
- Possibilité d'un suivi opérationnel et d'accompagnement.
- Préparation du terrain pour l'opération « Caravane sociale » par la préparation de listes nominatives d'enfants à réinsérer.
- Davantage d'ouverture de l'école sur son environnement local.
- C'est une opération qui n'est pas très coûteuse.
- L'opération C2C est devenue présente dans quelques Projets d'Etablissements (P.O) de certaines écoles.

2. Points faibles de C2C

a. Les points faibles de l'organisation de C2

Parmi les points faibles de C2C, on peut citer :

- Manque d'intérêt de beaucoup de responsables envers l'opération à tous les niveaux : national, régional provincial et local; à part la première édition de C2C, qui avait connu la mobilisation de tous les acteurs et les partenaires et qui avait connu un succès énorme, les autres éditions ont rendu l'opération obsolète à tous les égards : organisation, mise en place, exploitation des résultats etc...
- Manque d'appropriation de l'opération par beaucoup de responsables provinciaux : certaines délégations n'assistent pas aux réunions des équipes provinciales au sein des AREFs pour le lancement de l'opération. Elles ne préparent pas de plans d'action et ne participent donc pas à C2C.
- Plaidoyer insuffisant en faveur de l'opération ; l'opération n'est pas accompagnée par un effort de communication soutenu que ce soit au niveau national, régional ou local. « Quand le désintérêt au niveau central est ressenti, ça devient contagieux » a déclaré l'un des interviewés à l'échelle provinciale, « quand un courrier arrive, je vais directement voir la signature en bas, si ça émane d'une source vraiment supérieure je sais que c'est important ... »

- Absence de coordination entre les différents services ayant une relation avec C2C : « C2C est effectué à part, la « carte scolaire » travaille à part, caravane est organisée à part, etc...personne ne se consulte avec personne et cela pose problème parce que lorsqu'on voudrait réinsérer quelqu'un on doit le faire comme s'il n'émanait pas de C2C ».
- Absence de ressources humaines et même matérielles *dédiées* à l'opération. « Qui doit s'en charger ? » s'interroge un surveillant général : « l'enseignant qui a un tableau de service complet ou le directeur qui est accablé de tâches à réaliser ou le surveillant général qui travaille 37 heures par semaine ? »

b. Points faibles du déroulement de l'opération C2C

- L'opération est devenue une question de « personnes » : si ces personnes sont motivées et adhèrent au processus, son déroulement respecte les « règles », les objectifs de C2C sont atteints dans une large mesure, si non l'opération se passe comme « un soufflement de vent, comme en catimini » avait dit un responsable régional.
- L'opération ressemble à une campagne plutôt statique que dynamique: chacun fait de son minimum ; ce qui agit négativement sur la portée essentielle de l'opération à savoir : « la sensibilisation et la mobilisation de tous les acteurs et les partenaires».
- Manque d'appropriation de l'opération par les acteurs et les partenaires à tous les niveaux ; l'un des responsables supérieurs à Chichawa considère que « pour certains, cette opération [C2C] est de trop, elle ne sert à rien, même pour quelques enseignants et quelques directeurs d'établissements aussi » et d'ajouter que « dans quelques régions éloignées, il y'a un certain sentiment d'hostilité envers les institutions y compris l'école, c'est pour cela qu'il y'a un certain refus vis-à-vis du système scolaire en général...la preuve sont les actes de sabotage et de vols perpétrés pendant les vacances contre certaines écoles dans quelques douars» ; parfois il y a comme un boycott de l'école. Si non, « comment expliquer que parmi les 120 élèves de la dernière année du primaire admis en secondaire [dans une école primaire], seulement 6 élèves ont rejoint le collège ? ».
- Perte de confiance en l'opération chez les parents et les enfants du niveau collège, parce que pour ces élèves déscolarisés ou non scolarisés et leurs parents, les conditions de retour restent inchangées : éloignement du collège, absence ou manque de moyens de transport, absence d'internat ou de maison de l'étudiant(e) etc... « c'est une opération qui crée de l'espoir, par contre elle ne crée pas les conditions de retour ! la preuve c'est que dans quelques Douars connus déjà, tous les élèves admis en CEP ne vont pas au collège»
- Les partenaires dans le rural en général participent peu à l'opération et ne « cessent de parler négativement de l'enseignement et l'éducation ».
- Les AMPTE qui sont les partenaires les plus proches des questions des enfants et des élèves, sont loin d'une participation efficace à C2C surtout au niveau du primaire où cette représentation est défailante ; la couverture par cette entité n'est pas encore suffisamment large. Son intérêt principal est encore d'ordre matériel.

- Manque de coordination avec le service de la carte scolaire, ce qui pose problème lors de l'insertion des enfants qui manifestent le souhait de réintégrer l'école. Selon un directeur d'établissement, « ce service parfois va à contre-courant de ce qui est éducatif ; l'opération est parfois infantilisée surtout de la part des parents ».
- Absence de « récompense » des élèves-enquêteurs et des enseignants participant à l'opération. L'on se souvient encore de la première édition quand l'UNICEF a réservé aux participants des indemnités. Quelques délégations remettent aux participants des attestations de participation.
- L'absence de mécanisme permettant d'articuler cette opération sur une opération de mise en exécution immédiate des résultats trouvés.
- Absence de coordination entre primaire et collège ; ce qui fait que l'on ignore si les élèves recensés admis en collège, ont réintégré cet établissement ou non

c. Points faibles du suivi et du traitement et de l'acheminement des résultats

- Bien que simple, l'opération C2C est lourde en réalisation et en suivi et contrôle : déplacements, duplication du dispositif, restauration etc... Les moyens mis à la disposition de l'opération ne sont pas au niveau des objectifs qui lui sont assignés.
- Manque de moyens logistiques pour le suivi de l'opération et manque de campagne de communication professionnelle autour d'elle. Le suivi se fait au téléphone.
- L'opération se termine dès compilation et envoi des résultats au centre, or ce n'est pas le centre qui est important ici, c'est plutôt le local « lorsqu'un tiers des élèves admis en Certificat d'Etudes Primaires (CEP) à Chichawa par exemple, ne vont pas au collège, c'est un problème dont la solution doit être initiée au local d'abord ». L'exploitation de ces résultats n'est pas systématique. La restitution provinciale et nationale ne se fait plus.
- L'absence d'accompagnement et de contrôle de terrain de l'opération, met en doute la prétention de l'avoir réalisée. L'un des directeurs interviewé a déclaré que « dans les écoles satellites il y'aurait des questionnaires fictifs ! »
- Au dire d'un chef de centre ENF, c'est un applicatif qui n'appartient pas officiellement au Ministère. Il appartient à un certain inspecteur qui le met en activité chaque année.
- C'est un applicatif qui compile les données et ne permet pas le traitement flexible de celles-ci. « Si besoin y est de saisir de nouvelles données, il faut d'abord écraser celles qui y existent déjà ».
- Cet applicatif ne permet pas de manipuler les données pour en ressortir une cartographie des informations selon les communes, les écoles, le nombre d'enfants recensés, ceux réinsérés etc...

3. Synthèse

Si l'opération C2C permet la sensibilisation et la mobilisation de quelques acteurs de l'éducation en général, de quelques enseignants et de quelques parents etc...et permet l'obtention de données assez précises sur la population cible concernée et la maîtrise des facteurs de la non scolarisation et la déscolarisation ainsi que l'ouverture de l'école sur la

communauté locale, chose qui est importante, elle est par contre affrontée à des défis très consistants.

Parmi ces défis, l'on cite : le manque d'intérêt et d'appropriation de l'opération de la part de beaucoup de responsables aux niveaux régional, provincial et local. De même que c'est une opération qui souffre d'un manque de plaidoyer efficace et de coordination entre les différents services à ces niveaux mêmes. Le manque de ressources humaines dédiées à l'opération et de ressources financières handicapent l'effort d'accompagnement et de suivi nécessaire pour donner de l'envergure à l'activité. Si l'on ajoute à ces éléments l'absence de moyens logistiques suffisants, l'on dira que c'est une opération qui devrait se suffire à elle-même ce qui la rend très obsolète vis-à-vis des objectifs qui lui sont assignés. Dans la communauté locale, les parents et d'autres partenaires sont en perte de confiance vis-à-vis de son efficacité puisqu'à leurs yeux c'est une opération qui est incapable de changer quoi que ce soit au statu quo existant déjà qui est celui des moyens très insuffisants pour construire des établissements de collège ou d'internats et d'espaces d'accueil adéquats. En ce qui concerne le traitement et l'acheminement des résultats, l'opération dispose d'un applicatif informatique qui, s'il permet la saisie et le traitement des résultats, souffre néanmoins de flexibilité et de pouvoir de manipulation des données afin d'en profiter au maximum dans l'orientation des efforts des services extérieurs vis-à-vis surtout des différents partenaires œuvrant dans le domaine de l'école de la 2^{ème} chance par exemple (cartographie provinciale et régionale des établissements, des localités et des enfants non scolarisés et déscolarisés).

H. Propositions d'amélioration de l'opération C2C

A la suite de l'analyse des points forts et des points faibles de l'opération C2C, nous proposons les améliorations suivantes. Elles sont reprises en résumé vers la fin du rapport et donnent lieu aux recommandations de restructuration de l'opération qui sera proposée comme conclusion.

Pour améliorer le déroulement de C2C, voici des propositions de terrain ; Ce sont des améliorations qui touchent à l'opération C2C en elle-même et des améliorations qui concernent les mesures d'accompagnement :

1. Mesures d'amélioration de l'organisation et de la gestion de l'opération C2C

- Elaborer un plan d'actions provincial à objectifs chiffrés en nombres d'enfants à recenser et à réinsérer en *y impliquant*: les autorités locales, les ONGs, les élus, les parents d'élèves et tous les acteurs de la communauté locale ayant un rapport avec la problématique de l'école.
- Maintenant que l'opération est rodée et que beaucoup de directeurs d'établissements et d'enseignants connaissent le processus, procéder à l'allègement du programme en amont de l'école en déléguant l'opération dans son aspect pratique aux établissements scolaires en les dotant des subventions nécessaires pour dupliquer le dispositif et prévoir une indemnité aux participants à l'opération.

2. Mesures d'amélioration du déroulement de C2C

- Généraliser l'opération C2C à tous les établissements du primaire et du secondaire collégial surtout dans le milieu rural, en insistant sur son aspect de sensibilisation et de mobilisation contre le décrochage en assurant aux nouveaux participants les formations nécessaires.
- Réserver une demi-journée de sensibilisation *effective*, contre l'abandon scolaire à tous les élèves de l'établissement en y intégrant des activités ludiques ou culturelles (pour le primaire surtout), témoignages d'élèves ayant vécu l'expérience de l'abandon et/ou du travail pénible, exposition de documents audio-visuels, activités pédagogiques et de création des élèves...
- Inviter à participer à cette activité depuis la phase d'organisation : les autorités locales, les élus, les ONG partenaires, les parents d'élèves, etc...
- Sélectionner les élèves-enquêteurs à la fin de cette demi-journée en présence des autres élèves pour les responsabiliser tous et garantir leur adhésion.
- Les former ensuite à bien mener l'entretien de recensement et les entraîner à renseigner le questionnaire (voir nouvelle fiche/guide de l'enseignant).
- Les accompagner par un dispositif de communication locale (banderoles, tee-shirts, casquettes, flyers, etc...) avec la participation des ONGs locales.
- Prendre les décisions de retour des enfants souhaitant réintégrer l'école immédiatement en les invitant et leurs parents à une demi-journée de concertation, de sensibilisation, d'orientation (école de la seconde chance) et d'inscription / réinscription surtout pour le primaire.
- Organiser une demi-journée de restitution des résultats du recensement et de réinsertion (à l'échelle provinciale) avec la participation des autorités locales, les ONGs, les élus, les parents d'élèves et tous les acteurs de la communauté locale ayant un rapport avec la problématique de l'école et/ou ayant participé à l'élaboration du plan d'action provincial, pour y débattre des problèmes qui restent à résoudre encore (surtout pour le collège) : structures d'accueil adaptées, internats, bourses, transport etc...et prendre les décisions qui s'y rapportent.
- Prendre les décisions d'octroi des bourses juste après la déclaration des résultats de fin d'année et inviter les enfants recensés qui n'ont pas eu de bourses et leurs parents afin de leur trouver des solutions adaptées à leurs situations.
- Encourager au maximum la création de classes de collège au sein des écoles primaires dans le milieu rural et amender la loi (arrêté 376), pour les reconnaître en tant que collège. Cela permettra de diminuer au maximum le nombre de déscolarisés encore élevé pour ce niveau là (12 / 15 ans), puisque les élèves resteront à leurs positions et n'auront pas à changer de situation nécessitant internats, bourses, transport etc...et impliquant des investissements trop lourds.
- Organiser une journée nationale de restitution des résultats de C2C et des actions entreprises à son encontre et celles à entreprendre encore.

«Dans ce collège, déclare un enseignant, avant l'internat, nous avions 300 élèves d'inscrit s seulement, actuellement avec l'internat on en compte 644 »

- Greffer « la caravane pour l'appui à la scolarisation » sur C2C en y intégrant tous les partenaires y ayant participé y compris les élèves-enquêteurs et ceux recensés et réinsérés.

3. Mesures d'accompagnement du déroulement de C2C

Faire de C2C un programme intégré :

- Au niveau central: créer un évènement national C2C (loin de l'esprit de « campagne ») : réunir tous les acteurs et partenaires, faire participer tous les secteurs en relation avec l'école : équipement, intérieur, jeunesse et sport, santé, affaires islamiques, artisanat, agriculture, office national de l'eau et de l'électricité (ONEE), etc...pour plaider en faveur de l'éducation et de la formation comme cause nationale qui concerne tout le monde et qui nécessite l'effort de tous les partenaires pour rendre active la question du droit de l'enfant à l'éducation et pour responsabiliser tous les secteurs envers l'école.
- Communiquer en amont et en aval de C2C pour susciter l'intérêt et l'adhésion de tous à la question de « l'éducation pour tous ».
- Responsabiliser l'ensemble du gouvernement vis-à-vis de l'ampleur du phénomène et des solutions à y apporter en le programmant dans l'ordre du jour d'un conseil de gouvernement (exemple : le problème de la fraude aux examens qui est devenu une affaire nationale)
- Responsabiliser les Walis des régions, les directeurs des AREFs, les délégués, les directeurs des établissements, les conseils de gestion, les CDV etc ... par une approche de résultats et de plans d'actions à objectifs précis et mesurables concernant la rétention des élèves dans les établissements scolaires et la réinsertion des enfants non scolarisés.
- Assurer les moyens nécessaires pour la réalisation du programme C2C.
- Mobiliser la société civile, les autorités locales, les communes etc... autour de l'école.
- Miser sur la généralisation de la création des AMPTE dans tout le niveau primaire et les rallier à tous les efforts de l'éducation à tous les autres niveaux en pensant à leur qualification par leur intégration à une Fédération qui les regrouperait toutes.
- Les faire asseoir aux conseils administratifs des AREFs.
- Créer le débat autour de la question de l'abandon scolaire et l'étaler sur toute l'année scolaire par les moments cruciaux : rentrée scolaire, résultats semestriels, orientation scolaire surtout au niveau local avec la participation de tous : parents, ONGs, acteurs et partenaires, élus et autorités locales etc...
- Créer un débat autour de l'obligation scolaire en instituant davantage de mesures incitatives.
- Plus d'ouverture de l'école à la société civile, aux parents d'élèves, aux manifestations socioculturelles et sportives etc...
- Faire participer les élèves à cet effort et à tous les

«Jadis, dans la réunion provinciale en présence du gouverneur, raconte ce chef de service ENF, ce dernier avait réparti les tâches de l'appui à la scolarisation sur le champ entre les différents partenaires et services et a annoncé qu'il fera le suivi de cela, ce qui a garanti l'adhésion de tous »

niveaux.

4. Mesures d'amélioration du traitement et de l'acheminement des résultats de C2C

Les améliorations à apporter au traitement et à l'acheminement des résultats se déclinent comme suit :

- Le logiciel / applicatif doit appartenir et être développé par le Ministère qui dispose des compétences requises pour cela.
- Ce logiciel doit faire partie du site web du Ministère.
- « Avoir la main » pour les responsables pour leur permettre de suivre l'état de saisie des données en temps réel et pour leur permettre d'agir sur ces données si nécessaire.
- Créer des passerelles de C2C vers « la Caravane »
- Y introduire la possibilité même de connaître la proportion des enfants recensés et / ou réinsérés.
- Y introduire la possibilité de suivre ceux parmi les recensés qui n'avaient pas été réinsérés pour pouvoir agir en conséquence.
- Pouvoir même y entrer les listes nominatives pour exclure la possibilité de réintroduire des enfants déjà recensés auparavant. Ce qui permettra des économies dans la duplication du dispositif de C2C.

5. Synthèse

Pour pouvoir améliorer l'opération C2C, nous proposons les suggestions suivantes : Lors de la préparation des plans d'actions, veiller à y impliquer tous les acteurs et les partenaires concernés afin de les responsabiliser depuis le début du processus jusqu'à son aboutissement pour qu'ils soient en mesure de participer aux solutions proposées. Cela nécessite aussi l'allègement de l'opération en la déléguant aux établissements scolaires en leur assurant la possibilité de dupliquer le dispositif de travail. Par ailleurs, C2C serait plus utile si elle est généralisée à tous les établissements du milieu rural surtout. Cela permettra une sensibilisation plus accrue et des résultats plus soutenus surtout si l'on arrive à rendre plus efficace les demi-journées de sensibilisation et de formation des élèves sélectionnés pour l'enquête. Ces élèves seront plus efficaces aussi s'ils sont appuyés par leurs établissements et s'ils sont accompagnés par un effort de communication et de motivation. Mais l'amélioration la plus fructueuse serait de pouvoir prendre les décisions de réinsertion immédiatement après le recensement des enfants non scolarisés ou déscolarisés en leur offrant ainsi qu'à leurs parents la possibilité de contacter l'école concernée pour discuter de l'inscription de ces élèves et de la résolution de leurs problèmes.

Un effort de restitution locale, provinciale et régionale et même nationale des résultats de l'opération est sollicité. Les différents acteurs et partenaires participant à l'opération ignorent ce que l'on fait de ces résultats. Cet effort doit être accompagné d'une campagne de communication et de plaidoyer capable de créer l'évènement capable de donner du sens à cette opération et permettant l'adhésion de tous les partenaires à cette activité en lançant le débat national autour du phénomène en question.

Par ailleurs, il s'avère nécessaire d'assurer à l'opération les moyens financiers et humains dédiés pour permettre le suivi et l'accompagnement nécessaires.

Une difficulté d'ordre pratique doit être résolue : il s'agit de trancher sur la question d'octroi des bourses avant la fin de l'année pour permettre une visibilité plus grande aux élèves dans le besoin afin qu'ils soient en mesure de prendre les décisions qui leur incombent en ce qui concerne leur avenir et essayer de résoudre les problèmes qui s'imposent au cas de non obtention de bourse.

En ce qui concerne le traitement et l'acheminement des résultats, l'effort doit être consenti pour doter l'opération d'un système de information et de gestion capable de manipuler les résultats obtenus afin de permettre leur exploitation plus facilement et dans tous les sens de la gestion de l'opération.

Remarque : à la délégation de Chichawa, le chef de service ENF avait amélioré cet applicatif en y introduisant la possibilité de traiter les données saisies et en faire ressortir une cartographie relative aux données de chaque commune en établissements et en nombre de non scolarisés et déscolarisés etc...ce qui permet de cibler efficacement les interventions des intervenants. Les cartes utilisées sont officielles puisqu'elles étaient ramenées de la préfecture.

I. Déroulement de l'opération de la caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation sur le terrain

1. Organisation et gestion de la « Caravane pour l'appui à la scolarisation »

a. Organisation et gestion de la Caravane au niveau de l'AREF

L'organisation de la « caravane » sur le terrain au niveau de l'AREF, commence par une réunion au sein du service concerné de l'AREF pour élaborer un plan d'action selon les dates et les orientations du document de référence de la DENF. Puis une réunion de validation est provoquée. Cette réunion se tient généralement avant la fin du mois de Juillet. Y participent parfois les services de la planification, de l'équipement, la vie scolaire, l'inspectorat, les équipes provinciales des différentes délégations etc...pendant la période couverte par le plan d'urgence, cela se passait en grand événement « parce qu'il y avait un budget conséquent ». Actuellement, les choses sont réduites au minimum : des correspondances sont envoyées aux autorités territoriales pour solliciter leur participation. Des réunions sont tenues au sein des circonscriptions programmées les jours correspondant aux dates des visites programmées à cet effet.

b. Organisation et gestion de la Caravane au niveau des délégations provinciales

Les délégations élaborent leur plan d'action selon le modèle en visant les établissements qui enregistrent une acuité du phénomène de non scolarisation et de déscolarisation. Les autorités locales ainsi que les ONGs locales sont invitées à participer aux différentes activités programmées. Puis une réunion est déclenchée au sein de la délégation. Elle comprend les services de la vie scolaire, de la planification, de l'équipement, les APTE, les responsables des maisons de l'étudiant et d'autres partenaires selon le cas (l'ONEE par exemple). Y prennent part évidemment tous les directeurs des établissements des niveaux primaire et secondaire collégial. Un exposé est présenté. Il met en évidence les différents indicateurs de la question de la non scolarisation et l'abandon scolaire dans la délégation : nombre d'établissements, nombre d'élèves, nombre de non scolarisés, des élèves ayant abandonné. Dans la délégation de Chichawa, ces résultats sont illustrés par un effort de

cartographie qui met en relation ces résultats et les localités où ils sont enregistrés. Cette occasion est exploitée aussi pour tirer au clair toutes les questions relatives à l'opération du million de cartables, des bicyclettes à distribuer, des programmes d'appui social etc...

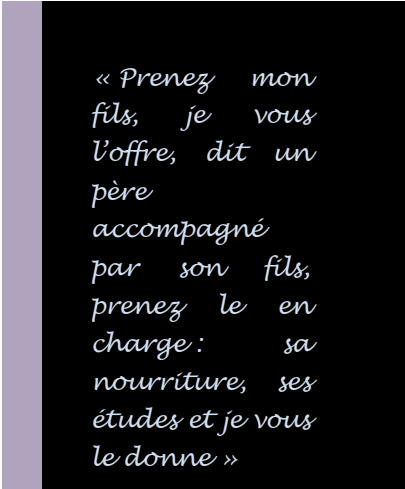
c. Organisation et gestion de la Caravane au niveau des établissements scolaires

L'organisation et la gestion de la Caravane au niveau des établissements scolaires ne nécessitent pas de préparatifs particuliers. Là où elle est organisée, des efforts sont déployés pour se procurer une tente, des dispositifs de sonorisation et la coordination avec les AMPTE ou avec la commune pour des subventions relatives à la réception des parents et des invités qui seront présents lors de la journée de l'école. Quelques collèges organisent des sorties aux alentours des établissements scolaires pour rendre visite aux enfants qui ne sont pas scolarisés ou ayant abandonné l'école.

2. Déroulement de l'opération « caravane »

a. Déroulement de l'opération « caravane » au niveau des AREFs

Au niveau des AREFs, le coup de lancement est donné par la distribution des fournitures scolaires pour les élèves et des bicyclettes. Des établissements scolaires nouveaux ou des établissements d'accueil sont inaugurés. Quand des représentants des autorités locales adhèrent, ils participent à ces activités. Des ONGs œuvrant dans le domaine de l'abandon scolaire ou autre y participent aussi. Parfois, ces activités sont couvertes par des reportages de la télévision nationale. Des tee-shirts sont distribués aux élèves. Des drapeaux nationaux sont élevés aux devantures des établissements participant. Une banderole faisant acte de sensibilisation à l'importance de la scolarité est érigée à la rentrée de ces établissements. Des visites aux établissements scolaires sont effectuées selon un programme préétabli. Elles visent le suivi des inscriptions des nouveaux élèves au primaire, le retour des non inscrits des élèves à la première année du collège, leur nombre, les causes de leur abandon etc... Ces visites concernent surtout les établissements du milieu rural qui souffrent le plus du phénomène. Des entretiens sont menés avec les élèves sur les conditions de la scolarisation, les difficultés rencontrées etc... le suivi concerne aussi la tenue à jour des documents de suivi qui doivent être tenus par les directeurs des établissements : plan d'action local, fiche de suivi, listes des inscrits etc...



*« Prenez mon
fils, je vous
l'offre, dit un
père
accompagné
par son fils,
prenez le en
charge : sa
nourriture, ses
études et je vous
le donne »*

b. Déroulement de la « Caravane » au niveau des délégations provinciales

Dans la pratique, l'activité la plus présente au niveau des délégations, est celle des visites effectuées aux établissements programmées par la délégation. Ces dernières coïncident parfois avec les visites de l'équipe de l'AREF. Elles sont l'occasion de distribuer les fournitures scolaires programmées ou les bicyclettes. Vient ensuite la visite aux souks. Les membres de l'équipe provinciale plus les directeurs des établissements du bassin scolaire concerné munis de mégaphone sillonnent les allées du souk pour annoncer aux habitants la possibilité offerte aux enfants pour regagner l'école. Des discussions sont déclenchées ici et là avec des parents d'élèves déscolarisés ou d'enfants non scolarisés du tout. Parfois ça tourne bien, l'espoir est là ; parfois mal ; « des parents sont mécontents du fait que rien ne

change aux conditions d'accueil surtout : pas d'internat, pas de maisons d'accueil ». Pour eux, l'opération ne mène à rien : les mêmes difficultés persistent : éloignement du collège surtout, manque de transport, absence d'établissements d'accueil.

Souvent ces visites sont couvertes par des reportages de la radio régionale. Le Mokaddem est souvent présent aussi.

Au début de l'année scolaire, une correspondance est remise aux directeurs des établissements scolaires pour faire de la journée de l'école (journée de la fête de l'école) une journée de sensibilisation à la scolarisation.

c. Déroulement de l'opération « caravane » au niveau des établissements scolaires

Au sein de quelques écoles primaires participantes à l'opération, dans la plupart des cas, la Caravane, est concrétisée par le dressage d'une tente au sein de l'établissement pendant « la journée de l'école ». Des parents d'élèves sont invités à une réunion dans laquelle des speeches de sensibilisation contre les méfaits de l'abandon scolaire sont dits. L'accent est mis sur les chances et les facilités offertes aux enfants non scolarisés et déscolarisés. Des discussions sont déclenchées avec les parents et les différents acteurs et partenaires présents : directeur, CDV, enseignants, élus, autorités locales (Mokaddem surtout), AMPTE etc... « Les ONGs ne participent pas beaucoup » a insisté à dire l'un des directeurs interviewés. Les problèmes sont exposés ainsi que des solutions : (manque de latrines dans les écoles, absentéisme des enseignants, manque de suivi des élèves, mauvais résultats de quelques-uns parmi eux etc...). Les cartables et les fournitures scolaires sont distribués. Des bicyclettes aussi (s'il en existe). Souvent, cette journée est programmée le jour du souk hebdomadaire.

Des discours en faveur de l'insertion des enfants non scolarisés et déscolarisés sont prononcés dans les mosquées pendant les prières du Vendredi. Elles ont comme but de motiver les parents à aller inscrire ou réinscrire leurs enfants en âge de scolarisation.

De nombreuses écoles se contentent de hisser à l'entrée de l'établissement une banderole rappelant la participation à la Caravane sociale. « Les cellules de veille sont mobilisées toute l'année pour lutter contre le décrochage » a annoncé un enseignant !

Les ONG quand elles sont motivées et adhèrent, elles font bouger les choses. A Chichawa, l'une d'elles octroie une subvention aux parents d'élèves réinsérés assez substantielle (250 dhs / mois) en contrepartie d'un certificat de scolarité régulière. Elle a à son actif actuellement 200 filles réinsérées.

Dans d'autres établissements, les enseignants en coordination avec une ONG active dans le domaine, vont dans l'un des Douars proches, demandent au Mokaddem de leur rassembler les enfants à réinsérer et font parfois le porte à porte pour les convaincre de regagner l'école. Dans un des collèges que nous avons visités, cette même ONG se charge de l'animation des clubs et des activités scolaires. Elle joue aussi le rôle d'intermédiation entre les parents et l'établissement scolaire.

D'autres établissements « ne connaissent pas » la caravane pour la mobilisation contre le redoublement et le décrochage. Ils n'organisent aucune activité. Il s'agit de deux des collèges où nous nous sommes rendus.

d. Déroulement de l'opération « caravane » au niveau des élèves eux-mêmes

Tous les élèves du niveau primaire que nous avons rencontrés, ne se rappellent pas avoir participé à la « caravane sociale pour la mobilisation contre le redoublement et l'abandon scolaire » ! Ils ne connaissent pas le terme d'ailleurs. Quelques-uns parmi eux, se sont rappelés d'une « tente qui avait été dressée au sein de l'établissement et qu'il y avait du monde ». Ces enfants ne pouvaient pas participer à C2C et à la « caravane » parce que les activités de celle-ci sont placées chronologiquement avant le déroulement de C2C. Mais aux collèges, c'était possible. Alors les élèves du niveau secondaire collégial interviewés n'y ont pas participé aussi. Parmi eux, il y avait quelques-uns qui savaient qu'il y avait une telle activité nommée « caravane », mais n'avaient pas pu donner de détails.

Parmi les élèves réinsérés, il y avait quelques-uns qui l'avaient été à travers l'opération « caravane » ; tous regrettent d'avoir quitté l'école. Ils ont dit avoir eu des difficultés pour suivre les cours à leur retour. Chacun s'est débrouillé à sa manière pour s'en sortir. Ils reconnaissent que quelques enseignants se sont intéressés à leurs difficultés. D'autres non. Aucun programme de soutien spécifique ne leur a été consacré. La débrouillardise était la seule alternative possible pour eux. Tous ces élèves ont de grands rêves. Ils ont une conviction très solide de la nécessité absolue de continuer les études au maximum.

3. Suivi de l'opération Caravane

Un système de suivi est conçu pour accompagner le déroulement de l'opération Caravane. Une fiche de récapitulation est conçue pour cette fin. Elle a été décrite plus haut.

a. Suivi de la Caravane au niveau des AREFs

Sur le terrain, le suivi au niveau des AREFs se fait pratiquement par téléphone par manque de moyens logistiques surtout. Les visites de terrain programmées pour effectuer les activités de sensibilisation et de mobilisation des acteurs et partenaires de l'Education Nationale sont aussi des occasions de suivi et d'accompagnement. Les équipes s'enquière du bon déroulement des activités, des difficultés rencontrées et de la manière par laquelle on pourrait y remédier, du nombre des inscrits, du nombre d'enfants réinsérés.

« J'avais regretté d'avoir abandonné l'école pour un moment et quelques fois, je m'y rendais juste pour me rappeler ses beaux jours ! Je suis sûre que beaucoup de filles ont le même sentiment, mais hélas les conditions parfois ne le permettent pas »

b. Suivi de la Caravane au niveau des délégations

Les délégations font de même. Des visites de terrain dans les proximités des localités où le phénomène de la non scolarisation et la déscolarisation est accentué. Il s'agit surtout de visites coïncidant avec les journées de Souk hebdomadaire. Des tournées dans les différents espaces du souk sont effectuées. Parfois, ces visites sont programmées conjointement par l'AREF et la délégation pour faire le travail de la sensibilisation ensemble.

c. Suivi de la Caravane au niveau des établissements scolaires

Au niveau des écoles, ce suivi est organisé. Des dates sont proposées pour relever tous les indicateurs de l'état des inscriptions des élèves sur un tableur Excel. Ces dates sont : le 12 septembre, le 30 septembre et le 20 octobre (ces dates sont pour 21012). Ces indicateurs sont : la proportion de la non scolarisation pour l'année d'avant, le nombre prévu pour

l'année en cours, le nombre d'élèves inscrits, le nombre d'enfants non scolarisés, pourcentage de la non inscription. Ils sont valables pour les trois niveaux scolaires : primaire, secondaire collégial et qualifiant. Ces mêmes indicateurs sont réitérés pour relever l'état de la scolarisation en 1^{ère} année du primaire, du secondaire collégial et du tronc commun du niveau secondaire qualifiant (voir annexe : K).

Des listes des enfants réinsérés sont dressées par les directeurs des établissements. Ils contiennent des informations concernant les noms de ces élèves, leur sexe, leur niveau scolaire, et la situation de leur non scolarisation : abandonnant ou non réinscrit en plus d'un récapitulatif sur le sexe de ses élèves tout en bas (voir annexe : L). Un rapport global est élaboré. Il est accompagné par les listes des élèves réinsérés et les résultats du suivi de l'opération. Une copie est remise aux autorités territoriales et au Ministère de tutelle via la délégation et l'AREF.

Ces listes sont remises aux autorités territoriales aussi. Le but est de solliciter leur intervention auprès des habitants pour les amener à réinscrire leurs enfants non scolarisés encore.

4. Synthèse

Sur le terrain, l'opération Caravane sociale, est réduite au minimum : des correspondances sont envoyées aux autorités territoriales pour solliciter leur participation. Des réunions sont tenues au sein des circonscriptions programmées les jours correspondant aux dates des visites programmées à cet effet. Au sein de quelques écoles primaires participantes à l'opération, dans la plupart des cas, la Caravane, est concrétisée par le dressage d'une tente au sein de l'établissement pendant « la journée de l'école ». Des parents d'élèves sont invités à une réunion dans laquelle des speeches de sensibilisation contre les méfaits de l'abandon scolaire sont dits. L'accent est mis sur les chances et les facilités offertes aux enfants non scolarisés et déscolarisés. Des discussions sont déclenchées avec les parents et les différents acteurs et partenaires présents : directeur, CDV, enseignants, élus, autorités locales (Mokaddem surtout), AMPTE etc... Les problèmes sont exposés ainsi que des solutions : (manque de latrines dans les écoles, absentéisme des enseignants, manque de suivi des élèves, mauvais résultats de quelques-uns parmi eux etc...). Les cartables et les fournitures scolaires sont distribués. Des bicyclettes aussi (s'il en existe). Souvent, cette journée est programmée le jour du souk hebdomadaire.

Le suivi de l'opération se fait pratiquement par téléphone par manque de moyens logistiques surtout. Les visites de terrain programmées pour effectuer les activités de sensibilisation et de mobilisation des acteurs et partenaires de l'Education Nationale sont aussi des occasions de suivi et d'accompagnement.

J. Points forts et points faibles de l'opération Caravane

1. Points forts de l'opération Caravane

a. Les points forts de l'organisation et la gestion de la Caravane sociale pour l'appui à la scolarisation au niveau des AREFs, des délégations et des établissements scolaires

Les points forts les plus saillants de la « caravane pour la mobilisation sociale », au niveau de son organisation et sa gestion peuvent être présentés comme suit :

- Parce que cette opération est à sa troisième édition, l'organisation et la gestion des activités qui s'y réfèrent n'est plus un problème. Un plan d'action est élaboré au niveau de l'AREF. Les opérations qui y sont étalées manifestent une maîtrise totale de son processus. Les prérogatives de chaque partie sont claires et alignées dans le temps qu'il faut. Le dispositif nécessaire pour cette opération est préparé et distribué aux établissements à temps. Il s'agit surtout du dispositif de suivi et d'accompagnement.
- Au niveau des établissements scolaires qui y participent, le processus est rodé aussi. Les directeurs de ces établissements ainsi que les enseignants qui y adhèrent ont acquis les modalités d'organisation et de gestion de l'opération. Ils maîtrisent aussi la documentation du suivi et du traitement des données recueillies lors déroulement de cette opération.

b. Les points forts du déroulement de la Caravane sociale pour l'appui à la scolarisation au niveau des AREFs, des délégations et des établissements scolaires

- Le déroulement de la Caravane est passée actuellement à un stade qui permet de cibler les localités et les régions les plus touchées par le phénomène de la non scolarisation et la déscolarisation d'où l'extension de l'opération au niveau secondaire qualifiant cette année-ci puisque les efforts déployés en son sein - quand les différents acteurs y adhèrent- visent des localités particulières.
- C'est une opération qui permet la possibilité de mobiliser les acteurs et les partenaires de l'école pour contribuer à aplatir les difficultés qui sont à l'origine de beaucoup de cas d'abandon scolaire et de non scolarisation.
- Elle permet la sensibilisation des acteurs de l'éducation (surtout les CDV) à l'importance du suivi et de l'appui des élèves à risque pendant leur cursus scolaire pour prévenir l'abandon scolaire.
- Elle permet la mobilisation autour de l'inscription et la réinsertion des enfants souhaitant rejoindre l'école en faisant adhérer les CDV à cet effort.
- C'est une opération qui ouvre le champ large devant l'amorce des solutions locales aux problèmes qui est une approche très efficace.
- Elle permet le dialogue responsables / parents et habitants pour étaler les problèmes et les difficultés qui rendent malade l'institution scolaire.
- Elle ouvre le dialogue école / partenaires pour faire évoluer les choses positivement.
- Elle permet de connaître les raisons de l'abandon scolaire et de la non scolarisation et les défaillances des établissements scolaires.

c. Les points forts du suivi et du traitement et l'acheminement des données de la Caravane pour l'appui à la scolarisation au niveau des AREFs, des délégations et des établissements scolaires

- Le suivi quant aux résultats se fait sans difficultés significatives : les fiches de suivi périodique (voir plus haut) sont renseignées selon les délais prescrits. Les listes des élèves réinsérés sont préparées. Ces résultats sont ensuite envoyés aux délégations où ils sont compilés et envoyés aux Académies régionales où ils seront traités et compilés avec les résultats des différentes délégations de la région. Ces résultats ainsi regroupés, seront envoyés à la DENF.

2. Les points faibles de la Caravane sociale

a. Les points faibles de l'organisation et de la gestion de la Caravane

Parmi les points faibles de l'organisation et la gestion de l'opération caravane, l'on décèle que :

- La caravane semble s'organiser et se réaliser dans son minimum étant donné le manque de budget et de ressources humaines. Dans beaucoup de cas, elle se limite à une demi-journée de rassemblement dans quelques écoles pour donner son coup d'envoi par la distribution des fournitures scolaires aux élèves et des bicyclettes et par l'ouverture d'internats ou de maison de l'étudiant.
- La caravane n'est pas greffée sur C2C. C'est-à-dire que ces deux opérations sont étrangères l'une à l'autre alors que dans la réalité, caravane a été initiée à la suite des résultats de C2C. C2C effectue le recensement, mais Caravane devait accomplir le travail par l'insertion des enfants non scolarisés et déscolarisée recensés dans C2C. Elle devait capitaliser sur l'effort déployée par C2C. Ne serait-ce que par l'implication des élèves ayant participé à C2C.
- Le retour de l'information (restitution des résultats au niveau local surtout) à propos des résultats ne se fait généralement pas ou ne se fait plus ; et donc la sensibilisation manque de ce côté.

b. Les points faibles du déroulement de la Caravane

- Dans les écoles où l'opération est programmée, c'est souvent l'affaire d'une demi-journée aussi : dressage d'une tente, hissage d'une banderole et quelques festivités autour d'un thé ou d'un déjeuner en plus d'un débat qui est parfois assez tendu entre les responsables et les habitants sur le statu quo. Des photos sont prises pour éterniser des moments souvent vite oubliés.
- Les raisons à cela: pour le primaire, lorsque les écoles sont proches du lieu d'habitation, et où la grande majorité des enfants est scolarisée et c'est souvent le cas, l'opération ne semble pas assez pertinente. Elle a surtout un effet de sensibilisation à la scolarisation. Les débats tournent autour du niveau scolaire qui ne cesse de baisser, sur l'absentéisme des enseignants, l'échec scolaire etc... Mais là où les écoles sont loin des enfants, surtout pour le niveau collégial, la réalité perdure : absence de collège proche, difficultés liées au manque de transport régulier et à bas prix, manque de lieux d'accueil (internats et maison de l'étudiant). Cette réalité nécessite des investissements trop lourds pour être réalisés immédiatement. Devant cette réalité, la caravane est inefficace.

Lorsqu'elle est effectuée une deuxième fois dans le même lieu, dans une situation inchangée, elle suscite parfois mécontentement et mépris. C'est ce qui explique les tensions enregistrées parfois entre les responsables et les habitants pendant les campagnes d'information et de sensibilisation lors des tournées dans les Souks surtout.

- Les élèves réinsérés d'habitude sont très vulnérables et nécessitent un travail sérieux de mise à niveau qui n'est pas fait par manque de structure dédiée et efficace. Un effort de soutien pédagogique est déployé en leur faveur, mais il est insuffisant. Beaucoup d'élèves repartent après leur retour. Cet appui n'atteint jamais le niveau de l'accompagnement souhaité. « Il y'a zéro directeur qui les prend comme s'ils étaient ses enfants, la question pour la plupart n'est pas un souci du moment qu'ils ne sont pas évalués sur les résultats réalisés ». Mais ceux parmi les élèves insérés qui s'accrochent, réalisent parfois de très bons résultats comme cette fille réinsérée dans une classe de collège qui a eu une moyenne de 17 sur 20.
- Le programme « Tissir » qui consiste à faire bénéficier les parents d'une allocation mensuelle a apporté des fruits. Beaucoup d'élèves sont ainsi retenus à l'école. Mais au dire d'un chef de service de l'ENF, ce programme a fait grossir le nombre d'élèves qui redoublent parce que bien qu'ils n'arrivent pas à suivre pendant les cours, ils continuent à être présents mais n'obtiennent pas les moyennes requises pour passer au niveau supérieur et redoublent donc la classe.

c. Les points faibles du suivi et du traitement et de l'acheminement des résultats de l'opération Caravane

Le suivi de l'opération souffre de manque de moyens logistiques et humains. Si pendant le plan d'urgence, les équipes régionales et provinciales sillonnaient le territoire pour suivre de près le déroulement de l'opération au fur et à mesure de son effectuation, la question maintenant est à son plus bas niveau. le suivi est fait par téléphone. Le service de communication par téléphone assuré par la flotte téléphonique sert beaucoup dans ce sens.

3. Synthèse

Du fait de la réalisation de la caravane sociale pour trois fois jusqu'à maintenant, l'organisation et la gestion de cette opération ont dépassé le stade du rodage. Elle est devenue actuellement une affaire de routine ayant atteint un stade où elle vise actuellement les localités les plus touchées par la non scolarisation et la déscolarisation. Elle a maintenant toutes les forces pour sensibiliser et mobiliser tous les acteurs et les partenaires de l'éducation. Elle a même ouvert le bal devant l'amorce de solution locales à travers le dialogue responsables / parents et partenaires locaux.

Cependant et à cause du manque de moyens humains et financiers, cette opération semble se réduire à son stricte minimum : manifestations à l'échelle régionale et provinciale concrétisées par l'ouverture d'établissements scolaire ou d'internats ou autre et distribution de cartables et de fournitures scolaires et parfois de bicyclettes. L'opération qui est sensée répondre aux résultats de C2C lui semble tout à fait étrangère. Les élèves enquêteurs dans C2C ne se rappellent pas des activités de la caravane dans leurs établissements. Les enfants réinsérés sont plutôt très vulnérables et souffrent d'handicaps d'apprentissage qui

les poussent au décrochage à nouveau. Le programme Tissir permet de retenir une large proportion de ceux-là mais semble apporter des résultats contraires à ses objectifs : le taux du redoublement augment parce que des élèves qui en bénéficient ne veulent pas aller dans d'autres établissements ne bénéficiant pas de ce programme au cas où ils y seraient amenés. Ils préfèrent dans ce cas redoubler la classe dans leurs propres écoles !!!

K. Les améliorations à apporter à l'opération Caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation

A la suite de l'analyse des points forts et des points faibles de l'opération de la Caravane sociale, nous proposons les améliorations suivantes. Elles sont reprises en résumé vers la fin du rapport et donnent lieu aux recommandations de restructuration de l'opération qui sera proposée comme conclusion.

1. Les améliorations à apporter à l'organisation et à la gestion de la Caravane de mobilisation sociale

Du point de vue de la conception, la planification, l'organisation et les instruments utilisés dans cette opération, la confrontation à la conjoncture n'a pas révélé de difficultés à l'usage. Les objectifs sont clairs et les activités programmées pour les atteindre sont compatibles. Les manières proposées pour les mettre en application correspondent bien à la nature de ces activités (voir annexe : 14). Les instruments de suivi et enregistrement des élèves ayant abandonné ou ceux ayant réintégré l'école de nouveau sont pratiques et permettent de ressortir les listes nominatives souhaitées.

a. Améliorations à apporter au déroulement de la Caravane

Du fait du manque de subventions dédiées à l'opération, et du manque de ressources humaines suffisantes, le déroulement de l'opération est rendu obsolète. « Lorsque la subvention des 50.000 dhs était allouée à « l'école de la réussite », on avait les moyens pour faire des choses, maintenant qu'elle n'est plus là, rien ne se fait plus.. » a avoué l'un des directeurs. « Cette subvention, permettra de préparer de manière professionnelle –et c'est important- tout ce qu'il faut pour la sensibilisation et la mobilisation : les banderoles, les flyers, les dépliants, les tee-shirts, les casquettes ». Cette subvention permettra les déplacements nécessaires, de tenir les réunions, d'aller vers les enfants qui ne se présentent pas au simple appel ou invitation. *Il est donc crucial de doter les différentes entités responsables de l'opération des ressources financières nécessaires pour l'accomplissement des activités programmées.*

« Lorsque la subvention des 50.000 dh était allouée à « l'école de la réussite », on avait les moyens pour faire des choses, maintenant qu'elle n'est plus là, rien ne se fait plus.. » a avoué l'un des directeurs.

Les directeurs des établissements scolaires disent être accablés de tâches administratives et autres, surtout que l'opération est programmée pour le tout début de l'année et c'est à ce moment là que « tout doit être fait pour lancer le travail pour toute l'année scolaire ». Ces déplacements nécessitent aussi de la logistique dont les moyens manquent catégoriquement. Les enseignants à qui l'on demande de participer aussi via les différentes structures – CDV, conseil de gestion, conseil de classe etc...- considèrent que leurs tableaux de service surchargés ne leur permettent pas de faire vraiment quelque chose de

sérieux. Beaucoup parmi eux dans les milieux ruraux, n'habitent pas près des écoles et sont obligés de faire la navette tous les jours et parfois plusieurs fois par jour. Mais quand ils y adhèrent et s'approprient la question, ils réalisent des résultats. C'est pour cela que ce sont parfois les mêmes personnes qui se chargent de ces activités. Nous avons remarqué le même phénomène lors de notre rapport sur C2C. *Il est donc vital de dédier à cette opération-ne serait-ce que temporairement et partiellement- les ressources humaines nécessaires à la réalisation des activités sensées aboutir aux objectifs visés.*

Etant donné que l'opération Caravane a contribué à plus d'ouverture de l'école sur son environnement surtout à travers les débats qui ont lieu sur les difficultés de la scolarisation des élèves, sur la baisse de leur niveau, sur l'échec scolaire en général et sur les conditions d'accueil des élèves au sein des écoles etc... il est proposé de redéployer cette habitude de concertation déclenchée par « Caravane », sur l'année scolaire à trois différents moments y compris celui du début de l'année scolaire : à la fin du premier semestre après la proclamation des résultats des élèves et vers la fin de l'année avant les examens pour trouver des solutions aux élèves qui auront des difficultés de continuer les études. Ce travail doit être continué par les CDV.

Pour réussir cela, il faut agir sur les paramètres de la vie scolaire. L'école en général manque d'hospitalité. Un effort de la meubler par des activités attrayantes et récréatives est nécessaire. L'expérience des clubs scolaires semble porteuse. Les ONGs peuvent avoir de l'impact positif là-dedans. Selon les différents intervenants que nous avons rencontrés, là où les ONG sont impliquées et adhèrent à un projet, les résultats sont là. Dans un collège visité, une ONG travaillant dans le secteur, s'occupe de l'animation des clubs au sein de cet établissement par une convention avec l'AMPTE. Une pédagogie de l'acceptation et de non-directivité pourrait contribuer à faire aimer l'école davantage aux élèves.

L'implication des autorités locales et des élus dans le milieu rural surtout est très nécessaire. « Tout ce que l'autorité veut qu'il se réalise, sera réalisé » a déclaré l'un des hauts responsables rencontrés. « Les résultats de la Caravane et de C2C sont remis aux autorités territoriales. Ces dernières, doivent agir en conséquence ». Il faut donc inciter les autorités à locales à agir plus efficacement dans le sens de la réinsertion des enfants non scolarisés ou déscolarisés.

L'implication des AMPTE est de plus en plus nécessaire. « dans la délégation de Chichawa, le nombre d'établissements primaires où l'AMPTE est constituée n'atteint pas encore 50% » a annoncé Mr. Le délégué. « Là où ces entités sont actives, beaucoup de choses sont réalisées, malheureusement encore, ces réalisations sont encore d'ordre physique ; beaucoup d'efforts sont encore attendus pour que leur intérêt se reporte sur l'homme ». *Il devient donc impératif de généraliser les AMPTE à tous les établissements scolaires qui n'en possèdent pas et travailler à élever leurs interventions au rang du développement de l'humain en plus de l'intérêt porté actuellement aux interventions de réparation, de construction et de subventions aux activités organisées par les écoles .*

Continuer à faire bénéficier les plus démunis du programme « Tissir », tout en dressant autour de lui les garde-fous pédagogiques et réglementaires nécessaires tels que un appui scolaire ciblé et fonctionnel, et une réglementation incitative. « Des élèves ont manqué exprès l'examen certificatif de la 6^{ème} année primaire parce qu'il savait que s'il venait à réussir il serait allé dans un collège où se programme n'existait pas ! » nous a informé un des responsables à la délégation. *Il est donc suggéré de renforcer ce programme pour qu'il réponde réellement aux besoins des élèves les plus démunis et à leurs parents.*

Permettre aux comités locaux, provinciaux ou régionaux chacun dans le cadre de ses prérogatives, de prendre les décisions nécessaires pour que les élèves soient acceptés immédiatement dans les établissements. « Parfois, des enfants ont seulement besoin de savoir s'ils ont toujours le droit de regagner l'école, d'autres n'ont pas la possibilité matérielle de payer les frais d'inscription ou les frais de cotisation à l'AMPTE, d'autres ont besoin de lunettes, d'autres se sentent dépassés par l'âge, d'autres ne veulent pas échouer encore une fois, d'autres manquent d'extrait d'acte de naissance etc... l'école doit connaître ces difficultés et peut trouver des solutions, mais elle a besoin d'appui d'autres partenaires ».

Faire adhérer davantage les inspecteurs aux efforts de suivi de l'opération Caravane. « un inspecteur lorsqu'il trouve qu'une classe ne contient plus que 7 ou 8 élèves se demandera pourquoi et aura à donner un feed-back sur la situation aux responsables » nous a annoncé un haut responsable dans une délégation visitée. Un des inspecteurs rencontrés récemment, hors de notre enquête m'a confié « qu'il n'a jamais entendu parler de C2C ou de Caravane ».

b. Améliorations à apporter au suivi et au traitement des données de Caravane

L'opération doit être accompagnée par un effort de couverture médiatique surtout de la part de la télévision parce que cela donnera de l'éclat aux activités de sensibilisation et de mobilisation qui sont noyées dans le quotidien de la rentrée scolaire.

L'opération nécessite un suivi accru de la part des responsables régionaux, provinciaux et locaux. Pour cela, un effort de logistique doit être déployé.

Les résultats obtenus de Caravane nécessitent d'être connus de tous les acteurs et de tous les partenaires à tous les niveaux : national, régional, provincial et local pour que toutes les parties puissent contribuer à l'effort de réinsertion qui nécessite parfois des investissements assez lourds (surtout pour le secondaire collégial) pour qu'ils soient obtenus au seul niveau local ou provincial.

Ces résultats doivent intégrer le système de gestion et d'information actuellement objet d'une étude au niveau de la DENF pour plus d'efficacité dans le traitement et l'exploitation.

2. Synthèse

Le dispositif afféré à l'opération Caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation demeurera sans modification car en lui-même, il n'a récolté aucune critique de la part de tous les acteurs consultés. Le problème n'est donc pas à ce niveau là. Il concerne surtout le manque de moyens humains et financiers dédiés à l'opération. Ce manque affecte profondément la réalisation des activités de la caravane et l'empêche de dépasser les défis auxquels l'opération est confrontée. Sauf que les débats et les discussions organisés pendant la demi-journée réservée à cette opération dans les établissements scolaires ont ouvert la porte devant une suggestion d'étaler cette activité sur toute l'année scolaire en trois moments: au début, au milieu et à la fin de l'année scolaire. Ces occasions seront donneront aux parents, aux AMPTE et aux différents partenaires de discuter de tous les problèmes de l'école et de son environnement. Ceci ne pourra pas avoir lieu sans l'octroi aux comités locaux de trancher au sujet de ces problèmes sur le champ et au niveau local lui-même. L'apport des inspecteurs dans la réalisation et le soutien de cette opération serait d'un avantage positif. C'est la même chose pour l'accompagnement médiatique et de plaider autour de l'opération et pour la restitution des résultats obtenus des activités réalisées.

PARTIE III
Conclusions et recommandations

Le contenu de ce rapport s'est articulé autour de trois parties :

- Le contexte, la problématique, les objectifs et la méthodologie de l'étude.
- Etat des lieux des opérations: Child to Child et Caravane de mobilisation sociale pour l'appui à la scolarisation.
- La conclusion et les recommandations.

Au terme de ce rapport, les analyses qualitatives nous conduisent à une présentation synthétique des conclusions et des recommandations.

Cette conclusion présente d'abord un résumé des défis relevés par une analyse de la structure et de la mise en œuvre des deux opérations concernées. Par la suite, les propositions relative à chaque opération est présentée, dont une présentation détaillée se trouve aux sections (C2C) et (Caravane) ci-dessous. Quant aux recommandations, elles vont au-delà de la situation actuelle pour proposer une restructuration des opérations dans le sens d'une intégration et d'une mise œuvre unifiée.

A. Conclusions

3. Défis de l'opération C2C

Le processus de mise en œuvre de l'opération C2C fait apparaître que le déroulement et la réalisation de cette opération fonctionne globalement d'une manière assez satisfaisante. Cependant, certaines difficultés ont été identifiées à travers les entretiens et les focus group réalisés auprès des différents intervenants :

Défis de préparation, de réalisation, de suivi et de reporting

- difficultés dans l'organisation des journées de lancement de l'opération au niveau des AREF et des DP, faute de budget réservé à ces journées de lancement ;
- difficultés de mobiliser tous les directeurs des établissements scolaires pendant les mois d'avril et mai.
- non respect des dates de réalisation de l'opération par les établissements scolaires ;
- Manque d'intérêt et d'appropriation de l'opération de la part de beaucoup de responsables à tous les niveaux ;
- Faible motivation des élèves-enquêteurs et des enseignants participant à l'opération ;
- Une certaine défaillance au niveau de la coordination des activités de l'opération et de la communication entre les établissements scolaires, les délégations, les AREF et les autres intervenants ;
- Faible reporting et faible plaidoyer autour du phénomène de la non scolarisation au niveau régional, provincial et local ;
- Faiblesse du suivi de terrain au niveau régional, provincial et local ;

- Difficultés de trancher immédiatement dans la question de réinsertion des enfants non scolarisés ;
- Les différents programmes de soutien social et pédagogique ne prennent pas en considération les enfants nouvellement réinsérés ;
- Faible exécution des recommandations identifiées à partir du terrain et proposés par les enfants non scolarisés et leurs familles ;
- Problème d'exploitation des résultats de l'opération C2C au niveau des AREF, des délégations et des établissements scolaires ;
- Inadéquation de l'appliquatif Access du traitement des données utilisé, aux buts du recensement : manipulation des données, cartographie etc...
- Perte de confiance en l'opération au niveau collège parce que pour les élèves déscolarisés et leurs parents, les conditions de retour restent inchangées.

Défis d'appui de la logistique, de contrôle et de suivi

- Indisponibilité de ressources humaines qui peuvent être chargées de la réalisation de l'opération C2C;
- L'opération C2C est perçue comme une surcharge par l'établissement ;
- Non affectation directe des ressources financières aux établissements scolaires pour assurer une meilleure réalisation de l'opération C2C (impression, casquettes ou tee-shirts pour les élèves, indemnités pour les enseignants...).
- Faible appropriation de l'opération pour cause de l'insuffisance de la formation des intervenants, l'absence de motivation matérielle ou autre, le manque de suivi et d'accompagnement, le statu quo qui sème le désespoir dans la résolution des problèmes inhérents à la non scolarisation et la déscolarisation (structures d'accueil, transport, internats etc...)
- Les moyens mis à la disposition de l'opération ne sont pas au niveau des objectifs de l'opération : difficultés de réalisation, de suivi et de contrôle de l'opération C2C: duplication du dispositif, déplacements, restauration etc... ;
- Difficulté de manipuler l'appliquatif de traitement des données quantitatives pour en ressortir une cartographie des informations selon les communes, les écoles, le nombre d'enfants recensés, ceux réinsérés etc... ;

Défis de l'implication, de la communication et de l'adhésion des intervenants

- Insuffisance de la communication entre les AREF, les délégations, les établissements scolaires et la communauté ;
- Insuffisance de l'implication des directeurs, des enseignants, des collectivités et autorités locales dans la réalisation de l'opération C2C;
- Rareté d'implication des APMTE dans la participation à C2C surtout au niveau du primaire.
- Manque d'adoption de l'opération C2C par les différents acteurs au sein de l'école et autour d'elle.

4. Propositions d'amélioration

Pour pallier à ces difficultés, les intervenants proposent certaines solutions :

Amélioration de la préparation, de la réalisation et du reporting

- Alléger l'opération C2C en déléguant directement aux établissements scolaires les subventions nécessaires à la gestion de l'opération;
- Renforcer l'étape de préparation de l'opération C2C par des campagnes de communication : organisation des journées de lancement de l'opération au niveau des AREF, des DP et des établissements scolaires;
- Elaborer un plan d'actions provincial à objectifs chiffrés en nombres d'enfants à recenser et à réinsérer en faisant participer à cette élaboration les acteurs et les partenaires pour les impliquer dans la quête de solutions aux difficultés rencontrées et dans l'insertion des enfants recensés et responsabiliser les différents responsables sur la base de la réalisation de ces objectifs;
- Généraliser l'opération C2C à tous les établissements du primaire et du secondaire collégial surtout ceux du milieu rural, en insistant sur son aspect de sensibilisation et de mobilisation contre le décrochage et pour la rétention des élèves à l'école en assurant aux nouveaux participants les formations et les motivations nécessaires ;
- Améliorer le plaidoyer autour du phénomène de la non scolarisation au niveau régional, provincial et local ;
- Prendre les décisions de retour des enfants souhaitant réintégrer l'école immédiatement après le recensement en les invitant à prendre attache avec les directeurs des établissements pour voir avec eux les possibilités de les réinscrire;
- Prendre les décisions d'octroi des bourses juste après la déclaration des résultats de fin d'année et inviter les enfants recensés qui n'ont pas eu de bourses et leurs parents afin de leur trouver des solutions adaptées à leurs situations ;
- Organiser une demi-journée de restitution des résultats du recensement et de réinsertion (à l'échelle provinciale) avec la participation des autorités locales, ONGs, élus, parents d'élèves et tous les acteurs de la communauté locale.

Appui de la logistique, du contrôle, du suivi et du renforcement des capacités des intervenants

- Formation des intervenants qui en ont besoin, sur la gestion du programme C2C ;
- Assurer les moyens nécessaires pour la réalisation du programme C2C.
- Assurer les moyens de logistique pour le suivi et l'accompagnement de l'opération.
- Doter l'opération d'une application informatique disponible et capable de manipuler les données et de les traiter selon le besoin
- Intégrer cette application dans le système d'information et de gestion en cours

de développement.

Implication, coordination, communication et adhésion des intervenants

- Responsabiliser les directeurs des AREFs, les délégués, les directeurs des établissements, les conseils de gestion, les CDV etc ... par une approche de résultats et de plans d'actions à objectifs précis et mesurables concernant la rétention des élèves dans les établissements scolaires et la réinsertion des enfants non scolarisés ;
- Mobiliser et sensibiliser tous les intervenants dans la préparation et la réalisation de l'opération ;
- Améliorer la coordination des activités de l'opération et de la communication entre les établissements scolaires, les délégations, les AREF et les autres intervenants ;
- Communiquer en amont et en aval de C2C pour susciter l'intérêt et l'adhésion de tous à la question de « l'éducation pour tous » ;
- Lancer le débat autour de l'obligation scolaire et de l'abandon scolaire et l'étaler sur toute l'année scolaire par les moments cruciaux : rentrée scolaire, résultats semestriels, orientation scolaire surtout au niveau local avec la participation de tous : parents, ONGs, acteurs et partenaires, élus et autorités locales etc... ;
- Faire participer les élèves à cet effort et à tous les niveaux.

5. Défis inhérents à l'opération Caravane de mobilisation

Le processus de mise en œuvre de l'opération Caravane de mobilisation fait apparaître que le déroulement et la réalisation de cette opération démontre globalement que l'effort déployé bien qu'il soit louable, nécessiterait d'être réorienté aussi vers l'intérieur de l'école. Les défis identifiés à travers les entretiens et les focus group réalisés auprès des différents intervenants le montrent assez clairement :

Défis de préparation, de réalisation et de reporting

- La caravane semble s'organiser et se réaliser d'une manière générale dans son minimum, étant donné le manque de budget et de ressources humaines. Dans beaucoup de cas, elle se limite à une demi-journée de rassemblement dans quelques écoles pour donner son coup d'envoi par la distribution des fournitures scolaires aux élèves et des bicyclettes et par l'ouverture d'internats ou de maison de l'étudiant ;
- Dans les écoles où l'opération est programmée, c'est souvent l'affaire d'une demi-journée aussi : dressage d'une tente, hissage d'une banderole et quelques festivités autour d'un thé ou d'un déjeuner en plus d'un débat qui est parfois assez tendu entre les responsables et les habitants sur le statu quo. Des photos sont prises pour éterniser des moments souvent vite oubliés.

- La caravane n'est pas greffée sur C2C. C'est-à-dire que ces deux opérations sont étrangères l'une à l'autre alors que dans la réalité, caravane a été initiée à la suite des résultats de C2C. Cette dernière effectue le recensement, mais Caravane devait accomplir le travail par l'insertion des enfants non scolarisés et déscolarisés recensés et autres. Elle devait capitaliser sur l'effort déployé par C2C, ne serait-ce que par l'implication des élèves ayant participé à C2C ;
- Faible accompagnement des élèves réinsérés ;
- Difficultés de mobiliser tous les directeurs des établissements scolaires pendant la période de septembre-novembre (coïncidence avec la rentrée scolaire) ;
- Non respect par les établissements scolaires des dates de réalisation fixées pour l'opération ;
- Manque d'intérêt et d'appropriation de l'opération de la part de beaucoup de responsables à tous les niveaux ;
- Une certaine défaillance au niveau de la coordination des activités de l'opération et de la communication entre les établissements scolaires, les délégations, les AREF et les autres intervenants ;
- Problème d'exploitation des résultats de l'opération Caravane au niveau des AREF, des délégations et des établissements scolaire ;
- Faible reporting et plaidoyer autour du phénomène de la non scolarisation au niveau régional, provincial et local ;
- Les différents programmes de soutien social ne prennent pas en considération les enfants nouvellement réinsérés.

Défis d'appui de la logistique, de contrôle et de suivi

- Manque de ressources humaines qui peuvent être chargées de la réalisation de l'opération caravane;
- Non affectation des ressources financières à l'établissement pour assurer une meilleure réalisation de l'opération caravane.
- Faible appropriation de l'opération pour cause du statu quo surtout en ce qui concerne l'offre en établissements scolaires du secondaire collégial, en internat et en moyens de transport.
- Le suivi de l'opération souffre de manque de moyens logistiques et humains. Le suivi est fait par téléphone. Le service de communication par téléphone assuré par la flotte téléphonique sert de moyen principal de suivi;
- Le retour de l'information à propos des résultats ne se fait généralement pas ou ne se fait plus ; ce qui contribue mal à l'importance de l'opération.
- Les moyens mis à la disposition de l'opération ne couvrent pas les besoins de réalisation pour atteindre les objectifs de l'opération : difficultés de réalisation, de suivi et de contrôle de l'opération caravane(déplacements, duplication du dispositif, restauration etc...)

Défis de l'implication, communication et de l'adhésion des intervenants

- Insuffisance de la communication entre les AREF, délégation, établissements scolaires et la communauté ;
- Insuffisance de l'implication des directeurs, des enseignants, des collectivités et autorités locales dans la réalisation de l'opération caravane;
- Absence d'implication des APMTE dans la participation à caravane surtout au niveau du primaire.
- Manque d'appropriation de l'opération caravane par les différents acteurs et partenaires au sein et autour de l'établissement scolaire.

6. Propositions d'amélioration selon les opinions des différents intervenants

Pour pallier à ces difficultés, les intervenants proposent certaines solutions :

Amélioration de la préparation, de la réalisation, du suivi et du reporting

- Corriger des erreurs de langue sur les documents du dispositif et insérer une colonne pour l'âge des élèves réinsérés sur la fiche concernée : (en jaune dans le document).
- Renforcer l'étape de préparation de l'opération Caravane: organisation des journées de lancement de l'opération au niveau des AREF, des DP et des établissements scolaires;
- Allouer aux établissements scolaires des subventions dédiées à l'opération ;
- Permettre aux comités locaux, provinciaux ou régionaux, chacun dans le cadre de ses prérogatives, de prendre les décisions nécessaires pour que les élèves soient acceptés immédiatement dans les établissements.
- L'opération doit être accompagnée par un effort de couverture médiatique surtout de la part de la télévision parce que cela donnera de l'éclat aux activités de sensibilisation et de mobilisation qui sont noyées dans le quotidien de la rentrée scolaire ;
- Généraliser l'opération Caravane à tous les établissements du primaire et du secondaire collégial en insistant sur son aspect de sensibilisation et de mobilisation contre le décrochage et pour la rétention des élèves dans les écoles, en assurant aux nouveaux établissements participants les formations nécessaires ;
- Améliorer le plaidoyer autour du phénomène de la non scolarisation au niveau régional, provincial et local ;
- Organiser une demi-journée de restitution des résultats du recensement et de réinsertion (à l'échelle provinciale) avec la participation des autorités locales, les ONGs, les élus, les parents d'élèves et tous les partenaires de la communauté locale et inciter les responsables et les décideurs à tous les niveaux à prendre les décisions nécessaires à l'amélioration de l'offre en

établissements scolaires, en établissements d'accueil et en moyens de transport ;

- Résoudre les problèmes de non-octroi de bourses par des solutions adaptées aux besoins spécifiques des élèves dans le besoin, en Adaptant les formes de bourses aux besoins des élèves : bourse entière pour les uns, demi- bourse pour d'autres...

Appui de la logistique, de contrôle et de suivi et du renforcement des capacités des intervenants

- Formation des intervenants sur la gestion de l'opération caravane;
- Assurer les moyens nécessaires pour la réalisation de l'opération caravane ;
- Améliorer les conditions de suivi sur le terrain au niveau régional, provincial et local ;
- Mettre à la disposition des autorités territoriales et au Ministère de tutelle via la délégation et l'AREF les rapports accompagnés par les listes des élèves non-réinsérés et les résultats du suivi de l'opération;
- solliciter l'intervention des autorités territoriales auprès des habitants pour les amener à réinscrire leurs enfants non scolarisés.
- Assurer un suivi de mise en œuvre des recommandations des rapports ;

Implication, communication et adhésion des intervenants

- Communiquer en amont et en aval de Caravane pour susciter l'intérêt et l'adhésion de tous à la question de « l'éducation pour tous » ;
- Responsabiliser les directeurs des AREFs, les délégués, les directeurs des établissements, les conseils de gestion, les CDV etc ... par une approche de résultats et de plans d'actions à objectifs précis et mesurables concernant la réinsertion des enfants non scolarisés ;
- Renforcer l'implication des autorités locales, des élus et des APMTE surtout dans le milieu rural ;
- Faire adhérer davantage les inspecteurs aux efforts de suivi de l'opération Caravane ;
- Améliorer la coordination des activités de l'opération et de la communication entre les établissements scolaires, les délégations, les AREF et les autres intervenants ;
- redéployer la concertation déclenchée par « Caravane», sur l'année scolaire à différents moments : à la fin du premier semestre après la proclamation des résultats des élèves et vers la fin de l'année avant les examens pour trouver des solutions à ceux parmi les élèves qui ont des problèmes de continuer les études. Ce travail doit être continué par les CDV.
- Mobiliser la société civile, les autorités locales, les communes, les parents d'élèves ... autour de l'école ;
- Créer le débat autour de la question de l'obligation scolaire et de l'abandon

scolaire et l'étaler sur toute l'année scolaire par les moments cruciaux : rentrée scolaire, résultats semestriels, orientation scolaire surtout au niveau local avec la participation de tous : parents, ONGs, acteurs et partenaires, élus et autorités locales ...

- Faire participer les élèves à cet effort et à tous les niveaux.

B. Recommandations

Les résultats de l'étude émanant de l'analyse des données collectées auprès des directeurs des AREF, délégués, directeurs des établissements, enseignants, ONG, élèves permettent de tirer la conclusion générale suivante :

- Dans les conditions actuelles de la réalisation de l'opération C2C au primaire surtout, celle-ci semble inefficace devant la baisse continue des effectifs des enfants recensés depuis maintenant 4 éditions surtout au primaire. Cette baisse continuera si les conditions de réalisation actuelles de C2C perdurent.
- Dans les conditions actuelles de la réalisation de l'opération Caravane, celle-ci semble inefficace devant l'importance des effectifs des enfants de la catégorie d'âge entre 11 et 15 ans vivant hors de l'école alors qu'ils devaient y être. La grande difficulté rencontrée actuellement pour ces enfants, réside dans l'incapacité d'assurer à ces enfants des solutions d'offre scolaire adéquate: établissements scolaires (collèges), internats ou d'établissements d'accueils, moyens de transports faciles d'accès etc...

Ce qui inciterait dans les deux cas à s'intéresser davantage à la rétention des élèves évoluant dans le système scolaire, à l'amélioration des conditions de la vie scolaire, à diversifier l'offre pédagogique pour rendre l'école plus attrayante et plus sécurisante et à faire garantir plus de droits pour ces enfants.

Pour cela, les recommandations suivantes seraient capables de contribuer à dépasser cette incapacité :

Recommandation 1 : faire de C2C et Caravane une seule et unique opération, s'intéressant à la sensibilisation, au recensement, à la mobilisation, à la réinsertion et à la rétention des enfants non scolarisés et déscolarisés en la déployant sur toute l'année scolaire.

Recommandation 2 : Améliorer et réorienter le dispositif de l'opération connue jusqu'ici sous l'intitulé « Child to Child » particulièrement;

Recommandation 3 : Améliorer les conditions de mise en œuvre de l'opération unifiée ;

Recommandation 4 : Améliorer le dispositif de traitement et de l'acheminement des résultats.

Recommandation 5 : Mettre en place un système de coordination, de communication, de sensibilisation et de mobilisation.

Ces recommandations sont présentées sous forme de mesures et de modalités de mise en œuvre qui peuvent être traduites en plans d'actions.

Recommandation 1 : faire de C2C et Caravane une seule et unique opération s'intéressant à la sensibilisation, à la mobilisation, à la réinsertion et à la rétention des enfants non scolarisés et déscolarisés et à la couverture d'autres droits de l'enfant en la déployant sur toute l'année scolaire.	
Mesures	Modalités prescrites
Mesure 1 : Faire de Caravane une suite logique de C2C comme prévu initialement	<p>Revoir la planification et l'organisation des deux opérations de manière à ce qu'elles soient intégrées dans une logique suivie dans le temps sans période de relâche portant préjudice à leurs résultats.</p> <p>Revoir l'intitulé de l'opération unifiée en lui donnant une désignation arabe pertinente, telle que : « min 6 ila 15 sana: laysa lana illa Imadrassa »</p>
Mesure 2 : Réajuster l'organisation et la planification des deux opérations	<p>Prendre les décisions de réinsertion des élèves recensés immédiatement après leur recensement en remettant aux parents de l'enfant recensé un reçu détaché du questionnaire l'invitant à contacter le directeur de l'établissement pour l'inscription de leur enfant.</p>
Mesure 3 : réajuster les objectifs de l'opération pour qu'ils intègrent aussi la rétention des élèves et la qualité et la diversité de l'offre pédagogique de l'école.	<p>a. Orienter davantage les efforts de l'opération vers la rétention des élèves au sein des établissements scolaires et la contribution à la résolution des problèmes de l'offre éducative et les problèmes d'accueil des élèves surtout ceux du collège.</p> <p>b. Déployer l'opération sur trois moments cruciaux de l'année scolaire :</p> <p>1) début de l'année, pour la sensibilisation, le recensement la réinsertion : (système formel et informel), l'accompagnement, la diversification de l'offre pédagogique : clubs, activités ludiques, culturelles, sportives, distractions etc...</p> <p>2) fin du 1^{er} semestre, pour la sensibilisation, la communication autour des résultats, la résolution des problèmes de l'école et des enfants (absentéisme, retards, difficultés d'apprentissage), les relations maîtres / élèves, les relations école/parents, l'orientation scolaire, etc...</p> <p>3) fin d'année pour discuter des questions de l'échec scolaire, des structures d'accueil, prévues, de l'octroi de bourses, de résolution de problèmes d'accueil...</p>
Mesure 5 : Faire de l'école une « école amie des enfants ».	<p>a. Diversifier l'offre pédagogique au sein des écoles : clubs, activités ludiques, sportives, culturelles et autres.</p> <p>b. Améliorer les rapports enseignants / enfants en initiant des chartes des bonnes conduites à tenir de la part des deux partenaires.</p> <p>c. Couvrir par l'opération les différents droits de l'enfant : santé, nutrition, sécurité, protection... en plus d'une éducation de qualité.</p>

Recommandation 2 : Améliorer le dispositif de l'opération unifiée	
Mesures	Modalités prescrites
Mesure 6 : Réajuster et améliorer une partie du dispositif	<ul style="list-style-type: none"> a. Réaliser une expérimentation réduite au niveau d'un échantillon précis du questionnaire / élève <i>amélioré proposé</i>. b. réaliser une expérimentation réduite au niveau d'un échantillon précis de <i>la fiche de l'enseignant proposée</i>. c. Valider le dispositif finalisé.
Mesure 7 : Elaborer un guide à mettre à la disposition des intervenants	<ul style="list-style-type: none"> a. Concevoir et produire un guide d'utilisation du dispositif: atelier de production du guide d'utilisation du dispositif b. Diffuser le guide auprès des utilisateurs.

Recommandation 3: Améliorer les conditions de mise en œuvre de l'opération unifiée	
Mesures	Modalités prescrites
Mesure 8: Mettre en place un système d'évaluation de l'opération dans les établissements	<ul style="list-style-type: none"> a. Etablir un plan d'action précis élaboré avec la participation des différents partenaires: Objectifs, activités, délais. b. Mettre en place un système d'évaluation des performances de l'opération en y impliquant les partenaires participant. c. Concevoir des outils d'évaluation des trois phases de l'opération et d'identification des bonnes pratiques des établissements d. Organiser des ateliers de partage et de régulation entre les établissements d'un bassin scolaire. e. Mettre en place des moyens d'échange des bonnes pratiques (via internet)
Mesure 9 : Améliorer les conditions de réalisations de l'opération	Asseoir un système de récupération, d'insertion directe et immédiate et d'accompagnement des enfants non scolarisés.
Mesure 10 : Généraliser l'opération au niveau de tous les établissements scolaires	<ul style="list-style-type: none"> a. Etablir un plan de généralisation. b. Former les équipes régionales, provinciales pour le pilotage de la généralisation. c. Former les équipes locales. d. Mettre en œuvre le plan de généralisation.

Mesure 11 : Médiatiser l'opération	L'opération doit être accompagnée par un effort de couverture médiatique surtout de la part de la télévision pour faire ressurgir l'opération du flou du quotidien.
Mesure 12 : Informatiser le dispositif de mise en œuvre de l'opération	a. Mettre en place un système d'information à utiliser localement aussi par les établissements scolaires et qui soit mis en réseaux pour un ensemble d'établissements et qui soit capable de manipuler les données recueillies. b. Accompagner ce système par la rédaction d'un Guide Utilisateur.

Recommandation 4 :

Améliorer le dispositif de traitement et de l'acheminement des résultats.

Mesures	Modalités prescrites
Mesure 13 : Développer une application informatique pour le traitement des résultats :	c. Développer une application informatique capable de traiter et de manipuler les données recueillies pour les manipuler et en faire ressortir la cartographie nécessaire pour orienter les efforts des ONGs partenaires. d. Intégrer cette application dans le système d'information en cours de développement.
Mesure 14 : Former les intervenants pour la mise en application de cette application.	Planifier et mettre en œuvre un plan de formation: a. Déterminer les objectifs et les contenus de la formation sur la base des besoins identifiés. b. Produire un dispositif de formation. c. Etablir un plan d'actions de formation. d. Réaliser les formations.

Recommandation 5: Mettre en place un système de coordination, de communication, de mobilisation et de sensibilisation

Mesures	Modalités prescrites
<p>Mesure 15 : Cibler et outiller davantage l'opération caravane</p>	<ul style="list-style-type: none"> a. Déterminer les cibles de la sensibilisation et de la mobilisation (pédagogique, administratif et environnement de l'école) ; b. Professionnaliser les outils ; c. Assurer la formation des intervenants aux techniques de mobilisation, sensibilisation et de communication ; d. Diffuser les supports de promotion et de communication : dépliants, spots, affiches, banderoles etc...
<p>Mesure 16 : Impliquer les autorités locales, les collectivités locales, les ONG, les directeurs, les cellules de veille, les enseignants, les inspecteurs et les AMPTE dans la réalisation de l'opération</p>	<ul style="list-style-type: none"> a. Définir clairement les rôles et les contributions de tous les intervenants dans la réalisation des deux opérations. b. Impliquer les inspecteurs dans la réalisation, le suivi et le contrôle des deux opérations. c. Impliquer davantage les AMPTE et les parents d'élèves dans la réalisation des deux opérations d. Impliquer davantage les ONGs, les élus, les élèves et les parents d'élèves
<p>Mesure 17 : Renforcer les rôles des directeurs des établissements scolaires, des cellules de veille, des enseignants, dans la réalisation et le reporting de l'opération</p>	<ul style="list-style-type: none"> a. Motiver les directeurs des établissements scolaires et les enseignants, à la démarche d'accompagnement dans la réalisation et le reporting de l'opération: b. Organiser des débats sur le phénomène de la non scolarisation et de l'abandon scolaire entre les enseignants, les personnels d'éducation, les AMPTE et les parents d'élèves. c. Organiser une demi-journée de restitution des résultats du recensement et de réinsertion au niveau de l'établissement scolaire avec la participation des autorités locales, les ONGs, les élus, les parents d'élèves et les acteurs de la communauté locale. d. Inciter tous les acteurs et les partenaires à contribuer à la résolution des problèmes et des difficultés de la scolarisation à tous les niveaux.

PARTIE IV
ANNEXES

A. Tableau des populations interviewées et des modalités de collecte de données des investigations de terrain

Acteur concerné	Méthode proposée
Directeurs des Académie de Marrakech Tensift el Haouz et de Meknès Tafilalet (2 directeurs d'AREFs)	Entretien individuel
Equipes de travail chargées de la gestion et l'encadrement des programmes: « Child to child » et « Caravane » + <i>chargés de l'acheminement et traitement des données à l'Académie</i> des deux AREFs (2 de Marrakech + 2 de Meknès)	Focus Group (F G)
Mrs les délégués de Chichaoua et d'El Hajeb (2 délégués)	Entretien individuel (EI)
Comité ou équipe provincial + <i>chargés de l'acheminement et le traitement des données</i> (Chichaoua et El Hajeb) (2 de Chichaoua + 4 d'El Hajeb)	FG
4 Directeurs d'écoles primaires. (2 de Chichaoua + 2 d'El Hajeb)	(EI)
1 Enseignant encadreur, 1 membre du conseil de gestion, 1 membre de la cellule de veille, 1 élu local, 1 représentant de l'autorité locale, 1 représentant d'ONG, 1 père/mère, 1 membre APTE + 1 chargé de l'acheminement et le traitement des données de l'école primaire I + <i>même nombre de l'école II ayant tous participé à C2C et caravane</i> (des deux délégations) (8 de Chichaoua et 12 d'El Hajeb)	FG
Elèves enquêteurs de l'école primaire I et <i>II ayant participé à Caravane aussi</i> (des deux délégations) (10 de Chichaoua et 12 d'El Hajeb)	FG
Elèves recensés et élèves recensés et réinsérés dans école primaire I et II (des deux délégations) (5 de Chichaoua + 3 d'El Hajeb)	FG
4 Directeurs de collèges (des deux délégations) (2 de Chichaoua + 2 d'El Hajeb)	EI
1 Enseignant encadreur, 1 membre du conseil de gestion, 1 membre de la cellule de veille, 1 élu, 1 représentant de l'autorité locale, 1 représentant d'ONG, 1 père/mère, 1 membre AMPTE + 1 chargé de l'acheminement et le traitement des données du collège I + <i>même nombre du collège II</i> (des deux délégations) (8 de Chichaoua + 12 d'El Hajeb)	FG
Elèves enquêteurs des collèges I et II <i>ayant participé à Caravane aussi</i> (des deux délégations) (10 de Chichaoua + 7 d'El Hajeb)	FG
Elèves recensés et/ou élèves réinsérés dans collèges I et II (des deux délégations) (5 de Chichaoua + 4 d'El Hajeb)	FG

B. Thèmes soulevés lors des entretiens de terrain sur : « Child to Child » (à adapter aux différentes populations)

Phases	Enchaînement	Thèmes	
Etat des lieux pour « Child to Child »	Processus	Evolution de C2C dans le temps : lancement et <i>expérimentation, expansion, et généralisation</i>	
		Déroulement de child to child (C2C) : <i>Préparation de l'opération (Niveaux : national, régional, provincial et local) ; lancement de l'opération ; encadrement et suivi ; collecte acheminement et analyse des données</i>	
		Mise en place de C2C : <i>plans de travail régionaux, provinciaux, locaux, activités programmées, encadrement, outils et instruments, intervenants, suivi, acheminement et traitement des données</i>	
		Approches utilisées dans C2C.	
	Instruments utilisés	Instruments et outils utilisés dans C2C : <i>à la préparation, à la mise en place, à la réalisation, au suivi et à l'acheminement et traitement des données...</i>	
	Acheminement et traitement des données	Au niveau local : rapports qualitatifs des chefs d'établissement, dépouillement des questionnaires, traitement et acheminement des résultats.	
		Au niveau provincial : traitement, compilation et acheminement des résultats par les chargés de l'acheminement et le traitement des données.	
		Au niveau régional : <i>équipes régionales de coordination.</i>	
	Points forts et points faibles de « Child to Child »	Au niveau du processus :	Difficultés et défis à relever dans C2C : <i>organisation, mise en place, suivi, acheminement et traitement des données...</i> Eléments à renforcer dans l'opération.
		Au niveau des outils et Instruments :	Eléments à réviser et/ou à renforcer dans C2C
Au niveau de l'acheminement et le traitement des données :		Eléments à réviser /ou à renforcer	

Améliorations à apporter à « Child to Child »	Au niveau du processus
	Au niveau des outils et instruments utilisés
	Au niveau de l'acheminement et le traitement des données

**C. Thèmes à soulever lors des entretiens de terrain sur :
« Caravane » (à adapter aux différentes populations)**

Phases	Enchaînement	Thèmes
Etat des lieux de l'opération « caravane »	Processus	Evolution de caravane dans le temps :
		Déroulement de Caravane : <i>Préparation de l'opération (Niveaux : national, régional, provincial et local) ; lancement de l'opération ; encadrement et suivi ; collecte acheminement et analyse des données)</i>
		Mise en place de caravane : <i>plans de travail régionaux, provinciaux, locaux, activités programmées, encadrement, outils et instruments, intervenants, suivi, acheminement et traitement des données .</i>
		Approches utilisées dans Caravane.
	Outils et instruments	Instruments et outils utilisés dans Caravane : <i>à la préparation, à la mise en place, à la réalisation, au suivi et à l'acheminement et traitement des données...</i>
	Acheminement et traitement des données	Au niveau local
		Au niveau provincial
An niveau régional		
Points forts et points faibles de « Caravane »	Processus :	Eléments à réviser /ou à renforcer
	Outils et Instruments	Eléments à réviser /ou à renforcer

	Acheminement et traitement des données	Eléments à réviser /ou à renforcer
Améliorations à apporter à « Caravane »	Au niveau du processus	
	Au niveau des outils et instruments utilisés	
	Au niveau de l'acheminement et le traitement des données	

D. Instruments d'enquête

1. Guide d'entretien avec les directeurs des AREFS sur « child to child » et « caravane »

Etat des lieux de C2C

- Le programme « Child to Child » (C2C) a déjà plusieurs années derrière lui. Votre Académie y participe pleinement : quel bilan dresseriez-vous pour ce programme dans votre Académie ?
- Etes-vous satisfait de l'évolution de l'opération au niveau de cette Académie et pourquoi ?
- A quel niveau d'articulation des opérations d'organisation et de gestion situeriez-vous les points les plus forts et ceux les plus faibles ?
- Que pensez-vous de l'approche « C2C » en tant que telle, dans le sens où ce sont des élèves, en l'occurrence des *enfants*, qui enquêtent sur d'autres *enfants* ? n'auriez-vous pas le sentiment que cela nuirait peut être aux buts de cette opération ?
- A votre avis, l'opération C2C a-t-elle atteint ses objectifs à chaque fois qu'elle est organisée et réalisée ?
- D'après les statistiques contenues dans les rapports annuels sur l'opération C2C, ce programme a beaucoup perdu de son élan. A votre avis : à quoi est dû cet essoufflement ?

Améliorations

- Quelles sont à votre avis, les conditions qui pourraient remettre en marche C2C, pour permettre à ce programme de reprendre du souffle et relever ses défis ?
- Quelles sont les propositions d'amélioration pourriez-vous nous suggérer pour ce programme à tous les niveaux d'intervention :
 1. Les approches, les outils et instruments utilisés
 2. Le suivi, le traitement et l'acheminement des données et l'exploitation des résultats dans l'avenir ?

2. Guide d'entretien avec les directeurs des AREFS sur « caravane »

Etat des lieux de Caravane

- Le programme « Caravane » a déjà fait du chemin. Votre Académie y participe pleinement : quel bilan dresseriez-vous pour ce programme dans votre Académie ?
- Etes-vous satisfait de l'évolution de l'opération au niveau de cette Académie et pourquoi? (*l'opération « Caravane » arrive-t-elle à atteindre ses objectifs à chaque fois qu'elle est organisée et réalisée ?*) ; (*A quoi cela est-il dû ?*)
- A quel niveau d'articulation des opérations d'organisation et de gestion, situeriez-vous les points les plus forts et ceux les plus faibles pour Caravane? (*L'organisation et la mise en place de ce programme ; les approches et les outils utilisés ? Le suivi et l'exploitation des données recueillies sur cette opération ? L'exploitation de ces données pour l'avenir ?*)

Améliorations

- Quelle sont les propositions d'amélioration que vous pourriez nous suggérer pour ce programme à tous les niveaux d'intervention? (*approches ; outils et instruments utilisés ; traitement et acheminement des données etc...*)

3. Guide d'entretien avec Mrs les délégués sur « Child to Child » et « caravane »

Etat des lieux (Child to Child)

- Le programme « Child to Child » (C2C) a déjà plusieurs années derrière lui. Votre Délégation y participe pleinement : quel bilan dresseriez-vous pour ce programme dans votre Délégation?
- Etes-vous satisfait de l'évolution de l'opération au niveau de cette délégation et pourquoi ?
- A quel niveau d'articulation des opérations d'organisation et de gestion situeriez-vous les points les plus forts et ceux les plus faibles ?
- Que pensez-vous de l'approche « C2C » en tant que telle, dans le sens où ce sont des élèves, en l'occurrence des **enfants**, qui enquêtent sur d'autres **enfants** ? n'auriez-vous pas le sentiment que cela nuirait peut-être aux buts de cette opération?
- A votre avis, l'opération C2C a-t-elle à atteindre ses objectifs à chaque fois qu'elle est organisée et réalisée ?
- D'après les statistiques contenues dans les rapports annuels sur l'opération C2C, ce programme a beaucoup perdu de son élan. A votre avis : à quoi est dû cet essoufflement ?

Améliorations

- Quelles sont à votre avis, les conditions qui pourraient remettre en marche C2C, pour permettre à ce programme de reprendre du souffle et relever ses défis ?
- Quelle sont les propositions d'amélioration pourriez-vous nous suggérer pour ce programme à tous les niveaux d'intervention :
 3. Les approches, les outils et instruments utilisés
 4. Le suivi, le traitement et l'acheminement des données et l'exploitation des résultats dans l'avenir ?
 5. Quelles conditions additionnelles pour de meilleurs résultats ?

4. Guide d'entretien avec Mrs. les Délégués sur « caravane »

Etat des lieux

- Le programme « Caravane » a déjà fait du chemin. Votre Délégation y participe pleinement : quel bilan dresseriez-vous pour ce programme dans votre délégation ?
- Etes-vous satisfait de l'évolution de l'opération au niveau de cette délégation et pourquoi? (*l'opération « Caravane » arrive-t-elle à atteindre ses objectifs à chaque fois qu'elle est organisée et réalisée ?*) ; (*A quoi cela est-il dû ?*)
- A quel niveau d'articulation des opérations d'organisation et de gestion, situeriez-vous les points les plus forts et ceux les plus faibles pour Caravane? (*L'organisation et la mise en place de ce programme ; les approches et les outils utilisés ? Le suivi et l'exploitation des données recueillies sur cette opération ? L'exploitation de ces données pour l'avenir ?*)

Améliorations

- Quelle sont les propositions d'amélioration que vous pourriez nous suggérer pour ce programme à tous les niveaux d'intervention? (*approches ; outils et instruments utilisés ; traitement et acheminement des données etc...*)
- Quelles conditions additionnelles seraient-elles en mesure de redynamiser ce programme à votre avis?

5. Guide d'animation du Focus Group

Equipe de travail chargée de la gestion et l'encadrement des programmes : « Child to Child » et « Caravane » + chargés de l'acheminement et traitement des données à l'Académie

(Niveau : AREF) et délégations

Etat des lieux pour « Child to Child »

Le processus :

- Le programme « Child to Child » a déjà un passé assez important derrière lui. Quelle courbe traceriez-vous de son évolution depuis son lancement jusqu'à maintenant ? (*lancement et expérimentation, expansion, généralisation*)
- Comment se déroule cette opération dans le temps ? (*préparation de l'opération (niveaux national, régional, provincial et local) ; encadrement et suivi de l'opération, collecte et acheminement des données*)
- Comment ce programme est-il mis en place localement ? (*plans de travail régionaux, provinciaux, locaux, activités programmées, encadrement, outils et instruments, intervenants, suivi, acheminement et traitement des données*)
- Que pensez-vous des approches utilisées dans « Child to Child » ?

Les outils et instruments utilisés :

- Quels jugements porteriez-vous sur les outils et Instruments utilisés dans C2C : (*à la préparation, à la mise en place, à la réalisation, au suivi et à l'acheminement et traitement des données...*)

L'acheminement et le traitement des données :

Etes vous satisfait de la manière par laquelle les données de « C2C » sont elles manipulées ?

(Au niveau local : *rapports qualitatifs des chefs d'établissement, dépouillement des questionnaires, traitement et acheminement des résultats*)

(Au niveau provincial : *traitement, compilation et acheminement des résultats par les chargés de l'acheminement et le traitement des données.*)

(Au niveau régional : *équipes régionales de coordination.*)

Points forts et points faibles :

Au niveau du processus :

Quelles sont les difficultés et les défis rencontrés dans la réalisation de l'opération ?
(*organisation, mise en place, suivi et acheminement et traitement des données...*)

Au niveau des outils et instruments :

Quels sont les instruments à garder encore absolument dans ce programme et quels sont ceux à réviser ou à améliorer ?

Au niveau au de l'acheminement et le traitement des données :

Quels sont les points forts et les points faibles de tout le processus de l'acheminement et le traitement des données de « C2C » ?

Améliorations

Quelles propositions feriez-vous pour améliorer la gestion de ce programme depuis son lancement jusqu'à sa mise en place à tous les niveaux : central, régional, provincial et local?
(*comment alléger le programme an amont, c'est-à-dire avant d'atteindre l'école*) ?

Quelles propositions feriez-vous pour améliorer les approches, les outils et les instruments utilisés dans « C2C » ?

Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'acheminement et le traitement des données de « C2C » ? (*Fiabilité, rigueur, crédibilité etc...*)

FOCUS GROUP AREF « CARAVANE »

Equipe de travail chargée de la gestion et l'encadrement des programmes : « Child to Child » et « Caravane » + chargés de l'acheminement et traitement des données à l'Académie

(Niveau : AREF)

Etat des lieux pour « Caravane »

Le processus :

- Venons-en au programme « Caravane » maintenant. Quelle courbe traceriez-vous de son évolution depuis son lancement jusqu'à maintenant
- Comment se déroule cette opération dans le temps ? (*préparation de l'opération (niveaux national, régional, provincial et local) ; encadrement et suivi de l'opération, collecte et acheminement des données*)
 - Comment ce programme est-il mis en place localement ? (*plans de travail régionaux, provinciaux, locaux, activités programmées, encadrement, outils et instruments, intervenants, suivi, acheminement et traitement des données*)
 - Que pensez-vous des approches utilisées dans «Caravane » ? (*quelle efficacité et quelle efficience pour ce programme ?*)

Les outils et instruments utilisés :

- Quels jugements porteriez-vous sur les outils et Instruments utilisés dans Caravane ?
(*quelle efficacité et quelle efficience pour ce programme ? à la préparation, à la mise en place, à la réalisation, au suivi et à l'acheminement et traitement des données...*)

L'acheminement et le traitement des données :

Etes vous satisfaits de la manière par laquelle les données de « C2C » sont- elles manipulées ?

(Au niveau local : *rapports qualitatifs des chefs d'établissement, dépouillement des questionnaires, traitement et acheminement des résultats*)

(Au niveau provincial : *traitement, compilation et acheminement des résultats par les chargés de l'acheminement et le traitement des données.*)

(Au niveau régional : *équipes régionales de coordination.*)

6. Guide d'entretien avec les chefs d'établissement sur « Child to Child » et « caravane »

Etat des lieux (Child to Child)

- Le programme « Child to Child » (C2C) a déjà plusieurs années derrière lui. Votre établissement y participe pleinement : quel bilan dresseriez- vous pour ce programme dans votre école?
- Etes-vous satisfait de l'évolution de l'opération au niveau de cet établissement et pourquoi ?
- A quel niveau d'articulation des opérations, situeriez-vous les points les plus forts et ceux les plus faibles ?
- Que pensez- vous de l'approche « C2C » en tant que telle, dans le sens où ce sont des élèves, en l'occurrence des **enfants**, qui enquêtent sur d'autres **enfants** ? n'auriez vous pas le sentiment que cela nuirait peut être aux buts de cette opération?
- A votre avis, l'opération C2C a-t-arrive-t-elle à atteindre ses objectifs à chaque fois qu'elle est organisée et réalisée ?
- D'après les statistiques contenues dans les rapports annuels sur l'opération C2C, ce programme a beaucoup perdu de son élan. A votre avis : à quoi est dû cet essoufflement ?

Améliorations

- Quelles sont à votre avis, les conditions qui pourraient remettre en marche C2C, pour permettre à ce programme de reprendre du souffle et relever ses défis ? (*encadrement pédagogique des directeurs, des enseignants et des élèves ; appui logistique ; appui des autres partenaires locaux ; formation ; suivi ; appui aux élèves lors de l'enquête etc...*)
- Quelle sont les propositions d'amélioration pourriez vous nous suggérer pour ce programme à tous les niveaux d'intervention :
 6. Les approches, les outils et instruments utilisés (*modifier l'approche? la période de l'année où elle est réalisée? les instruments et les outils utilisés? Etc...*)
 7. Le suivi, le traitement et l'acheminement des données et l'exploitation des résultats dans l'avenir ? (*qui fait quoi ? quelles qualifications ? quelle fiabilité ? quelle rigueur et quelle crédibilité ?*)
- Quelle appréciation feriez-vous de l'adhésion et l'implication des participants au programme au sein de votre école ?
- Quelle appréciation feriez-vous à propos de l'appui que sont sensés vous donner les acteurs et partenaires locaux ? ((autorités territoriales (convention avec le Ministère de l'intérieur), département des affaires Islamiques, société civile, parents et association des parents etc...)

- Quelles conditions additionnelles pour de meilleurs résultats ?

7. Guide d'entretien avec Mrs. les chefs d'établissement sur « caravane »

Etat des lieux

- Le programme « Caravane » a déjà fait du chemin. Votre établissement y participe pleinement : quel bilan dresseriez-vous pour ce programme dans votre école ?
- Etes-vous satisfait de l'évolution de l'opération au niveau de cet établissement et pourquoi? (*l'opération « Caravane » arrive-t-elle à atteindre ses objectifs à chaque fois qu'elle est organisée et réalisée ?*) ; (*A quoi cela est-il dû ?*)
- A quel niveau d'articulation des opérations d'organisation et de gestion, situeriez-vous les points les plus forts et ceux les plus faibles de Caravane? (*L'organisation et la mise en place de ce programme ; les approches et les outils utilisés ? Le suivi et l'exploitation des données recueillies sur cette opération ? L'exploitation de ces données pour l'avenir ?*)
- Quelle appréciation feriez-vous de l'adhésion et l'implication des participants au programme au sein de votre école ?
- Quelle appréciation feriez-vous sur l'appui que sont sensés vous donner les acteurs et partenaires locaux ? (*autorités territoriales (convention avec le Ministère de l'intérieur), département des affaires Islamiques, société civile, parents et association des parents etc...*)

Améliorations

- Quelle sont les propositions d'amélioration que vous pourriez nous suggérer pour ce programme à tous les niveaux d'intervention? (*approches ; outils et instruments utilisés ; traitement et acheminement des données etc...*)
- Comment rendre plus utiles et plus efficaces les interventions des différents acteurs et partenaires locaux ?
- Comment rendre plus efficaces et plus motivés, les différents intervenants au sein de votre école ?
- Comment rendre plus opérationnelles les approches et les instruments utilisés dans l'opération ?
- Quelles conditions additionnelles seraient-elles en mesure de redynamiser ce programme à votre avis?

8. Guide d'animation du Focus Group : Enseignants

Etat des lieux pour « Child to Child »

Le processus :

- Comment se déroule l'opération « C2C » dans votre établissement ? (*préparatifs de l'opération ; encadrement et suivi de l'opération, collecte et acheminement des données*)
- De quelles qualifications bénéficiez-vous avant le lancement de l'opération ?
- Ces qualifications sont-elles suffisantes pour vous afin de mener à bien le programme « C2C » ?
- Les activités d'encadrement réservées aux élèves enquêteurs sont-elles suffisantes pour que ces derniers effectuent l'enquête comme il se doit ?
- Que pensez-vous de l'approche utilisées dans « Child to Child » ? êtes-vous convaincus que des **enfants** (enquêteurs et enquêtés) puissent mener à bien une telle opération et aboutir aux objectifs qui lui sont assignés ? par quoi aimeriez-vous l'enrichir ou la modifier ?
- Quelle appréciation feriez-vous de la fiabilité et de la crédibilité des données recueillies par les élèves ?

- Quelle appréciation porteriez-vous à l'égard de la motivation des différents acteurs et partenaires locaux (*institutionnels et autres*) et de leur implication ?
- Quelle appréciation porteriez-vous à l'égard de l'implication des parents des élèves ? Quelle motivation les attire le plus ?
- Quels résultats obtenus (*réinsertion des élèves*) pour quels moyens mobilisés et investis ? (*efficience*)
- Quelle appréciation auriez-vous de l'atteinte des différents objectifs afférés à « C2C » ?

Les outils et instruments utilisés : (*redistribuer les questionnaires aux enseignants*)

- Quelles étaient les items du questionnaire les plus difficiles à poser aux enfants ? pourquoi ?
- Quels items aimeriez- vous réviser ou /et supprimer dans les questionnaires ?
- Quels items aimeriez-vous ajouter dans les questionnaires ?
- La langue Arabe classique est- elle appropriée pour manipuler le questionnaire ?
- L'amazigh aurait été mieux approprié pour les localités à dominante berbère ? Les questionnaires étaient- ils suffisants et mieux appropriés pour approcher les enfants déscolarisés ou avez-vous le sentiment que ces derniers et leurs parents voulaient s'étaler davantage sur la question du décrochage ? que suggèreriez-vous ?

L'acheminement et le traitement des données :

Etes vous satisfait de la manière par laquelle les données de « C2C » sont- elles recueillies et manipulées ? (*D'abord par les élèves ? ensuite par le responsable au sein de l'établissement et enfin au niveau de la délégation etc....*)

Points forts et points faibles :

Au niveau du processus :

Quelles sont les difficultés et les défis rencontrés dans la réalisation de l'opération ? (*organisation, mise en place, suivi et acheminement et traitement des données...*)

Au niveau des outils et instruments :

Quels sont les instruments à garder encore absolument dans ce programme et quels sont ceux à réviser ou à améliorer ?

Au niveau au de l'acheminement et le traitement des données :

Quels sont les points forts et les points faibles de tout le processus de l'acheminement et le traitement des données de « C2C » ?

Améliorations

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer la gestion de ce programme ? :(*insister sur le local surtout*).
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'approche « C2C » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'encadrement des enseignants pour mieux effectuer l'opération ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'encadrement pédagogique des élèves enquêteurs ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer les outils et les instruments utilisés dans « C2C » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'appui logistique (et autre) des enfants lors de l'opération « C2C » ?

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'acheminement et le traitement des données de « C2C » ? (*Fiabilité, rigueur, crédibilité etc...*)
- Quelles propositions feriez-vous pour l'après le recensement (comment exploiter ces résultats au maximum ?)

9. Guide d'Animation du Focus Group « Caravane »

Enseignants

Etat des lieux pour « Caravane »

Le processus :

- Comment se déroule l'opération « CARAVANE » dans votre établissement ? (*préparatifs de l'opération ; encadrement et suivi de l'opération, collecte et acheminement des données*)
- De quelles qualifications bénéficiez-vous avant le lancement de l'opération ?
- Ces qualifications sont-elles suffisantes pour vous afin de mener à bien le programme « CARAVANE » ?
- Les activités de sensibilisation qui vous sont réservées à vous et aux élèves sont-elles suffisantes pour que cette opération soit menée à bien?
- Que pensez-vous de l'approche utilisées dans « Caravane » ? êtes-vous convaincus qu'une telle opération soit efficace et suffisante pour lutter contre l'abandon scolaire et la non scolarisation des enfants ? le cas échéant, par quoi aimeriez-vous l'enrichir ou la modifier ?
- Quelle appréciation feriez-vous des résultats obtenus de cette opération ?
- Quelle appréciation porteriez-vous à l'égard de la motivation des différents acteurs et partenaires locaux (*institutionnels et autres*) de leurs rôles et de leur implication ?
- Quelle appréciation porteriez-vous à l'égard de l'implication des parents des élèves ? Quelle motivation les attire le plus ?
- Quels résultats obtenus (*réinsertion des élèves*) pour quels moyens mobilisés et investis ? (*efficience*)
- Quelle appréciation auriez-vous de l'atteinte des différents objectifs afférés à « Caravane » ?

Les outils et instruments utilisés :

- Quels jugements porteriez-vous sur les outils et Instruments utilisés dans Caravane ?
- Quels éléments aimeriez vous réviser ou /et supprimer dans les outils et instruments utilisés ?
- Quels éléments aimeriez-vous ajouter ou/et modifier à ceux qui existent déjà ?

L'acheminement et le traitement des données :

Etes vous satisfait de la manière par laquelle les données de « Caravane » sont- elles recueillies et manipulées ?

Points forts et points faibles :

Au niveau du processus :

Quelles sont les difficultés et les défis rencontrés dans la réalisation de l'opération ? (*organisation, mise en place, suivi et acheminement et traitement des données...*)

Au niveau des outils et instruments :

Quels sont les instruments à garder encore absolument dans ce programme et quels sont ceux à réviser ou à améliorer ?

Au niveau au de l'acheminement et le traitement des données :

Quels sont les points forts et les points faibles de tout le processus de l'acheminement et le traitement des données de « C2C » ?

Améliorations

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer la gestion de ce programme ? :(*insister sur le local surtout*).
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'approche « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'encadrement des enseignants, les élèves et les autres partenaires pour mieux effectuer l'opération ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer les outils et les instruments utilisés dans « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'appui logistique (et autre) de l'école, des enfants et des autres partenaires lors de l'opération « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'acheminement et le traitement des données de « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour l'après la sensibilisation et la mobilisation (comment exploiter ces résultats au maximum ?)

10. Guide d'animation du Focus Group : Elèves enquêteurs

Etat des lieux pour « Child to Child »

Le processus :

- Vous avez tous participé à l'opération « C2C ». Décrivez moi comment vous avez été informés de cette opération, quand, où, par qui et pour quels objectifs ?
- Comment vous avez été sélectionnés afin d'y participer et par qui ?
- Quels sentiments aviez-vous éprouvés lorsque vous aviez été désignés?
- Quels sentiments ont éprouvé vos pères... et mères lorsque vous les aviez informés de votre participation ? est ce que d'autres membres de vos familles vous ont encouragés pour aller de l'avant ?
- Comment aviez-vous été formés pour réaliser le recensement ; par qui ; par quels moyens ; comment (quelles activités pédagogiques, en groupe, individuellement ?)
- Aviez-vous été entraînés à renseigner les questionnaires de « C2C » ? par qui ? comment ? pendant combien de temps ?
- Cet entraînement était-il suffisant pour vous afin de bien mener le recensement ?
- Quel degré de confiance en vous, aviez-vous acquis avant d'aller rencontrer les enfants à recenser ? vous vous sentiez-assez forts pour faire le recensement ?
- A votre avis, le recensement des enfants déscolarisés par des élèves est elle efficace ? pourquoi ?
- Qui vous a encouragé le plus à participer à l'opération « C2C » ? (parents, enseignants, directeurs d'établissement, camarades, membres de la famille, etc...)
- En combien de temps avez-vous réalisé le recensement ?
- Quels sont les sentiments que vous avez constatés auprès des enfants à recenser ? étaient-ils accueillants ? positifs ? impressionnés par votre présence en tant qu'élèves ? etc...
- Quels sont les sentiments que vous avez constatés auprès des parents des enfants à recenser ? étaient-ils accueillants ? positifs ? impressionnés par votre présence en tant qu'élèves ? etc...
- Quelle appréciation feriez-vous de la fiabilité et de la crédibilité des données recueillies par vous-mêmes ?
- Quelle appréciation porteriez-vous à l'égard de l'implication des parents des élèves ? Quelle motivation les attire le plus ?
- Quels résultats obtenus (*réinsertion des élèves*) pour quels moyens mobilisés et investis ? (*efficience*)
- Quel degré de satisfaction éprouvez- vous de votre participation ?

Les outils et instruments utilisés : (*redistribution des questionnaires aux élèves pour leur rafraichir la mémoire*)

- Quelles étaient les items du questionnaire les plus difficiles à poser aux enfants ? pourquoi ?
- Quels items aimeriez-vous réviser ou /et supprimer dans les questionnaires ?
- Quels items aimeriez-vous ajouter dans les questionnaires ?
- La langue Arabe classique est- elle appropriée pour manipuler le questionnaire ?
- L'amazigh aurait été mieux approprié pour les localités à dominante berbère ?
- Les questionnaires étaient- ils suffisants et mieux appropriés pour approcher les enfants déscolarisés ou avez-vous le sentiment que ces derniers et leurs parents voulaient s'étaler davantage sur la question du décrochage ? que suggèreriez-vous ?

L'acheminement et le traitement des données :

- Quel degré de participation au dépouillement des questionnaires et à la manipulation des données que vous aviez recueillies vous a été réservé ?
- Un retour d'information vous a été rendu ? par qui ? quand ? par quel moyen ?

Points forts et points faibles :

Au niveau du processus :

Quelles sont les difficultés et les défis rencontrés dans la réalisation de l'opération ?
(*préparatifs de tout genre (pédagogique, logistique accompagnement identification des enfants à recenser, réalisation, dépouillement et manipulation des données...*)

Au niveau des outils et instruments :

Quels sont les contenus à garder absolument dans les questionnaires et ceux à supprimer ?

Au niveau au de l'acheminement et le traitement des données :

Quel degré de participation aimeriez-vous avoir dans le processus de traitement et de l'acheminement des données recueillies ?

Améliorations

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer votre participation à ce programme ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'approche « C2C » elle-même ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'encadrement pédagogique assuré par vos maîtres pour mieux effectuer l'opération ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer les questionnaires utilisés dans « C2C » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'appui logistique (et autre) lors de l'opération « C2C » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'acheminement et le traitement des données de « C2C » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour l'après le recensement (comment exploiter ces résultats au maximum ?)

11. Guide d'Animation du Focus Group : « Caravane »

Elèves ayant participé à « caravane »

Etat des lieux pour « Caravane »

Le processus :

- Comment se déroule l'opération « CARAVANE » dans votre établissement ? (*préparatifs de l'opération ; encadrement et suivi de l'opération...*)
- Quelles sont les activités auxquelles vous avez participé ? comment et par quels moyen ?
- De quelles qualifications avez-vous bénéficié avant le lancement de l'opération ?

- Ces qualifications sont-elles suffisantes pour vous afin de mener à bien le programme « CARAVANE » ?
- Quels sont les rôles qui vous ont été attribués ?
- Quelles sont les activités réalisées par votre établissement auxquelles vous n'aviez pas participées ?
- Quelles autres acteurs et partenaires avaient participé au programme ?
- Quelles activités avaient-ils organisé ou auxquelles avaient ils participé et où ?

Les outils et instruments utilisés :

- *Quels outils et Instruments ont été utilisés dans Caravane ?*
- *Quels outils ou activités aimeriez vous réviser ou /et supprimer dans pour ce programme ?*
- *Quels outils ou activités aimeriez-vous ajouter ou/et modifier?*

Points forts et points faibles :

Au niveau du processus :

Quelles sont les difficultés rencontrées par vous, lors de votre participation la réalisation de l'opération ?

Au niveau des outils et instruments :

Quels sont les instruments et les activités à garder encore absolument dans ce programme ?

Améliorations

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'efficacité de ce programme au niveau de votre localité ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'approche « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'encadrement des pour mieux effectuer l'opération ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer les outils et les instruments utilisés dans « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'appui logistique (et autre) réservé aux enfants lors de l'opération « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour l'après « sensibilisation et mobilisation » ? (comment exploiter au mieux ce programme ?

Elèves recensés et/ou insérés

Etat des lieux pour « Child to Child »

Le processus :

- Vous avez tous été contactés par des élèves scolarisés pour discuter avec vous des raisons pour lesquelles vous n'étiez pas à l'école au moment du recensement C2C. Décrivez moi comment vous avez été informés de cette opération, quand, où, par qui et pour quels objectifs ?
- Comment vous avez été identifiés pour vous contacter et par qui ?
- Avez-vous été informés des objectifs pour lesquels les élèves vous avaient interviewé ?
- Quels sentiments aviez-vous éprouvés lorsque vous aviez été approchés par des élèves encore à l'école?
- Qu'ont dit vos pères et mères quand ils ont vu des élèves encore scolarisés, discuter avec vous ?
- Est ce que vos parents ou autres membres de la famille vous ont encouragés à rejoindre l'école ?
- Quand avez-vous pris la décision de retourner à l'école ?

- Connaissez vous des enfants qui avaient été recensés et n'avaient pas regagné l'école ? si oui, quel est leur nombre approximatif ? quelles sont à votre avis, les raisons derrière cela ?

Les outils et instruments utilisés : (*redistribution des questionnaires aux élèves pour leur rafraichir la mémoire*)

- Par quelle langue (arabe classique ou darija) les élèves enquêteurs vous avaient-ils interviewé ?
- L'amazigh aurait été mieux approprié pour les localités à dominante berbère ?
- Le « questionnaire » étaient- ils appropriés pour aborder l'abandon scolaire ?
- Vos parents souhaitaient parler davantage sur l'abandon scolaire ? si oui, de quoi voulaient-ils encore parler ?
- Avez-vous été informés immédiatement de l'offre de revenir à l'école ?
- Si oui, comment vous devriez faire?

Points forts et points faibles :

- Quels sont les apports que vous pourriez ajouter à cette opération pour qu'elle soit plus efficace ?

Améliorations

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer votre participation à ce programme ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'approche « C2C » elle-même ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer les questionnaires utilisés dans « C2C » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour l'après le recensement (comment exploiter ces résultats au maximum ?)

12. Guide d'animation du Focus Group : « Caravane »

Elèves recensé et/ou insérés ayant participé à « caravane »

Etat des lieux pour « Caravane »

Le processus :

- Quelles sont les activités auxquelles vous avez participé ? comment et par quels moyen ?
- Quels sont les rôles qui vous ont été attribués ?
- Quelles sont les activités réalisées par votre établissement auxquelles vous n'aviez pas participées ?
- *Quels outils ou activités aimeriez vous réviser ou /et supprimer dans pour ce programme ?*
- *Quels outils ou activités aimeriez-vous ajouter ou/et modifier?*

Points forts et points faibles :

Au niveau du processus :

Quelles sont les difficultés rencontrées par vous, lors de votre participation la réalisation de l'opération ?

Au niveau des outils et instruments :

Quels sont les instruments et les activités à garder encore absolument dans ce programme ?

Améliorations

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'efficacité de ce programme au niveau de votre localité ?
- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer l'approche « Caravane »

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer les outils et les instruments utilisés dans « Caravane » ?
- Quelles propositions feriez-vous pour l'après « sensibilisation et mobilisation » ? (comment exploiter au mieux ce programme ?)

13. Guide de l'entretien avec les personnes ressources C2C

Vous qui aviez travaillé sur le programme « Child to Child », pourriez vous nous dire pourquoi ce programme ?

Comment a-t-il été conçu et par qui ?

Quelle est sa pertinence par rapport à d'autres possibilités administratives de recensement ?

Dans quel contexte est-il né ? Et quand ?

Quelle évolution a-t-il connu avant d'être mis en place (puis généralisé ?)

Quelles sont pour vous les limites de ce programme ?

Vous savez peut-être que l'engouement pour ce programme baisse depuis quelques années ; selon vous, quelles en sont les raisons ? (Effectif des enfants recensés en 2007: 436.911; 2010: 295.505; 2012: 104.730)

Si le concept est encore d'actualité, comment peut-on redresser cette tendance baissière ?

Quelles sortes d'enrichissements pourra-t-on y intégrer ?

Pensez-vous que le questionnaire est l'instrument le mieux adapté pour effectuer l'opération de recensement ? Pourquoi ?

Vous savez qu'un autre programme de sensibilisation au phénomène de la déscolarisation par d'autres moyens de collecte de données autres que le questionnaire, a été expérimenté ailleurs ; y'a-t-il moyen de s'en inspirer ?

Comment ?

E. Référentiel C2C (document de travail pour l'organisation de C2C)

Le document de travail comprend les éléments suivants :

1. *le contexte de l'opération* : C2C rentre dans le cadre du projet relatif à la lutte contre le redoublement et l'abandon scolaire surtout en ce qui concerne la dimension de la sensibilisation et la mobilisation de l'école, son environnement et ses partenaires contre la déperdition scolaire et pour la rétention des élèves au sein des établissements scolaires et la réinsertion des déscolarisés.
2. *Ses objectifs*, qui tournent autour de :
 - a. la sensibilisation des différents acteurs et partenaires sociaux vis-à-vis des dangers de l'abandon scolaire et pour leur adhésion aux efforts de lutte contre ce phénomène ;
 - b. La sensibilisation des élèves des méfaits de l'abandon scolaire.
 - c. La sensibilisation autour de l'obligation scolaire.
 - d. Tracer une carte locale de la non scolarisation pour orienter les ONGs travaillant dans ce sens (école de la 2^{ème} chance)
 - e. Mobiliser le potentiel local pour trouver les solutions adéquates à la problématique des enfants non-scolarisés en les réinsérant dans le

système scolaire régulier, en les inscrivant dans l'école de la deuxième chance ou les appuyer dans le projet d'accompagnement pédagogique.

3. *Les opérations programmées* : ses opérations sont présentées dans un tableau à double entrée qui présente d'un côté l'opération à effectuer, les activités qui s'y attachent, la manière par laquelle cette activité doit se dérouler, la date de mise en application et la partie responsable de l'effectuation ; d'un autre côté, les phases de mise en application qui sont les suivantes :
- a. Phase de préparation,
 - b. Phase d'application,
 - c. Phase d'exploitation des résultats de l'opération et de l'élaboration des rapports.
 - d. Phase de l'élaboration du rapport national.
 - e. Phase des préparatifs pour l'opération « Caravane pour la mobilisation sociale » aux niveaux régional et provincial.

Plan d'action C2C :

Ordre	Opération	Activité	Modalité	Période de...à	Responsable
1	Préparer l'opération	Réunion de l'équipe régionale et des équipes provinciales	Fixer la date de la réunion et envoyer les invitations à ces équipes pour expliquer les objectifs de l'opération et les résultats attendus et pour fixer les rôles et les opérations programmées.	A Déterminer par les soins de la DENF	AREF Coordinateur régional eu projet Chef de centre de lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF
		Duplication des questionnaires enquêteurs ; fiches pédagogiques ; et grilles de dépouillement	Détermination du nombre de questionnaires à imprimer		AREF Coordinateur régional eu projet Chef de centre de lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF
		Distribution des questionnaires aux délégations selon les établissements participant.	Elaborer un plan de distribution du dispositif de l'opération.		AREF Coordinateur régional eu projet Chef de centre de lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF
		Organisation d'une demi-journée de communication avec les directeurs des établissements concernés et un enseignant de chacun de ces établissements	Répartition des participants selon les districts pour éviter les déplacements des directeurs des établissements et des enseignants Explication autour de l'opération et ses modalités Distribution des questionnaires aux		La délégation Coordinateur provincial Chef de service de lutte contre l'analphabétisme et de la promotion de l'ENF

			établissements.		
2	Mise en application de l'opération	Organisation d'une demi-journée de formation au profit des élèves enquêteurs et des enseignants autour de l'opération de recensement	-sensibilisation vis-à-vis des dangers de la non scolarisation -explication de l'opération et des ses objectifs -détermination des zones de recensement pour chaque établissement -informer les familles des élèves enquêteurs -expliquer le contenu du questionnaire et le rôle de l'élève enquêteur -mobilisation des élèves enquêteurs et détermination du jour J de l'opération.		Etablissement scolaire -Coordinateur de la cellule de veille (cdv) -Service de lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF
		Réalisation de l'opération de recensement	Accompagnement des élèves sur le terrain		Etablissement scolaire -Coordinateur de la cellule de veille (cdv) -élèves enquêteurs sous la supervision de l'enseignant chargé de l'opération.
3	Exploitation des résultats de l'opération et élaboration des rapports	Dépouillement des questionnaires et envoi des rapports à la délégation	Fiche enseignant et grille de dépouillement		Etablissement scolaire Coordinateur CDV Enseignant chargé de l'opération
		Dépouillement de l'ensemble des grilles de dépouillement des enseignants et saisie des données. Elaboration d'un rapport sur les résultats et son envoi à l'équipe régionale.	Envoi de copie des données statistiques et du rapport à l'AREF et à la DENF		Délégation Coordinateur provincial et chef de service de la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF
		-Dépouillement de l'ensemble des grilles de la délégation -Saisie des données -Elaboration des rapports sur les résultats.	Envoi de copie des données statistiques et du rapport à la DENF		AREF Coordinateur régional du projet et chef du centre de lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'ENF
4	Elaboration du rapport national	Elaboration du rapport national sur les résultats			DENF
5	Préparatifs concernant l'organisation de « caravane pour la mobilisation	Préparatifs concernant l'organisation de « caravane pour la mobilisation sociale »	Elaboration du plan d'action et réalisation de « la caravane »	Juillet de chaque année	DENF, AREF et délégation

	sociale » aux niveaux régional et provincial				
--	--	--	--	--	--

4. *Les populations-cibles* : dans les populations cibles, l'on distingue entre :
 - a. *Les populations cibles directes* qui sont les élèves scolarisés au sein de l'établissement et les enfants non scolarisés résidant dans les environs de l'école
 - b. *Les populations-cibles indirectes* qui sont : les cadres enseignants et administratifs des écoles primaires, les cadres administratifs dans les délégations et les académies, les acteurs de la société civile, des communes locales et les parents d'élèves.
5. *Les résultats escomptés* : les résultats attendus visent deux dimensions :
 - a. *D'bord*, le fait de participer, de faire participer et faire adhérer au recensement :
 - i. Toutes les AREFs dans la planification et l'encadrement de cette opération
 - ii. Toutes les délégations dans la mise en œuvre de l'opération de recensement et de fixer la carte de la non scolarisation et la déscolarisation.
 - iii. Les écoles primaires
 - iv. Les établissements du secondaire collégial

Cette participation attendue à l'opération de recensement et de réinsertion est présentée sous forme de chiffres qui concernent : le nombre attendu d'écoles, de collèges de chefs d'établissement, d'enseignants et d'élèves que ce soit au niveau des écoles primaires ou au niveau du collégial.

6. *Ensuite* le recensement des enfants non scolarisés par les enfants scolarisés en tant que tel:
 - i. Il s'agit d'abord de recenser un nombre déterminé d'enfants.
 - ii. Ensuite établir une fiche nominative pour chaque enfant recensé
7. Le résultat n° trois, consiste en la communication et la mobilisation autour du décrochage en insistant sur :
 - i. Faire la lumière sur les conditions des enfants non scolarisés et de plaider en faveur de leur cause en présentant les résultats du recensement au niveau national, régional et provincial et en faisant participer les autorités locales, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) militant dans le champ des droits humains, les organismes œuvrant dans le domaine de l'éducation et la formation et les CDV.
 - ii. Déterminer les zones et les établissements prioritaires pour orienter les programmes d'accompagnement pédagogique.
 - iii. Communiquer avec les parents des enfants non scolarisés via les CDV pour réinsérer le maximum d'enfants recensés.
 - iv. Faire participer les autorités territoriales dans l'opération de réinsertion de ces enfants.
 - v. Orienter les ONG partenaires pour aller travailler dans les zones et établissements prioritaires.
8. Mettre à disposition les moyens nécessaires à l'opération pour :
 - i. Organiser des campagnes de sensibilisation et de communication et des réunions de travail.
 - ii. Assurer les activités de formation au profit des élèves enquêteurs.

- iii. Exécuter l'opération de recensement via la CDV qui désigne l(es)enseignant(s) qui supervisera l'opération à raison de 10 élèves par établissement participant. Ce même enseignant dépouillera les questionnaires et traitera les données recueillies puis remettra les résultats au directeur de l'établissement qui lui aussi établira un rapport sur la base de ces résultats et enverra le tout à la délégation.

F. Descriptif de la fiche/grille de l'enseignant

Pour le primaire, les contenus de cette grille se présentent ainsi :

- f. « AREF :....Délégation : ..., commune :..., établissement :..., son code :..., milieu :... [rural ou urbain]
 - g. Objet : la non scolarisation et la déscolarisation.
 - h. Objectifs :
 - i. Elever les élèves à un certain niveau de sensibilisation quant aux phénomènes de la non-scolarisation et la déscolarisation.
 - ii. Former les élèves à utiliser et un questionnaire lors d'un entretien avec des enfants non scolarisés
 - i. Interrogations d'orientation :
 - i. L'enseignant ouvre le débat avec les élèves autour du sujet en posant des questions telles que :
 - 1. Connaissez-vous des enfants dans votre voisinage qui ayant un âge variant entre 6 et 15 ans et qui devaient être inscrits à l'école mais qui ne le sont pas ?
 - 2. Que peut-on faire pour les aider à aller à l'école.
 - j. Activité n° I : à réaliser en classe et en groupe :
- B- Dessiner un plan de votre quartier ou du village où vous résidez et où vous localisez votre école comme point de départ pour situer les différents services publics et les autres agglomérations et les autres écoles. Ensuite dressez une liste sur :
- i. Tout ce qui pourrait faciliter l'accès à l'école dans « votre région ».
 - ii. Les difficultés qui entravent l'accès à l'école.
 - iii. Les lieux où les enfants ne se sentiraient pas en sécurité.
 - iv. Les lieux où vous croyez qu'il y a des enfants non scolarisés.
- b. Activité n° II : à réaliser individuellement par chaque élève :
 - i. Cette activité est un dialogue entre vous et les enfants qui ne vont pas à l'école.
 - ii. Servez-vous du questionnaire pour effectuer ce dialogue.
 - c. Activité n° III : chez vous en famille ou avec les amis ou avec les voisins et les habitants du quartier et ensuite en classe en groupe.
- Ouvrez un débat pour trouver des solutions pouvant aider tous à regagner l'école.
- d. Remarque : après s'assurer de l'atteinte des objectifs de ces activités pédagogiques par les élèves, l'enseignant avec l'assistance de la CDV sélectionnera et chargera 10 élèves de l'établissement de mener des entretiens avec des enfants non scolarisés (10 entretiens pour chaque élève) ; ces élèves seront sélectionnés selon les deux critères suivants :
 - i. Un bon élève ayant assimilé le contenu des activités.

- ii. Un élève habitant le quartier ou le village où il y a des enfants non-scolarisés.

Pour le collégial : à ce niveau là, la seule différence qui distingue le questionnaire destiné au collégial de celui réservé au primaire est que le premier contient une activité supplémentaire qui demande à l'enseignant de:

- iii. Distribuer les questionnaires aux élèves et demander à l'un d'eux de le lire tout en présentant les éclaircissements nécessaires à propos des items du questionnaire.
- iv. Expliquer comment mener l'entretien et instruire le questionnaire.
- v. User du jeu de rôle entre l'élève enquêteur et l'enfant non scolarisé au collège.
- vi. L'enseignant désigne deux élèves pour mener « l'expérience sur le terrain » pour s'assurer de la manière par laquelle l'entretien sera mené et la manière par laquelle le questionnaire sera rempli ».

Grille de dépouillement des questionnaires par l'enseignant :

Au verso de cette fiche pédagogique de l'enseignant, une grille réservée au dépouillement des résultats du recensement est tracée. Elle contient trois rubriques sous forme de tableaux :

« La première rubrique contient un tableau scindé en trois colonnes :

- e. La première est réservée au nombre total des enfants déscolarisés selon le sexe et l'âge.
- f. La deuxième recevra le nombre total des déscolarisés selon le sexe et le niveau scolaire.
- g. La troisième est destinée au nombre total des non scolarisés selon le sexe et l'âge.

La deuxième contient un tableau de trois colonnes dont la première relate les 22 raisons à l'origine de la non-scolarisation et que contient le questionnaire de l'élève enquêteur (du primaire) à dépouiller d'abord selon le sexe et le niveau scolaire pour les déscolarisés puis pour ceux n'ayant jamais fréquenté l'école et selon le sexe aussi.

Enfin un dernier tableau de trois colonnes aussi relatant dans sa première les facteurs qui pourraient aider à regagner l'école ou à y aller pour la 1^{ère} fois, d'abord pour les déscolarisés et ensuite pour les non scolarisés toujours selon le sexe et le niveau scolaire et aussi selon le sexe. Ces facteurs sont au nombre de 5.

G. Descriptif du questionnaire de l'élève

Le questionnaire de l'élève (niveau primaire) comporte les éléments suivants :

Informations générales et de parcours :

- 1- Nom de l'enfant à recenser
- 2- Le nom de son père ou tuteur ou de l'établissement le prenant en charge.
- 3- Adresse de l'enfant (préfecture/province, commune, douar ou quartier...)
- 4- Sexe de l'enfant
- 5- Son âge

- 6- Avait-il été inscrit à l'école ?
- 7- Si oui, en quel niveau scolaire ? primaire : 1, 2,3,
- 8- Depuis quand avait-il abandonné l'école ?

Raisons de la non scolarisation:

Ces raisons sont au nombre de 22 pour le niveau ; elles se présentent comme suit :

1. L'inexistence des parents ou des tuteurs
2. Les parents ne vous ont pas inscrit à l'école
3. L'école n'a pas accepté l'inscription
4. Les parents incapables d'acquérir les fournitures scolaires
5. Les parents incapables de supporter les frais d'inscriptions
6. Vous assumez la responsabilité de vos petits frères
7. Le travail domestique (recherche d'eau, de bois, tâches domestiques ou pastorales)
8. Travail à l'extérieur pour aider votre père
9. Sentiment d'excès de l'âge de scolarité
10. L'école est trop loin de la maison
11. L'handicap physique
12. L'un des parents ne vous autorise pas d'aller au collège (la distance)
13. L'absence du professeur (absence, maladie, n'a pas été affecté)
14. La peur du mauvais traitement du professeur ou des professeurs
15. La peur du mauvais traitement de la part des enfants
16. Des problèmes de santé
17. Arrivée à l'âge du mariage
18. Les contenus scolaires sont difficiles
19. Les études ne sont pas intéressantes
20. Un responsable de l'école vous a expulsé
21. L'absence des sanitaires à l'école
22. Autres.....

Après avoir énuméré ces raisons, le questionnaire propose encore 5 items qui concernent les conditions qui laisseraient l'enfant dire qu'il serait d'accord pour réintégrer l'école ; les voici :

23. convaincre ses parents pour retourner à l'école
24. faire rapprocher l'école du lieu de résidence
25. assurer un appui social
26. adapter les horaires de l'école
27. autre, citez-le

Le questionnaire se termine par des items sur l'élève-enquêteur comme : le nom, le sexe et l'âge.

Annexe : VIII : Le questionnaire pour le niveau collégial :

Le questionnaire destiné à ce niveau scolaire diffère de celui réservé au niveau primaire sur les points suivants :

Dans la partie « informations générales et de parcours », les deux éléments suivants sont absents du questionnaire pour le primaire :

1. profession des parents ou tuteur et leur niveau scolaire.
2. Le moyen par lequel l'élève se rendait de chez soi au collège : à pieds, ou par un quelconque moyen ?

Remarque : dans le questionnaire pour le collégial, la question 8 de la rubrique « informations générales... », n'est pas formulée de la même manière par rapport au même item dans le questionnaire destiné au niveau primaire et qui prend le n° 6 ; elle est formulée comme suit :

«L'enfant recensé avait-il rejoint l'établissement et s'est inscrit à un niveau quelconque et a abandonné ? ».

Dans la partie des « raisons qui seraient derrière la non-scolarisation », le questionnaire pour le niveau collégial comprend 4 items de plus que celui utilisé pour le primaire. Ces questions sont les suivantes :

1. Le non-octroi de bourse
2. Ne pas bénéficier d'un internat ou de la maison de l'étudiant(e)
3. Ne pas avoir de parents proches dans les environs du collège de destination
4. Crainte des parents quant à la délinquance / et au non contrôle des enfants.

Par ailleurs, un item relatif à l'handicap physique qui figure sur le questionnaire pour le primaire ne figure plus comme tel dans le questionnaire du collégial ; il est intégré dans l'item 15 qui parle d'une raison joignant l'handicap à la maladie en général.

Dans la partie « conditions de retour à l'école », trois items sont rajoutés ; ils sont les suivants :

1. Assurer la restauration aux élèves
2. Assurer le logement et la restauration : internat, maison de l'étudiant (e)
3. Assurer le transport scolaire.

Enfin, la dernière partie réservée à l'élève-enquêteur comprend un item additionnel qui ne figure pas dans le questionnaire pour le primaire ; le voici :

4. Niveau scolaire de l'élève enquêteur :

H. Descriptif de la grille du directeur d'établissement

Cette grille se présente ainsi :

Intitulé : rapport sur la réalisation de l'opération « C2C »

Etablissement :commune :.....

- A. Climat de la préparation de l'opération :
 - a. Date de réunion de la CDV ; Nom et tel. Du coordinateur de l'opération :
 - b. Nombre d'enseignants participant à l'opération de sensibilisation à l'intérieur des classes : un tableau est présenté contenant les éléments suivants :
 - i. Nom de l'enseignant
 - ii. Son N° de SOM
 - iii. Unité scolaire
 - iv. Nombre d'élèves bénéficiant de la sensibilisation
 - v. Date de l'exécution de l'opération :
 - vi. Nombre d'enseignants ayant accompagné les élèves-enquêteurs :
- B. Résultats du recensement des enfants non scolarisés :
 - i. Résultats quantitatifs :
 - 1. Nombre d'enfants recensés :.....dont filles : ...
 - 2. Nombre d'enfants déscolarisés :.....dont filles :...
 - 3. Nombre d'enfants n'ayant pas regagné l'établissement... dont filles :...
 - ii. Résultats qualitatifs :
 - 1. Principales raisons de la non scolarisation autour de l'établissement : (deux au maximum)
 - 2. Principales conditions pour retourner à l'école : (deux au maximum)
- C. Principales difficultés rencontrées
- D. Principales propositions d'amélioration de l'opération « C2C »

I. Tableau récapitulatif réservé à la compilation des résultats du recensement C2C

Total des enfants qui n'ont jamais franchis l'école selon le sexe et l'âge عدد الأطفال الذين لم يسبق لهم أن ولجوا المدرسة حسب الجنس والسن						Total des enfants qui ont suspendus leurs études selon le sexe et le niveau scolaire (2) عدد الأطفال المنقطعين حسب الجنس والمستوى الدراسي (2)						Nombre total des enfants non scolarisés (en dehors de l'école) selon le sexe et l'âge (1) العدد الإجمالي للأطفال غير ممدرسين (خارج المدرسة) حسب الجنس والسن (1)					
Filles إناث			Garçons ذكور			Filles إناث			Garçons ذكور			Filles إناث			Garçons ذكور		
15_12	11_9	8_6	15_12	11_9	8_6	6_5	4_3	2_1	6_5	4_3	2_1	15_12	11_9	8_6	15_12	11_9	8_6

Total des enfants qui n'ont jamais franchis l'école selon le sexe et l'âge عدد الأطفال الذين لم يسبق لهم أن ولجوا المدرسة حسب الجنس والسن						Total des enfants qui ont suspendus leurs études selon le sexe et le niveau scolaire (2) عدد الأطفال المنقطعين حسب الجنس والمستوى الدراسي (2)						Causes de la non scolarisation ou de la suspension des études أسباب عدم التمدريس أو الانقطاع عن الدراسة	
Filles إناث			Garçons ذكور			Filles إناث			Garçons ذكور				
15_12	11_9	8_6	15_12	11_9	8_6	6_5	4_3	2_1	6_5	4_3	2_1		
												L'inexistence des parents ou des tuteurs عدم وجود آباء وأولياء	1
												Les parents ne vous ont pas inscrit à l'école الآباء لم يسجلوك بالمدرسة	2
												L'école n'a pas accepté l'inscription المدرسة لم تقبل تسجيلك	3
												Les parents incapables d'acquérir les fournitures scolaires عدم قدرة ولي أمرك على توفير اللوازم المدرسية	4
												Les parents incapables de supporter les frais d'inscriptions عدم قدرة ولي أمرك على تحمل نفقات التسجيل	5
												Vous assumez la responsabilité de vos petits frères تحمل مسؤولية رعاية إخوتك الصغار	6

Les facteurs favorisant l'aller ou le retour à l'école
العوامل التي تساعد على الذهاب أو العودة إلى المدرسة

Total des enfants qui n'ont jamais franchis l'école selon le sexe et l'âge عدد الأطفال الذين لم يسبق لهم أن ولجوا المدرسة حسب الجنس والسن						Total des enfants qui ont suspendus leurs études selon le sexe et le niveau scolaire (2) عدد الأطفال المنقطعين حسب الجنس والمستوى الدراسي (2)						Les facteurs favorisant le retour à l'école العوامل المساعدة على العودة إلى المدرسة	
Filles إناث			Garçons ذكور			Filles إناث			Garçons ذكور				
15_12	11_9	8_6	15_12	11_9	8_6	6_5	4_3	2_1	6_5	4_3	2_1		
												Convaincre vos parents par votre retour en classe. إقناع الوالدين بعودتك إلى المدرسة	1
												Rapprocher l'école de votre domicile. تقريب المدرسة من السكنى	2
												Assurer un soutien social توفير دعم اجتماعي	3
												Convenance de l'horaire de l'école ملاءمة توقيت الدراسة	4
												Autres أخرى أذكرها	5

J. Fiche de suivi de l'opération Caravane

بطاقة تتبع عملية قافلة 2013-2012

الجهة:

A. الأكاديمية الجهوية

1. الإجراءات المتخذة من طرف الأكاديمية

أهم التدابير المتخذة	إعداد خطة عمل	عدد الاجتماعات		مراسلة النيابة في الموضوع	تشكيل لجن التتبع
		اجتماعات مع اللجن الإقليمية	اجتماعات اللجنة الجهوية		
• • • •					

2. تفعيل الشراكة مع وزارة الداخلية

أهم مساهمات الولاية	عقد اجتماع مع الولاية	مراسلة السيد الوالي
• • •		

1. الوسائل المستعملة للتعبئة والتحسيس

إعلانات بالأسواق والدواوير (البراح)	سمعي بصري				أقمصة	مطويات	لافتات
	لقاءات من خلال الإذاعات جهوية	مقالات صحفية	ندوات صحفية	وصلات إشهارية			

								العدد
--	--	--	--	--	--	--	--	-------

B. النيابة الإقليمية

1. الإجراءات المتخذة من طرف النيابة

عدد الزيارات الميدانية للمؤسسات	عقد اجتماعات داخلية		تسليم لوائح التلاميذ غير الملتحقين والأطفال غير الممدرسين للسلطات الترابية	تزويد السلطات الترابية بمعطيات حول بؤر الانتفاخ وعدم الالتحاق	إخبار الشركاء بخطة قافلة	مراسلة السيد العامل
	مع مديري المؤسسات التعليمية	مع الفريق الإقليمي المكلف بتتبع الخطة				

2. الإجراءات المتخذة من طرف العمال

إجراءات أخرى أذكرها	دعم حملات التسجيل	تعبئة وتحسيس الساكنة	زيارات ميدانية لمواكبة الدخول المدرسي	اجتماع القيادة بالمقدمين والشيوخ	اجتماع العامل مع القيادة	توجيه مراسلة إلى الجماعات والقيادات
• • •						

3. خريطة المؤسسات التي نظمت عملية قافلة

عدد المؤسسات التعليمية المبرمجة			عدد الجماعات المحلية المبرمجة	عدد الدوائر الترابية المبرمجة	تاريخ انطلاق عملية القافلة	تاريخ المصادقة على خطة العمل	التوفر على خطة عمل القافلة
ثا. تأهيلية	ثا. إعدادية	مدارس ابتدائية					

المؤسسات التي قامت بتنفيذ خطة عملية قافلة								عدد المؤسسات	المؤسسات التي قامت بوضع خطة عملية قافلة
إعادة تسجيل الأطفال غير الممدرسين	عدد التلاميذ غير الملتحقين	توزيع أقمصه	توزيع مطويات	وضع لافتة بالمؤسسة	تسليم لوائح التلاميذ غير الملتحقين والأطفال غير الممدرسين للسلطات الترابية	التنسيق مع السلطات الترابية	القيام بحملات لتعبئة وتحسيس الساكنة		
								ابتدائي	
								ثانوي إعدادي	

4. الشركاء الآخرون

- مندوبية الأوقاف والشؤون الإسلامية

مساهمات أخرى أذكرها	إلقاء خطب	تعبئة وتحسيس	حضور اجتماعات اللجنة	توجيه دعوة من طرف النيابة
---------------------	-----------	--------------	----------------------	---------------------------

	بالمساجد	الأئمة والوعاظ	الإقليمية للتنسيق	

● جمعيات المجتمع المدني

مساهمات أخرى أذكرها	إعادة تسجيل الأطفال غير الممدرسين	استرجاع التلاميذ غير الملتحقين	دعم حملات التسجيل	حضور اجتماعات اللجنة الإقليمية للتنسيق	عدد جمعيات المجتمع المدني المساهمة	توجيه دعوة من طرف النيابة

● المنتخبون

مساهمة أخرى أذكرها	تعبئة وتحسيس الساكنة	حضور اجتماعات اللجنة الإقليمية للتنسيق	توجيه دعوة من طرف النيابة

● الصحافة والإذاعة المحلية

مساهمة أخرى أذكرها	عدد التغطيات الإعلامية	عدد النشرات الصحفية	عدد المقالات الصحفية	حضور اجتماعات اللجنة الإقليمية للتنسيق	توجيه دعوة من طرف النيابة

5. الوسائل المستعملة للتعبئة والتحسيس

إعلانات بالأسواق (البراح)	سمعي بصري			أقصصة	مطويات	لافتات	
	لقاءات من خلال الإذاعات جهوية	مقالات صحفية	ندوة صحفية	وصلات إشهارية			
							العدد

K. Fiche de suivi de la caravane sociale (traduction)

La fiche de suivi de la caravane sociale pour l'appui à la scolarisation, comprend les éléments suivants :

Une partie (A) réservée à l'AREF : elle comprend 3 sous titres qui définissent :

- C- Les mesures à prendre par l'AREF, dont la constitution des commissions, les correspondances à envoyer, les réunions à tenir, la préparation des plans d'action et les principales mesures à prendre.
- D- Mise en pratique de la convention de partenariat avec le Ministère de l'intérieur qui comprend la correspondance à effectuer avec le Wali de la région, les réunions à tenir et les contributions de ce partenaire.
- E- Les moyens à utiliser dans la sensibilisation et la mobilisation tels que : les banderoles, les dépliants, les tee-shirts, les moyens audio-visuels, les activités d'information dans les souks et les Douars.

Une partie (B) réservée aux délégations et qui comprend :

- F- Les mesures à entreprendre par les délégations telles que le courrier à adresser au gouverneur, l'invitation des autres partenaires à la participation, mise à disposition des données sur les l'abandon scolaire et des listes des enfants non scolarisés et déscolarisés aux autorités locales, réunions à tenir et les visites de terrain à effectuer.
- G- Mesure à entreprendre avec les gouverneurs : il s'agit du courrier à adresser aux Caidés et aux communes, réunion à tenir avec les caidés, les réunions des Caidés avec les Mokaddems et les Chyoukh, visites de terrain, sensibilisation des habitants, appui aux campagnes d'inscription, etc...
- H- cartographie des établissements ayant organisé l'opération : pourvoir un plan d'action de l'opération, date de la validation de ce plan, date de lancement de l'opération, nombre de circonscriptions programmées, nombre de communes programmées, nombre d'établissements programmés : nombre d'établissements participant, leurs plans d'action, les campagnes de sensibilisation réalisées, coordination avec les autorités locales et les doter des listes des enfants non scolarisés et déscolarisés, dresser une banderole à l'école, distribution de dépliants, distribution de tee-shirts, nombre d'enfants déscolarisés, réinscription des enfants non scolarisés.

Une partie réservée aux autres partenaires :

- I- délégation des Affaires Islamiques : envoi d'invitation par la délégation du MEN, participation aux réunions du comité provincial, sensibilisation et mobilisation des Imams, discours du vendredi etc...
- J- ONGs : envoi d'invitations de participation, nombre d'ONGs ayant participé, participation aux réunions provinciales, appui aux campagnes d'inscription, récupération des enfants non scolarisés, réinscription des enfants déscolarisés etc...
- K- Les élus : envoi d'invitations de participation, participation aux réunions provinciales, sensibilisation et mobilisation des habitants etc...
- L- Presse et radios locales : envoi d'invitations de participation, participation aux réunions provinciales, nombre d'articles parus dans la presse, nombre de conférences de presse, nombre de couvertures médiatiques etc...
- M- Moyens de sensibilisation et de mobilisations utilisés : banderoles, dépliants, tee-shirts, spots publicitaires, conférences de presse, articles de presse, interviews radiophoniques, campagnes d'information dans les souks etc...

L. Listes nominative des élèves réinsérés après Caravane

	اسم المؤسسة		النيابة		الأكاديمية
			الجماعة		الوسط

اللائحة الاسمية للتلاميذ الذين تم استرجاعهم خلال عملية قافلة

التعليم الابتدائي

السنة الدراسية 2012/2013

وضعية التلميذ المسترجع		المستوى الدراسي	الجنس	تاريخ الميلاد	الاسم و النسب	رت
منقطع أو لم يلتحق بالمدرسة قط	غير ملتحق					
		الإناث	المجموع			
		الذكور				
		المجموع				

مطبوع إ ع 1

	اسم المؤسسة		النيابة		الأكاديمية
			الجماعة		الوسط

اللائحة الاسمية للتلاميذ الذين تم استرجاعهم خلال عملية قافلة

التعليم الثانوي الإعدادي

السنة الدراسية 2012/2013

وضعية التلميذ المسترجع		المستوى الدراسي	الجنس	الاسم و النسب	رت
منقطع	غير ملتحق				
		الإناث	المجموع		
		الذكور			
		المجموع			

M. Référentiel annuel de Caravane

عملية " قافلة للتعبئة الاجتماعية لدعم التمدرس "

جميعا من أجل مدرسة النجاح

يوليو 2012

- الإطار العام :

تأتي عملية قافلة تنويجا لعملية "من الطفل إلى الطفل " ضمن المشروع المتعلق بالحد من التكرار والانقطاع عن الدراسة.

فهي إذن عملية تحسيسية تعبوية تهدف إلى الحد من ظاهرة الانقطاع عن الدراسة والآثار السلبية المترتبة عنها، والتحسيس بخطورتها.

ويمكن اعتبار عملية قافلة على أنها ذلك الإطار العام الذي يضم مجموعة من الأنشطة والإجراءات الميدانية، تمكن من تسخير الإمكانيات والموارد المادية والبشرية، قصد إشراك جميع المتدخلين المعنيين بقطاع التربية من آباء وأمهات ومربين وفاعلين آخرين، من أجل بلوغ الأهداف التي يجب العمل على تحقيقها.

وتسعى العملية إلى تشجيع كل الفعاليات المساهمة في الجهود التربوية والتكوينية للرفع من جودة ومردودية التعليم ونجاعته، وذلك بتحسيس وتوعية كل الفاعلين والشركاء، وتيسير انخراطهم ومشاركتهم في أنشطتها المختلفة، وفق خطة مضبوطة ذات أهداف واضحة ومقاربات مدروسة، قصد استقطاب التلاميذ غير الملتحقين، والأطفال غير الممدرسين إلى التعليم النظامي أو دمج فئة منهم في مدارس الفرصة الثانية أو في مؤسسات التكوين المهني.

أهداف عملية القافلة

الأهداف العامة:

1. الحد من ظاهرة الانقطاع عن الدراسة والآثار السلبية المترتبة عنها؛
2. تعبئة وتحسيس مختلف الفاعلين التربويين بخطورة ظاهرة الهدر المدرسي عموما وعدم الالتحاق خصوصا؛
3. التحسيس بمبدأ إلزامية التعليم ومحاولة تفعيله؛
4. رصد وضبط التلاميذ غير الملتحقين برسم الموسم التربوي 2012-2013، وتحديد أسباب عدم التحاقهم؛

5. العمل على إرجاع أكبر نسبة ممكنة من التلاميذ غير الملتحقين والأطفال غير المدرسين دون السن 15 سنة إلى المدرسة.

الأهداف الإجرائية

- تنظيم لقاءات مع مختلف الفاعلين للعمل على إيجاد الحلول الناجعة للحد من ظاهرة الانقطاع عن الدراسة؛
- إرجاع % 50 على الأقل من التلاميذ غير الملتحقين؛
- إدماج % 50 على الأقل من الأطفال المحصيين في التعليم النظامي أوفي مدارس الفرصة الثانية؛
- توفير الدعم الاجتماعي لفائدة جميع التلاميذ المحتاجين.

ولتحقيق هذه الأهداف، فإنه ينبغي الاستئناس بالمراحل الآتية:

- تحديد لائحة الفرق الجهوية والإقليمية؛
- تحديد أهداف عملية قافلة (تحديد نسب عدم الالتحاق المستهدفة، نسبة الأطفال المسترجعين من بين الأطفال غير المدرسين المحصيين...)؛
- تحديد مناطق التدخل ذات الأولوية: تحديد الجماعات التي تتميز بنسب مرتفعة لعدم الالتحاق، ونسب مرتفعة للانقطاع عن الدراسة، والتي تستدعي تدخلا قويا وعاجلا؛
- عقد اجتماع جهوي وإقليمي لتنظيم عملية قافلة التعبئة الاجتماعية من أجل وضع خطة عمل خاصة بهذه العملية؛
- المصادقة على خطة العمل الجهوية والإقليمية لعملية قافلة؛
- طبع ونسخ وتوزيع اللافتات والملصقات والأدوات الخاصة بعملية قافلة؛
- التنسيق مع الولاية والعمال لتفعيل الدورية 141 المتعلقة بالشراكة مع وزارة الداخلية على صعيد الجهات وإشراكهم في تنفيذ عملية قافلة:
- ✓ تقديم خطة العمل الجهوية والإقليمية لعملية قافلة على صعيد الولايات والعمالات لضمان دعمهم لتنفيذ العملية؛
- ✓ ضمان مشاركة وتحديد مساهمة الولايات والعمالات في مجال محاربة الهدر المدرسي وعدم الالتحاق؛
- ✓ التنصيص على ضرورة تعبئة السلطات المحلية من قياد ومقدمين وشيوخ للعمل إلى جانب جمعيات النجاح المدرسي وخلايا اليقظة لدعم التسجيلات وإرجاع التلاميذ غير الملتحقين وإعادة تسجيل الأطفال غير المدرسين؛
- ✓ استغلال مناسبات الأسواق (البراح) لتشجيع الساكنة على تسجيل أطفالهم وتوعيتهم بمخاطر الهدر المدرسي؛
- ✓ القيام بحملات مشتركة تحسيسية وتعبوية وتواصلية مع الساكنة.
- التنسيق مع الشركاء الآخرين تنفيذ عملية قافلة وتحديد مساهماتهم:
- ✓ مندوبية الأوقاف: تعبئة أئمة المساجد لحث الساكنة على تسجيل أطفالهم بالمدرسة؛
- ✓ الجمعيات: تنظيم ندوات تحسيسية بالمؤسسات التعليمية وبمقرات الجمعيات؛
- ✓ الصحافة: تعبئة الإذاعات المحلية لمواكبة عملية قافلة وإنجاز ريبورتاجات حولها وتنظيم ندوات صحفية...

- ✓ جعل شهر شنتبر شهرا لمحاربة ظاهرة عدم الالتحاق وأن يكون ذلك بارزا في مختلف أنشطة المؤسسة؛
- التواصل مع آباء وأمهات التلاميذ لتسريع وتيرة التسجيلات وتحسيسهم بأهمية التمدرس وخطورة عدم الالتحاق؛
- ✓ تفعيل إجبارية التمدرس؛
- ✓ إيجاد حلول محلية للمشاكل المطروحة.

الأنشطة المبرمجة:

أنشطة التعبئة والتحسيس

تكتسي هذه الحملات التحسيسية طابعا خاصا لأنها تأتي في سياق تحديات كبرى يواجهها التعليم، وهذه التحديات أصبحت تتطلب المزيد من التعبئة لتحسين شروط التمدرس وحملات التسجيل ومحاربة الهدر المدرسي.

ويمكن تعبئة وتحسيس مختلف الفاعلين داخل محيط المؤسسات التعليمية والسكان بخطورة ظاهرتي عدم التمدرس والانقطاع عن الدراسة وعدم الالتحاق من خلال :

- عقد لقاءات تواصلية تحسيسية بمقر الدوائر، يتوخى منها إشعار جميع الفاعلين بالظاهرة؛
- إعداد لافتات وملصقات يظهر من خلالها مدى خطورة ظاهرتي عدم التمدرس والانقطاع عن الدراسة؛
- عقد لقاءات تواصلية مع الأساتذة بتأطير من السادة المفتشين، وعقد اجتماعات مع آباء وأمهات التلاميذ، وذلك بهدف دعم قنوات التواصل و الحوار من أجل توسيع قاعدة الإشراف؛
- تحسيس الساكنة داخل المساجد وخاصة خلال خطبة أيام الجمعة؛
- تنظيم حملات تعبوية داخل الأسواق الأسبوعية.

أنشطة الإرجاع والإدماج:

- إرجاع التلاميذ غير الملتحقين برسم الموسم التربوي 2012-2013 إلى المدرسة؛
- إدماج الأطفال المحصين الدين يبلغ سنهم بين 6 و 9 سنوات في التعليم النظامي؛
- إدماج المحصين البالغ سنهم بين 9 و 15 سنة لتتبع برامج التربية غير النظامية (الفرصة الثانية)؛

أنشطة الدعم :

- الدعم الاجتماعي: تعميم الاستفادة من اللوازم المدرسية على المستويات التعليمية في السلكين الابتدائي والثانوي الإعدادي؛
- الدعم البيداغوجي: تفعيل برنامج الدعم البيداغوجي الذي ينص عليه مشروع محاربة التكرار والانقطاع عن الدراسة وبرنامج المواكبة المدرسية، وكذا تفعيل دليل الحياة المدرسية والإيقاعات الزمنية.

الخطط الميدانية

ولبلورة هذا التوجه على أرض الواقع ، فإنه ينبغي إعداد خطط ميدانية تحدد مناطق ومجالات التدخل على المستوى المحلي والإقليمي والجهوي وذلك وفق المراحل الرئيسية التالية :

1. على مستوى المؤسسة :

الابتدائي:

تقوم خلية اليقظة بإعداد برنامج عمل لعملية القافلة خاص بمنطقة نفوذ المؤسسة انطلاقاً من الخطة الميدانية الإقليمية، ويتضمن أساساً:

- ضبط مجال استقطاب الوحدة أو المدرسة المركزية والدواوير التي تدخل في هذا المجال وأعداد الأطفال البالغين سن التمدرس بتعاون مع جمعية آباء وأولياء التلاميذ والجماعات والسلطات المحلية، وكذا ضبط أعداد التلاميذ المتوقع تسجيلهم بالمؤسسة؛
- تنظيم أنشطة إعلامية وتحسيسية لدعم التمدرس بمشاركة الأطر التربوية وجمعية آباء وأولياء التلاميذ والسلطات والجمعيات المحلية لتسريع وتيرة التسجيلات ؛
- تتبع عملية تسجيل التلاميذ ومعالجة ظاهرة عدم الالتحاق في بداية الموسم الدراسي؛
- رصد التلاميذ غير الملتحقين بإشراك التلاميذ، وذلك بغية تجميع وضبط المعطيات المتعلقة بالتلاميذ غير الملتحقين؛
- استرجاع التلاميذ غير الملتحقين أو الأطفال الذين تم إحصاءهم خلال عملية من الطفل إلى الطفل وذلك بتعاون مع الفعاليات التربوية وجمعية آباء وأولياء التلاميذ والسلطات المحلية والأسر؛
- الاستئناس بمنهجية من "الطفل إلى الطفل" في تنظيم حملات تحسيسية بإشراك السلطات المحلية، وجمعية الآباء وأولياء التلاميذ، وفعاليات المجتمع المدني، والجمعيات العاملة بقطاع محاربة الأمية والتربية غير النظامية وأطر التوجيه التربوي لمعرفة أسباب عدم الالتحاق والسهو على استرجاع التلاميذ غير الملتحقين؛
- تعبئة البطاقة الخاصة بالتلميذ غير الملتحق (انظر البطاقة)؛
- تعبئة المطبوع الخاص باللوائح الاسمية للتلاميذ غير الملتحقين؛
- موافاة النيابة باللوائح الاسمية للتلاميذ غير الملتحقين؛
- إعداد تقرير حول حصيلة حملات إرجاع التلاميذ غير الملتحقين، وفق التواريخ المحددة في الجدولة الزمنية أسفله، وكذا القضايا التي استعصى حلها مع اقتراحات بشأن معالجتها.

الثانوي إعدادي:

- ضبط مجال استقطاب الثانوية الإعدادية وأعداد التلاميذ المتوقع تسجيلهم بالمؤسسة بتعاون مع جمعية آباء وأولياء التلاميذ والجماعات والسلطات المحلية؛
- تنظيم أنشطة إعلامية وتحسيسية لدعم التمدرس بمشاركة الأطر التربوية وجمعية آباء وأولياء التلاميذ والسلطات والجمعيات المحلية لتسريع وتيرة التسجيلات ؛
- تتبع عملية تسجيل التلاميذ ومعالجة ظاهرة عدم الالتحاق في بداية الموسم الدراسي؛
- رصد جميع التلاميذ غير الملتحقين وخاصة بالسنة الأولى من التعليم الإعدادي، وذلك من خلال لقاءات تجمع بين منسقي أعضاء خلايا اليقظة بالمؤسسات التعليمية بالحوض المدرسي؛
- استرجاع التلاميذ غير الملتحقين أو الأطفال الذين تم إحصاءهم خلال عملية من الطفل إلى الطفل وذلك بتعاون مع الفعاليات التربوية وجمعية آباء وأولياء التلاميذ والسلطات المحلية والأسر؛
- الاستئناس بمنهجية من "الطفل إلى الطفل" في تنظيم حملات تحسيسية بإشراك السلطات المحلية، وجمعية الآباء وأولياء التلاميذ، وفعاليات المجتمع المدني، والجمعيات العاملة بقطاع محاربة الأمية والتربية غير النظامية وأطر التوجيه التربوي لمعرفة أسباب عدم الالتحاق والسهو على استرجاع التلاميذ غير الملتحقين؛

- تعبئة البطاقة الخاصة بالتلميذ غير الملتحق (انظر البطاقة)؛
- تعبئة المطبوع الخاص باللوائح الاسمية للتلاميذ غير الملتحقين؛
- موافاة النيابة باللوائح الاسمية للتلاميذ غير الملتحقين؛
- إعداد تقرير حول حصيلة حملات إرجاع التلاميذ غير الملتحقين، وفق التواريخ المحددة في الجدولة الزمنية أسفله، وكذا القضايا التي استعصى حلها مع اقتراحات بشأن معالجتها.

2. على المستوى الإقليمي

• ضبط مناطق التدخل ذات الأولوية:

انطلاقاً من معطيات إحصاء 2011 وتوقعات الخريطة المدرسية للموسم الدراسي 2012-2013، يقوم الفريق الإقليمي المكلف بمشروع مشروع محاربة التكرار والانقطاع عن الدراسة بتحديد الجماعات التي تعرف تأخيراً في مجال التمدرس. كما تضبط الجماعات التي تتميز بنسب مرتفعة لعدم الالتحاق، ونسب مرتفعة للانقطاع عن الدراسة. ويهدف هذا التشخيص إلى تصنيف المناطق التي تستدعي تدخلاً قوياً حسب الأولوية وتحديد المعوقات التي ينبغي تجاوزها لتحقيق أهداف التمدرس المتوخاة.

• تحديد نوعية التدخل:

بعد تحديد مناطق التدخل وحصر المعوقات والمشاكل المستعصية التي أفرزها تحضير الدخول المدرسي المقبل، يقوم الفريق الإقليمي المكلف بالمشروع بضبط أنواع التدخلات حسب الجماعات المستهدفة حسب المجالات التالية :

- إعداد برنامج للحملات التحسيسية بمناطق التدخل على مستوى المؤسسات التعليمية يتضمن جدولاً زمنياً لمختلف العمليات المطلوب إنجازها إقليمياً ومحلياً ؛
- إشراك السلطات والجماعات المحلية وجمعيات المجتمع المدني وبعض القطاعات الحكومية في مختلف الحملات وكذا في عمليات إرجاع التلاميذ غير الملتحقين؛
- تشجيع الإقبال على التمدرس عبر تكثيف الحملات التحسيسية والتعبوية لاستقطاب كل الأطفال البالغين سن التمدرس؛
- الاحتفاظ بالتلميذ بالمدرسة حتى بلوغه سن الخامسة عشر عن طريق معالجة أسباب الهدر والانقطاع المدرسي؛
- الحرص على أن يلتحق كل التلاميذ الناجحون إلى السنة الأولى إعدادي من خلال توفير والإيواء أو التنقل بالنسبة للتلاميذ الذي تبعد سكنهم عن الإعدادية؛
- تعزيز الشراكة وتوسيع قاعدتها لتشمل التجهيزات الأساسية من ماء وإنارة وأثاث مدرسي ووسائل تعليمية ومكتبات مدرسية ...؛
- تقديم الدعم الاجتماعي من خلال تحسين خدمات المطاعم المدرسية وتوفير الكتب واللوازم المدرسية للتلاميذ المعوزين؛
- تتبع عملية تسجيل التلاميذ ومعالجة ظاهرة عدم الالتحاق في بداية الموسم الدراسي؛
- ضبط اللوائح الاسمية للتلاميذ غير الملتحقين بالتعليمين الابتدائي والثانوي الإعدادي؛
- استرجاع التلاميذ غير الملتحقين أو الأطفال الذين تم إحصاءهم خلال عملية من الطفل إلى الطفل وذلك بتعاون مع الفعاليات التربوية وجمعية آباء وأولياء التلاميذ والسلطات المحلية؛
- تتبع عمليات رصد وإرجاع التلاميذ غير الملتحقين، في مختلف مراحلها، تجميع واستثمار النتائج الواردة من المؤسسات وتعبئة المطبوعات الواردة في الجدول أسفله، وإعداد تقارير عن سير

الحملات والصعوبات القائمة، وإرسال حصيلتها في الأجل المسطرة إلى الجهة المعنية حسب التواريخ المحددة أسفله .

● ضبط مساهمات المتدخلين

يقوم الفريق الإقليمي المكلف بالمشروع E1P5 بتنظيم سلسلة من اللقاءات مع الفعاليات المحلية من أجل إطلاعها على الخطة الميدانية لعملية القافلة وضبط مساهمتها وتشمل هذه اللقاءات الفئات التالية :

- المفتشين باعتبارهم المسؤولين عن تتبع وتأطير عملية القافلة؛
 - مديري المدارس الابتدائية والإعدادية من أجل ضبط أنواع تدخلاتهم عبر مختلف محطات الحملات التعبوية؛
 - جمعيات آباء وأولياء التلاميذ من أجل ضبط مساهماتهم ومجالات تدخلاتهم؛
 - جمعيات غير الحكومية من أجل إطلاعها على مناطق التدخل وتوجيه مساهماتها إلى المناطق الأكثر احتياجاً؛
 - اللجنة الجماعية لدعم التمدرس لإطلاعها على آفاق تطور التمدرس بالجماعة وحصر أنواع الدعم الذي سيتم تقديمه من طرف اللجنة.
- وترفع النيابة تقريرها النهائي لعملية القافلة إلى الأكاديمية والمصالح المركزية المعنية مباشرة بعد المصادقة عليه.

3. على المستوى الجهوي

- عقد لقاءات الفريق الجهوي المكلف بالمشروع E1P5، بهدف تصنيف نيابات الجهة حسب أولوية التدخل والمجالات التي تحتاج دعماً متميزاً؛
- وضع برنامج عمل يتضمن العمليات والإجراءات التي ينبغي اتخاذها لتنظيم عمليات رصد التلاميذ غير الملتحقين بالسنة الأولى من التعليم الثانوي الإعدادي وإرجاعهم إلى الدراسة، والإمكانات البشرية والمادية اللازم تسخيرها لتنفيذ هذه العمليات، وكذا الجدولة الزمنية لإنجازها؛
- تدارس الخطط الميدانية لعملية القافلة مع نيابات الجهة بهدف إيجاد الحلول للمشاكل المستعصية على الصعيد الإقليمي وحصر تدخلات الجهة لحظاً؛
- ضبط أنواع الدعم الممكن تقديمه من طرف الجمعيات ذات الطابع الجهوي؛
- تنظيم حملات عبر وسائل الإعلام الجهوية السمعية والمرئية للحد من الهدر المدرسي؛
- توفير الدعائم الإعلامية (لافتات وملصقات ومطويات ...) بتنسيق مع النيابات بغرض عرضها واستعمالها بمناطق التدخل على المستوى الإقليمي والمحلي؛
- تجميع نتائج هذه العمليات واستثمارها وإعداد المجلات الجهوية بتعبئة المطبوعات الواردة في الجدول أسفله تم إرسالها في الأجل المسطرة إلى مديرية التربية غير النظامية؛
- رفع تقرير تربيي إلى المصلحة المركزية - مديرية التربية غير النظامية - يتضمن برنامج عمل الجهة وأنواع إسهاماتها لدعم تنفيذ عملية القافلة.

مقتضيات عامة

لضمان تتبع سلس لعملية قافلة، نطلب منكم موافاة الإدارة المركزية بالمطبوعات المشار إليها أسفله، وذلك حسب 3 محاطات أساسية على النحو المبين في الجدول الآتي:

1.1.1.1.1 تاريخ موافاة الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين و مديرية التربية غير النظامية			العملية	المطبوعات
1.1.1.1.4 المحطة الثالثة	1.1.1.1.3 المحطة الثانية	1.1.1.1.2 المحطة الأولى		
			تفعيل الشراكة والترتيبات الداخلية لإنجاز العملية	بطاقة تتبع عملية قافلة
20 أكتوبر 2012	30 شتنبر 2012	12 شتنبر 2012	أعداد التلاميذ غير الملتحقين والمنقطعين عن الدراسة بالتعليم الابتدائي، وأعداد التلاميذ الذين تم إرجاعهم للدراسة	مطبوع 1
			أعداد التلاميذ غير الملتحقين والمنقطعين عن الدراسة بالتعليم الثانوي الإعدادي، وأعداد التلاميذ الذين تم إرجاعهم للدراسة	مطبوع 2
			أعداد التلاميذ غير الملتحقين والمنقطعين عن الدراسة بالتعليم الثانوي التأهيلي، وأعداد التلاميذ الذين تم إرجاعهم للدراسة	مطبوع 3
30 أكتوبر 2012			يتضمن نتائج عملية رصد وإرجاع التلاميذ غير الملتحقين والمنقطعين عن الدراسة	تقرير

N. Plan d'action Caravane

برنامج عمل

عملية "قافلة التعبئة الاجتماعية لدعم التمدرس 2012"

المسؤول عن تنفيذ العملية	تاريخ إنجاز من إلى	الكيفية	العملية	رت
الأكاديمية المنسق الجهوي للبرنامج الاستعجالي المنسق الجهوي للمشروع ورئيس مركز محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية بالأكاديمية	30-15 يوليوز 2012	إعداد خطة عمل القافلة تتضمن: • الأهداف؛ • الجماعات التي تتميز بنسب مرتفعة لعدم الالتحاق، ونسب مرتفعة للانقطاع عن الدراسة، والتي تستدعي تدخلا قويا وعاجلا؛ • وسائل التواصل والتعبئة؛ • الجدولة الزمنية....	عقد اجتماع الفريق الجهوي والفرق الإقليمية للمشروع التابعين للأكاديمية لإعداد خطة عملية القافلة	1
الأكاديمية مدير الأكاديمية رئيس المشروع على مستوى الجهة	30-15 يوليوز 2012	عقد لقاء على صعيد الجهة يترأسه السيد مدير الأكاديمية والسادة النواب والفريق الجهوي والفرق الإقليمية للجهة	المصادقة على خطة العمل	2

<p>المسنول عن التواصل</p> <p>رئيس مركز محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية بالأكاديمية</p>				
<p>الأكاديمية</p> <p>رئيس المشروع على مستوى الجهة</p> <p>المسنول عن التواصل</p> <p>رئيس مركز محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية بالأكاديمية</p>	<p>30-15 يوليو 2012</p>	<p>تحديد مواضيع ومحتويات الحملة التوعوية والتحسيسية: لافتات، مطويات، وصلات إشهارية، ندوات صحافية ...</p>	<p>إعداد وإنجاز وسائل الاتصال والتحسيس والتعبئة</p>	<p>3</p>
<p>الأكاديمية</p> <p>مدير الأكاديمية</p> <p>نواب الأقاليم</p> <p>رئيس المشروع على مستوى الجهة</p> <p>المسنول عن التواصل</p> <p>رئيس مركز محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية بالأكاديمية</p>	<p>30-15 يوليو 2012</p>	<p>تقديم خطة العمل الجهوية والإقليمية لعمليّة قافلة على صعيد الولايات والعمالات لضمان دعمهم لتنفيذ العمليّة وتحديد مساهمتهم</p>	<p>التنسيق مع الولاية والعمال لتفعيل الدورية 141 المتعلقة بالشراكة مع وزارة الداخلية</p>	<p>4</p>
<p>الأكاديمية</p> <p>مدير الأكاديمية</p> <p>نواب الأقاليم</p> <p>رئيس المشروع على مستوى الجهة</p> <p>المسنول عن التواصل</p> <p>رئيس مركز محاربة الأمية</p>	<p>30-15 يوليو 2012</p>	<ul style="list-style-type: none"> • مندوبية الأوقاف: تعبئة أنمة المساجد لحت الساكنة على تسجيل أطفالهم بالمدرسة؛ • الجمعيات: تنظيم ندوات تحسيسية بالمؤسسات التعليمية وبمقرات الجمعيات؛ • الصحافة: تعبئة الإذاعات المحلية لمواكبة عملية قافلة وإنجاز ريبورتاجات حولها وتنظيم ندوات صحفية ... • شركاء آخرين 	<p>التنسيق مع الشركاء الآخرين وتحديد مساهماتهم</p>	<p>5</p>

والارتقاء بالتربية غير النظامية بالأكاديمية				
--	--	--	--	--

المسئول عن تنفيذ العملية	تاريخ إنجاز من إلى	الكيفية	العملية	ر ت
<h2>الأكاديمية</h2> <p>مدير الأكاديمية نواب الأقاليم المنسق الجهوي للبرنامج الاستعجالي رئيس القطب البيداغوجي الفريق الجهوي والفرق الإقليمية للمشروع المسئول عن التواصل جهويا وإقليميا رئيس مركز ورؤساء مصالح محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية</p>	10-1 10-1 2012 2012	<p>إعطاء الانطلاقة لعملية القافلة من الدائرة الترابية المحددة وحسب المسار المتفق عليه:</p> <ul style="list-style-type: none"> • عقد لقاء صباحي بالدائرة لعرض الخطة الجهوية لعملية القافلة بحضور السادة مديري المؤسسات التعليمية وجمعيات الآباء والسلطات المحلية والفعاليات المحلية؛ • تحديد أدوار مختلف الفاعلين. (إعطاء الانطلاقة لفتح داخلية، مطعم، توزيع اللوازم المدرسية، توزيع الدراجات الهوائية، يمكن برمجة أنشطة دالة على الدعم الاجتماعي...) <p>إعطاء الانطلاقة لعملية القافلة بمختلف الدوائر الترابية وحسب مسار متفق عليه (إعطاء الانطلاقة لفتح داخلية، مطعم، توزيع اللوازم المدرسية، توزيع الدراجات الهوائية، يمكن برمجة أنشطة دالة على الدعم الاجتماعي...)</p>	إعطاء الانطلاقة لعملية القافلة	6
<h2>المؤسسة التعليمية</h2> <p>منسق خلية اليقظة رئيس المشروع على المستوى الإقليمي ورئيس مصلحة محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية بالنيابة</p>	5 20 أكتوبر 2012	<p>تحديد مناطق التدخل المحيطة بالمؤسسة التعليمية؛ توزيع مناطق التدخل على فرق تربوية مكونة على صعيد المؤسسة للاتصال المباشر بالتلاميذ غير الملتحقين وأسرهم لإرجاعهم إلى المؤسسة؛ إخبار والتنسيق مع السلطات المحلية؛ توزيع اللوازم المدرسية فتح المطاعم</p>	تنفيذ عملية القافلة على صعيد المؤسسة	7

		فتح الداخليات		
الأكاديمية				
<p>مدير الأكاديمية</p> <p>نواب الأقاليم</p> <p>الفريق الجهوي والفرق الإقليمية للمشروع</p> <p>المسنول عن التواصل جهويا وإقليميا</p> <p>رئيس مركز ورؤساء مصالح محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية</p>	5 شتنبر إلى 20 أكتوبر 2012	تنظيم زيارات ميدانية للمؤسسات التعليمية خاصة التي تعرف تعثرا في التسجيلات	تتبع عملية القافلة	8
المؤسسة التعليمية				
<p>منسق خلية اليقظة</p> <p>الأستاذة (ة) المكلف</p>	5 شتنبر إلى 20 أكتوبر 2012	إعداد التقارير، تعبئة المطبوعات الخاصة بالعملية	تتبع عملية القافلة	9
النيابة				
<p>رئيس المشروع على المستوى الإقليمي</p> <p>المسنول عن التواصل</p> <p>ورئيس مصلحة محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية بالنيابة</p>	5 شتنبر إلى 20 أكتوبر 2012	إعداد التقارير، تعبئة المطبوعات الخاصة بالعملية	تتبع عملية القافلة	10

<p>الأكاديمية</p> <p>رئيس المشروع على المستوى الجهوي المسنول عن التواصل</p> <p>رئيس مركز محاربة الأمية والارتقاء بالتربية غير النظامية بالأكاديمية</p>	<p>5 شتنبر إلى 20 أكتوبر 2012</p>	<p>إعداد التقارير، تعبئة المطبوعات الخاصة بالعملية</p>	<p>تتبع عملية القافلة</p>	<p>11</p>
<p>المديرية المكلفة بالمشروع</p>	<p>20 شتنبر إلى 10 نونبر 2012</p>	<p>إعداد التقارير، تعبئة المطبوعات الخاصة بالعملية</p>	<p>إعداد تقرير وطني حول النتائج</p>	<p>12</p>

O. Tableur Excel de compilation des inscriptions des élèves de Caravane

(voir page suivante)

تتبع التسجيلات بالتعليم الثانوي التأهيلي

وضعية 20 أكتوبر 2012

وضعية 30 شتنبر 2012

وضعية 12 شتنبر 2012

المملكة المغربية



وزارة التربية الوطنية

الأكاديمية:

التلاميذ الذين تم إرجاعهم (1)		الالتحاق بالجدع المشترك من التعليم الثانوي التأهيلي					الالتحاق بالتعليم الثانوي التأهيلي					النبايات	رت
الأطفال غير المدرسين	التلاميذ غير الملتحقين	نسبة عدم الالتحاق	عدد التلاميذ غير الملتحقين	عدد التلاميذ المسجلين	الأعداد المتوقعة في تعديل 2012-2013	نسبة عدم الالتحاق بالجدع المشترك برسم السنة الدراسية 2012-2011	نسبة عدم الالتحاق	عدد التلاميذ غير الملتحقين	عدد التلاميذ المسجلين	الأعداد المتوقعة في تعديل 2012-2013	نسبة عدم الالتحاق بالتعليم الثانوي التأهيلي برسم السنة الدراسية 2012-2011		
													1
													2
													3
													4
													5
													6
													7
													8
													9
													10
													11
		المجموع											

P. Grille d'analyse des documents afférents à l'étude

Programme C2C	Elément de l'étude	Document (s) approprié (s)	Objectifs	Contenu pertinent
	Contexte de l'étude	Correspondances administratives Europaid : rapport de démarrage Régime ENF Unicef : recensement final Bilans ENF 2007... 2012	Cerner les mobiles de l'étude pour en délimiter le contexte et les enjeux en rapport avec les activités de la DENF	Contenu relatif au contexte, à l'historique de C2C, à son évolution etc...
	Problématique et objectifs de l'étude	Bilans ENF : 2007 ...2012 Régime ENF Unicef : recensement final Europaid : rapport de démarrage	Délimiter la problématique de l'étude Orienter les démarches de l'analyse documentaire et les investigations de terrain Préciser les objectifs de l'enquête.	Contenu relatif aux défis et aux difficultés du système scolaire marocain en matière de décrochage et de redoublement et relation avec les droits de l'enfant surtout Statistiques pertinentes
	Etat des lieux de C2C : contexte, objectifs et modalités de réalisation de C2C	Référentiel de C2C (DENF) Correspondances administratives Plans d'actions régionaux et provinciaux. Bilans DENF 2007...2012	Maîtriser le contexte, les objectifs et les modalités de C2C Elaborer les guides d'entretien de l'investigation de terrain	Contenu relatif à l'état des lieux de l'opération : contexte, objectifs, évolution, modalités de réalisation de C2C
	Organisation et gestion de C2C	Référentiel de C2C (DENF) Correspondances administratives Plans d'actions régionaux et provinciaux. Bilans DENF	Maîtriser l'organisation et le déroulement et les modalités de C2C Elaborer les guides d'entretien de l'investigation de terrain	Contenu relatif à l'organisation et à la gestion de l'opération C2C

		2007...2012		
	Instruments utilisés dans le recensement	Fiches de référence d'encadrement des enseignants et des élèves enquêteurs Questionnaires élèves : primaire et secondaire collégial Grille de dépouillement des questionnaires Rapports qualitatifs des directeurs d'établissements	Maitriser le contenu de ces instruments pour une analyse critique et propositions d'amélioration.	Contenu des instruments utilisés dans le recensement : de la préparation, au dépouillement des questionnaires.
	La supervision et le suivi de l'opération	Référentiel de C2C (DENF) Correspondances administratives Plans d'actions régionaux et provinciaux. Bilans DENF 2007...2012	Maitriser les modalités du suivi et d'accompagnement de la mise en place de C2C	Contenu relatif au suivi et à l'accompagnement et à la supervision de la réalisation de C2C sur le terrain
	Traitement et acheminement des données	Récapitulatif primaire et secondaire collégial Référentiel C2C Bilans DENF Mission 7 : mise à niveau du système d'information et de gestion de l'ENF	Maitriser le processus et les instruments du traitement et de l'acheminement pour une analyse critique et des propositions d'amélioration.	Contenu relatif au suivi et à l'accompagnement et à la supervision de la réalisation de C2C sur le terrain
Caravane de mobilisation sociale				
	Contexte et objectifs de l'opération Caravane de mobilisation sociale	Référentiels Caravane Plans d'action opération caravane Rapports annuels sur	Maitriser le contexte, les objectifs et les modalités de la caravane Elaborer les guides d'entretien de	Contenu relatif à l'état des lieux de l'opération : contexte, objectifs, évolution, modalités de réalisation de la caravane

		Caravane Correspondance s administratives	l'investigation de terrain	
Déroulement de l'opération	Référentiels Caravane Plans d'action opération caravane Rapports annuels sur Caravane Correspondance s administratives	Maitriser l'organisation et le déroulement et les modalités de la caravane Elaborer les guides d'entretien de l'investigation de terrain	Contenu relatif à l'organisation et à la gestion de l'opération la caravane	
Suivi de l'opération	Fiche de suivi caravane Fiche de suivi des inscriptions des élèves (primaire, collégial et qualifiant)	Maitriser les modalités du suivi et d'accompagnemen t de la mise en place de la caravane do mobilisation sociale	Contenu relatif au suivi et à l'accompagnemen t et à la supervision de la réalisation de la caravane de mobilisation sociale sur le terrain	
Traitement et acheminemen t des résultats	Fiche de suivi des inscriptions des élèves (primaire, collégial et qualifiant) Fiches nominatives d'enfants non scolarisés Listes des élèves réinsérés au primaire et au collégial.	Maitriser le processus et les instruments du traitement et de l'acheminement pour une analyse critique et des propositions d'amélioration.	Contenu relatif au traitement et à l'acheminement des résultats de la caravane do mobilisation sociale.	
Instruments utilisés dans l'opération	Exemples de banderoles, do flyers, de dépliants et de spots publicitaires	Maitriser le contenu de ces instruments pour une analyse critique et propositions d'amélioration.	Contenu des instruments utilisés dans la caravane de mobilisation sociale : textes, images, etc...	